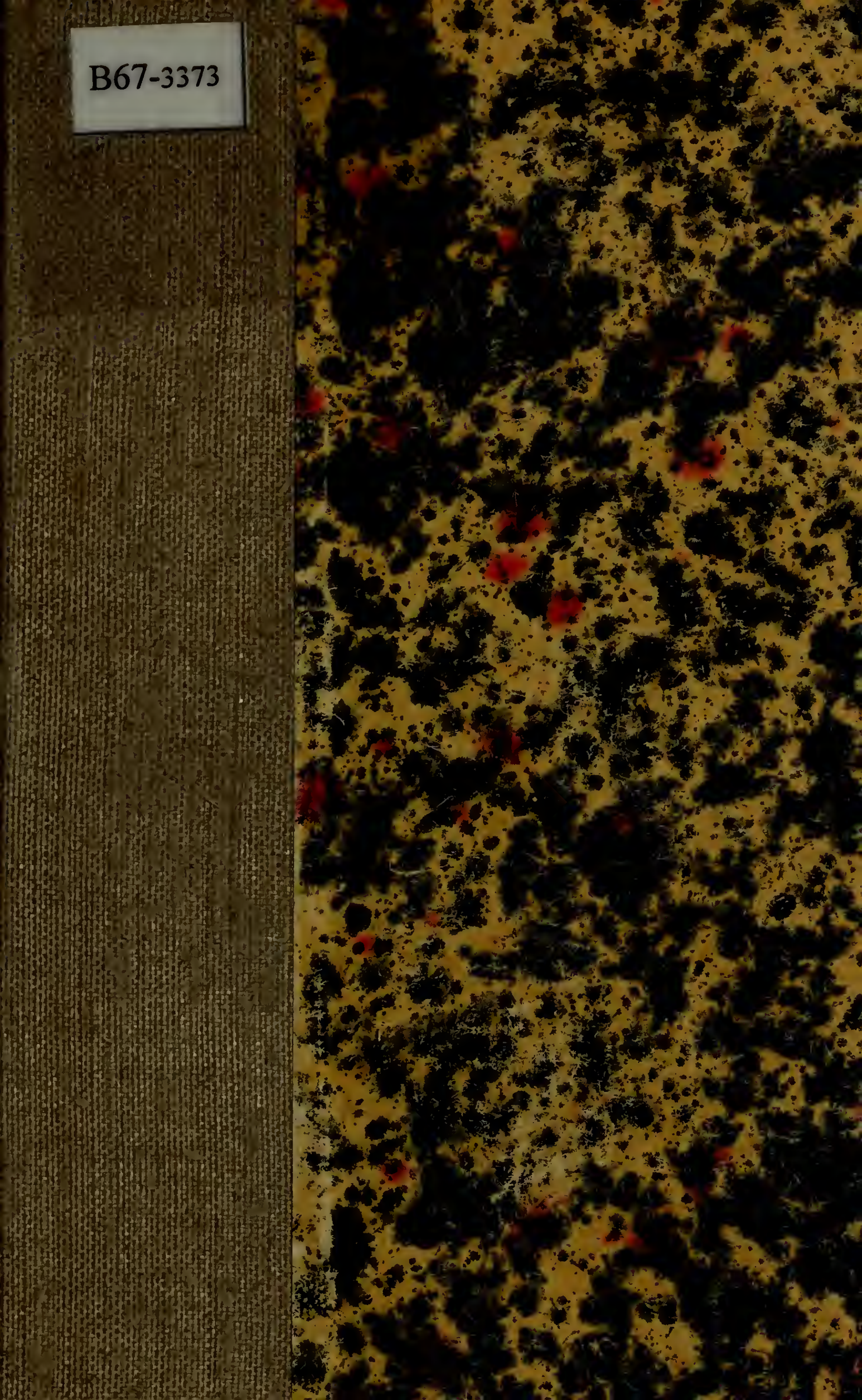
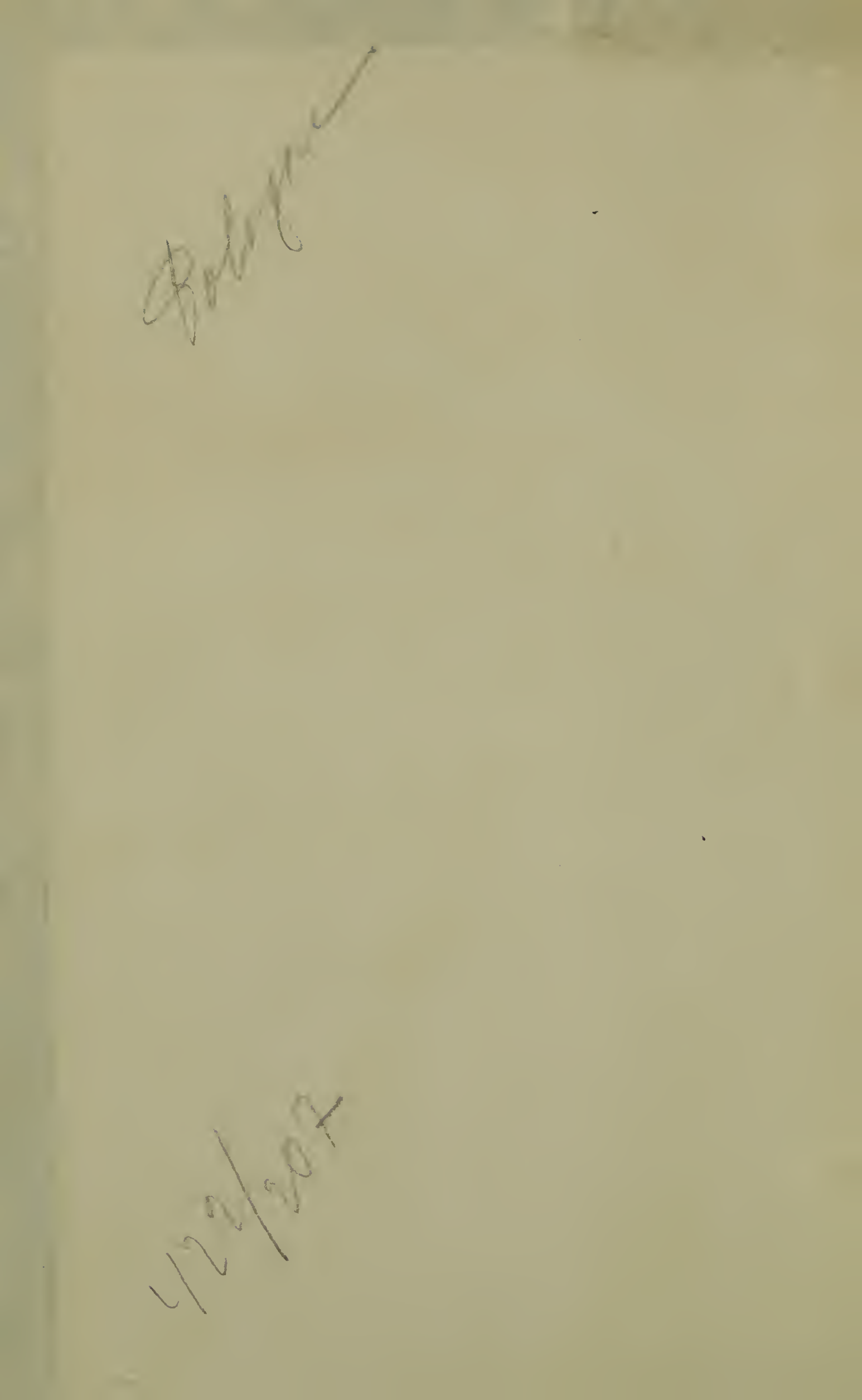
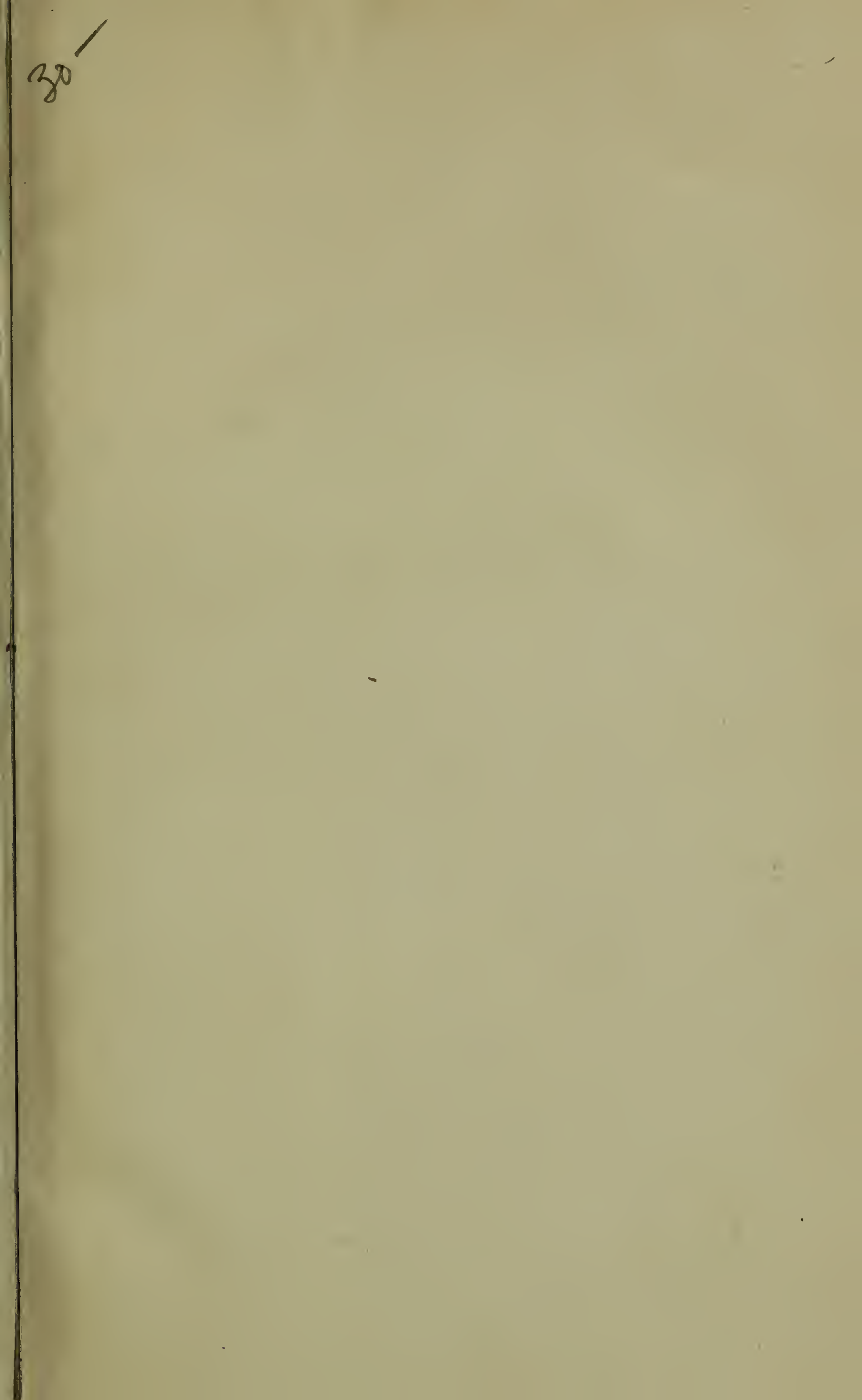





30/

MAURICE PERNOT

L'ÉPREUVE

DE

LA POLOGNE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1921



1/2 toile grise
pièce rouge

L'ÉPREUVE

DE LA POLOGNE

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur en 1921.

MAURICE PERNOT

L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT POLONAIS ET L'EUROPE

Les Polonais pendant la grande guerre. — La « libération » à Cracovie. — L'aventure ukrainienne et l'opinion en Galicie. — L'opinion à Varsovie. — Pologne et Russie. — Pologne et Allemagne. — La Pologne et l'Entente. — La Pologne et les petits états.

Quand je suis arrivé en Pologne, à la fin de mai 1920, l'armée du maréchal Pilsudski venait d'entrer dans Kiew et d'occuper, presque sans coup férir, une partie de l'Ukraine : le peuple de Varsovie, tout à l'ivresse de sa première victoire, chantait le *Te Deum*, dételait les chevaux du chef de l'État et le reconduisait en triomphe jusqu'au Belvédère. Deux mois plus tard, les hordes rouges

étaient aux portes de la capitale; les gares de chemin de fer étaient encombrées de fuyards ; dans les rues, le long cortège des volontaires défilait en silence. A l'éphémère et malencontreuse victoire avait succédé la débâcle; à peine ressuscitée, la Pologne était en danger de mourir encore une fois. Les diplomates étrangers prononçaient, en hochant la tête, les formules sinistres de « *Finis Poloniæ* » et de « quatrième partage ». Mais déjà le général Joseph Haller avait pris le commandement d'une armée de volontaires, et le général Weygand s'installait au palais Raczinski, apportant à nos alliés en péril le concours de son génie militaire et le réconfort de sa magnifique énergie.

Lorsque je quittai la Pologne, aux premiers jours d'août, le « rétablissement » était à peine commencé ; mais la confiance était revenue tout entière. Mieux vaut dire que le peuple polonais ne l'avait jamais perdue ; le calme, voisin de l'indifférence, qu'il affectait au moment du plus grand danger, était tout prêt à se changer, d'abord en mâle résolution, bientôt en enthousiasme. La Pologne est sortie victorieuse d'une épreuve

d'autant plus redoutable qu'elle était moins préparée à la soutenir. Sa résistance militaire fut et ne pouvait être qu'une admirable improvisation. Après avoir prouvé au monde qu'il ne voulait pas mourir et qu'il était capable de défendre son droit, sa civilisation et sa liberté, le peuple polonais doit lui fournir une autre preuve : celle de son aptitude à l'ordre et à l'organisation politique. Il a fait voir qu'il est une nation ; il montrera bientôt qu'il forme un État.

En résumant, dans les pages qui suivent, les impressions de mon séjour en Pologne, j'ai essayé de marquer tout ensemble les obstacles que rencontrent nos alliés dans l'œuvre d'organisation et de reconstruction nationale qu'aussitôt après avoir recouvré leur indépendance, ils ont résolument entreprise ; les efforts accomplis et les projets à réaliser ; les résultats déjà acquis et ceux qui, poursuivis avec énergie et avec sagesse, ne manqueront pas d'être prochainement obtenus. Plutôt qu'un exposé dogmatique, dont je ne me flatte pas d'avoir réuni en deux mois tous les éléments, on trouvera ici, groupés sous quelques

rubriques essentielles, des observations et des témoignages, des choses vues et des propos recueillis. Il est toujours intéressant d'assister aux premiers efforts que fait un nouvel État pour prendre conscience de lui-même, s'affermir et s'organiser. Mais combien l'intérêt devient plus puissant et plus immédiat, lorsqu'il s'agit d'une nation que tant de liens, et depuis si longtemps, ont unie à la nôtre, et dont l'indépendance et la solidité sont désormais aussi indispensables à la sécurité de la France qu'au maintien de la paix européenne !

*
* *

La déclaration de guerre d'août 1914 ouvrait devant les Polonais une perspective sombre et chargée d'angoisse, qu'éclairait pourtant une faible lueur d'espoir. Pour le présent, c'était la cruelle nécessité d'obéir à l'appel des oppresseurs, de se battre dans les rangs allemands, autrichiens ou russes, souvent les uns contre les autres, et toujours contre leur patrie. Pour un avenir plus

ou moins prochain, c'était l'état de siège, avec toutes les vexations et toutes les humiliations qu'il comporte, lorsqu'il est établi par un gouvernement sans scrupule sur des provinces qu'il tient pour suspectes et bientôt pour rebelles. Pendant quatre ans, la Pologne vécut dans un isolement terrible, dans une sorte d'internement moral, dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui. Des péripéties de la grande mêlée, où se jouait son sort, avec celui de tant d'autres peuples, elle ne connut rien qu'à travers les déformations et les mensonges des agences autrichiennes ou allemandes. Des préoccupations de l'Entente à son égard, on lui laissait tout ignorer : il entrait dans le dessein de ses oppresseurs qu'elle se crût abandonnée de ceux qu'elle s'obstinait à considérer comme ses amis et qui devaient être bientôt ses sauveurs.

En revanche, on menait grand tapage autour des « mesures de bienveillance » consenties par les Empires centraux : reconnaissance de l'indépendance de la Pologne par les deux souverains allemand et austro-hongrois, constitution d'un

gouvernement soi-disant national, réouverture de l'Université de Varsovie sous les auspices de l'Allemagne, enfin convention cynique du 13 août 1918, aux termes de laquelle la Pologne était invitée à s'agrandir aux dépens de la Russie, mise hors de cause.

« A défaut d'autres indices, me disait un Polonais, nous mesurions la fortune bonne ou mauvaise de nos ennemis à leurs exigences impitoyables ou à la relative modération dont ils usaient envers nous. Nous n'avions sur la guerre d'informations précises que celles que nous rapportait de Suisse, à de très longs intervalles, quelque ami qui avait obtenu par miracle la permission de sortir du pays et d'y rentrer. Un petit ouvrage purement statistique sur *l'Usure des armées allemandes et austro-hongroises*, écrit et imprimé secrètement par le professeur Dombrowski, aujourd'hui sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, causa à tous ceux qui le lurent une consolante et joyeuse surprise. Avec quelle rage l'autorité allemande en pourchassa chaque exemplaire ! »

J'étais curieux d'apprendre, mieux que je ne l'avais pu faire par la lecture des journaux et des rapports officiels, quelle avait été, pendant cette période douloureuse, l'attitude des Polonais, en Galicie, dans l'ancien Royaume, en Posnanie. Un soir de juin, à Cracovie, dans le beau palais qu'habita Stanislas-Auguste et dont la comtesse François Potocka fait aujourd'hui si gracieusement les honneurs, la conversation tomba sur ce sujet. Quelques jeunes gens raillèrent assez librement l'excessive prudence de certains conservateurs galiciens, qui, pendant les trois premières années de la guerre, avaient paru se préoccuper surtout de conserver de bonnes relations avec le gouvernement de Vienne. On opposait cette timidité des « Messieurs de Cracovie » à l'attitude courageuse des Posnaniens, et l'on rappelait les magnifiques paroles prononcées en mars 1918 au Reichstag par le député Trampczynski, aujourd'hui maréchal de la Diète polonaise. Comme un conservateur prussien reprochait aux Polonais de ne point marquer assez vivement leur gratitude envers les États qui

avaient reconnu leur indépendance : « La gratitude, s'était écrié le député de Posen, peut-il en être question, quand il s'agit de votre politique? Si l'Allemagne a brisé la tyrannie du Tsar, ce n'était certes pas pour le plaisir de libérer la Pologne. Dans l'acte du 5 novembre 1916, l'Allemagne et l'Autriche n'ont cherché que leur intérêt. » Et l'on évoquait encore la protestation élevée en pleine Chambre des Seigneurs par un autre Posnanien, le docteur Seyda, contre l'hypocrisie de la politique allemande à l'égard du nouvel État polonais. Pendant ce temps, à Vienne, les Galiciens rompaient avec les Tchèques et acceptaient le compromis offert par le gouvernement austro-hongrois.

Une jeune femme, qui avait écouté en silence toute cette discussion, haussa légèrement les épaules et dit : « En Galicie, comme dans toute la Pologne, il y a eu les sages et les fous. A quelles conditions la guerre européenne pouvait-elle nous apporter le salut ? Il fallait que, toutes deux, la Russie et l'Allemagne sortissent vaincues du conflit. Ce résultat extraordinaire, pou-

vions-nous l'escompter raisonnablement ? Je ne le pense pas ; mais nous pouvions ardemment l'espérer. Au début de la guerre, lorsqu'ici même je vous avouais mon espoir, ou plutôt ma foi, « idée de femme », m'ont répondu quelques-uns d'entre vous, et ils m'ont traitée de folle. Grâce à Dieu, nous étions beaucoup de fous, même en Galicie, et ce sont les sages qui ont eu tort. »

Il y a eu, il y a peut-être encore aujourd'hui à Cracovie et dans l'ancienne Pologne autrichienne des gens que retiennent attachés à l'ancien état de choses des préjugés, des traditions ou des intérêts. Dans la Pologne d'aujourd'hui, comme dans l'Italie d'autrefois, l'idée d'indépendance souffre d'être unie à l'idée de révolution. Certains conservateurs galiciens ne peuvent s'empêcher de voir surtout dans le nouveau régime le triomphe de la démocratie ouvrière et paysanne, l'expropriation et le partage des terres ; je ne parle pas de ceux qui voyaient surtout dans l'ancien des pensions, des ordres, des uniformes et des charges à la Cour. Mais, en revanche, combien

en ai-je rencontré, de ces fous, ou plutôt de ces croyants, qui, dès les premiers jours de la guerre. tendirent leur volonté et leurs efforts vers le but uniquement souhaité, la résurrection de la Pologne, y sacrifièrent leur tranquillité, leur position, leurs intérêts, et dont la dure et longue épreuve ne fit point fléchir l'ardente et fière résolution ! M'est-il permis de citer, entre tant d'autres, Mgr Sapieha, prince-évêque de Cracovie, qui, durant toute la guerre, sut tenir tête au gouvernement de Vienne et donner à son clergé l'exemple irrésistible d'un zèle patriotique qui ne s'est jamais démenti ?

*
* *

Il était une heure du matin, lorsque je sortis du palais Potocki. Le comte T. me proposa de m'accompagner jusqu'à l'hôtel où j'habitais ; à travers les rues pittoresques de Cracovie silencieuse, la conversation continua. La lune éclairait splendidement la grand'place au milieu de laquelle se dresse la Halle aux Draps, et faisait

briller comme un énorme joyau d'or la couronne royale dont la piété des Polonais a ceint l'un des clochetons de Notre-Dame, au grand scandale, dit-on, de Guillaume II Hohenzollern. C'est dans ce magnifique décor que mon compagnon évoqua les journées d'octobre 18, les journées de la « libération ».

« A la première nouvelle de l'effondrement de l'Autriche, dit le comte T., nos soldats arrêtent les officiers et leur signifient qu'ils n'obéiront plus aux ordres. Les généraux sont faits prisonniers et enfermés sous bonne garde. L'enthousiasme était si grand, la joie si folle, que plusieurs jours passèrent avant qu'on s'avisât que Cracovie et la Galicie n'avaient désormais ni armée, ni police, ni administration. Cette absence de toute autorité n'eut pas d'inconvénient grave. Aucun désordre dans la ville ; dans les campagnes, quelques vols sans importance : on ne pilla point les châteaux. Toutes les passions populaires étaient contenues, dominées par le sentiment national et l'ivresse de la liberté enfin retrouvée. Le jour, la nuit, des cortèges parcou-

raient les rues en chantant. Sur le mur de cet hôtel, — mon compagnon me désigna l'ancienne préfecture, — les étudiants avaient suspendu un grand crucifix ; à sa droite et à sa gauche, les deux empereurs en effigie ; l'empereur Charles occupait la place du bon larron. Devant cet étrange reposoir, les processions s'arrêtaient, et les invectives burlesques se mêlaient aux discours patriotiques.

« Cependant, un gourvernement provisoire se constitua en Galicie, sous la direction de Daczynski. Les socialistes avaient tout le pouvoir ; mais ils n'eurent ni l'envie, ni peut-être le temps d'en abuser. La formation d'un gouvernement central à Varsovie et les élections à la Constituante mirent fin à la joyeuse et inoffensive anarchie. »

*
* *

J'étais encore à Cracovie, lorsqu'on annonça la perte de Kiew et la retraite des troupes polonaises, bousculées par la cavalerie de Budieny. L'émotion fut grande. De nombreux Polonais

étaient revenus à Kiew à la suite de l'armée victorieuse de Pilsudski. On évaluait à quarante mille âmes la population civile polonaise dans la ville où venaient de rentrer les bolchevistes. Sur ce nombre, à peine dix mille avaient pu sortir avec les troupes avant l'arrivée de l'ennemi. Qu'était-il advenu des autres ? les hypothèses les plus douloureuses n'étaient malheureusement que trop justifiées.

De tous côtés, j'entendais répéter : « Que sommes-nous donc allés faire à Kiew ? » et critiquer avec amertume la politique militaire et impérialiste du gouvernement. Parfois, on en rendait responsable le chef de l'Etat, M. Pilsudski, qui est en même temps le commandant suprême de l'armée. « C'est lui, — disait-on à Cracovie, — qui a entraîné nos soldats jusqu'à Kiew, dans l'espoir de consolider sa situation politique par un succès militaire réputé facile et peu coûteux. »

A Lwow (Lemberg), où j'arrivai quelques jours plus tard, ce qu'on reprochait surtout au gouvernement, c'était d'avoir accepté l'alliance

de Petlioura, l'Ukrainien, et cru aux promesses d'un aventurier qui n'inspirait même pas aux siens une entière confiance. Qui donc avait pu se porter garant à Varsovie de la fidélité ou même de la neutralité des populations de l'Ukraine ? En fait, les cavaliers de Budieny n'avaient eu qu'à choisir entre les paysans qui s'offraient à leur servir de guides à travers les lignes polonaises ; et ces mêmes paysans ukrainiens n'avaient pas attendu l'arrivée des bolchevistes pour attaquer et piller tous les convois de vivres destinés aux Polonais.

Le sentiment qui domine à Lwow, c'est la haine de l'Ukrainien, ou, comme on dit en Galicie, du Ruthène. Pour comprendre ce sentiment, pas n'est besoin de se rappeler la politique de division savamment pratiquée par le gouvernement de Vienne entre les propriétaires polonais et les paysans ruthènes : il suffit de regarder la ville. Les Ruthènes l'ont occupée pendant vingt et un jours, du 1er au 22 novembre 1918 ; et, durant cette courte période, ils se sont vengés du mieux qu'ils ont pu du mépris et des mau-

vais traitements qu'au cours des siècles passés leur infligèrent leurs anciens maîtres. Plusieurs édifices, entre autres l'Hôtel des Postes, sont entièrement détruits ; les façades de beaucoup d'autres sont criblées de balles de mitrailleuses ; des rues entières sont dépavées, des fondrières marquent la place des tranchées et des barricades.

La comtesse S... qui, selon son expression, fut « Ukrainienne involontaire » pendant ces vingt et un jours, voulut bien me faire le récit des événements dont elle avait été témoin.

« Vous vous rappelez, me dit-elle, qu'une décision de l'Entente avait interdit à l'armée Haller de pousser jusque sur Lwow, où se trouvaient encore les Autrichiens. Le 1er novembre, ceux-ci évacuèrent clandestinement la ville ; les Ukrainiens y entrèrent la nuit suivante. Nul doute qu'il n'y eût accord entre les uns et les autres : les Autrichiens avaient tout laissé sur place, vivres, armes et munitions. Les nouveaux occupants se conduisirent comme des sauvages. Montés sur des camions automobiles, ils parcouraient les rues, déchargeant leurs

fusils sur quiconque apparaissait à une fenêtre. Sous le prétexte le plus futile, ils pénétraient dans les maisons, pillaient et mettaient le feu. Parmi les Ruthènes se trouvaient quelques Allemands ; l'un d'eux s'était établi sur le mont Saint-Jean, butte qui domine un carrefour, et de là abattait tranquillement les passants à coups de fusil. Le *dimanche rouge* (16 novembre), qui fut le dernier avant notre délivrance, de véritables batailles de rues s'engagèrent entre les troupes d'occupation et les volontaires polonais, qui devaient être nos seuls défenseurs, puisque des raisons politiques empêchaient le gouvernement de Varsovie de nous envoyer officiellement du secours. J'avais établi une petite ambulance dans ma maison, sous l'escalier, et j'y soignais indistinctement Polonais et Ruthènes. Ce jour-là, on m'amena plus de vingt blessés. Je me souviens de l'un d'entre eux, un Ruthène, un tout jeune homme, grand et fort, beau comme une fleur. Une balle lui avait traversé le poignet, perforant l'artère, d'où le sang coulait abondamment. Au bout de quelques minutes, il de-

vint blanc et s'affaissa, presque évanoui, sur une chaise. Je le pansai de mon mieux et lui offris de le faire conduire à notre hôpital. Il refusa, sortit sans nous saluer, sans dire : « Dieu vous paye ! » et alla rejoindre les siens.

« Dans les derniers jours surtout, la défense de la ville prit un caractère vraiment héroïque. Lwow a bien montré qu'elle est Polonaise et ne veut pas cesser de l'être. La preuve qu'elle en a donnée en novembre 18 vaut bien, je pense, tous les plébiscites du monde. Des collégiens, des enfants de quinze et même de dix ans, avaient pris des fusils et étaient bravement descendus dans la rue. De la fenêtre où j'étais postée avec une amie, qui m'aidait à l'ambulance, nous en vîmes tomber un. Mon amie descendit pour lui porter secours : il s'était déjà relevé. « Es-tu blessé ? — Moi ? répondit-il en redressant sa petite taille ; je n'ai rien. Regarde, j'ai tué un Ruthène. » L'enfant avait été renversé par le recul de son fusil. Plusieurs de ces petits héros portent aujourd'hui sur leur blouse d'écolier la croix de la valeur militaire.

« C'était un curieux spectacle de voir les gamins polonais, dans la rue, s'approcher de quelques soldats ukrainiens, paysans lourds et sans malice. Nos enfants, qui savent tous le ruthène, chantaient en dansant, comme font les gens de là-bas, de petites chansons qui amusaient les soldats. Tout à coup, d'un croc en jambe, ils les envoyaient rouler par terre et leur enlevaient prestement leurs bottes et leurs fusils. Quand les Ruthènes se relevaient, il n'y avait plus un gamin dans la rue.

« Livrés à eux-mêmes, ces paysans ruthènes ne sont pas de méchantes gens. De leur naturel ils sont doux, dociles et plutôt un peu craintifs. Mais ils avaient été longuement excités contre nous, d'abord par les agents autrichiens, puis par leurs leaders politiques et par leurs prêtres, qui sont presque tous violemment anti-polonais. Je vous ai dit que les soldats ukrainiens, chez nous, s'étaient conduits en sauvages. Ces mêmes hommes, leur colère tombée, redevenaient les paysans craintifs que nous avions connus autrefois. Parmi ceux que j'ai soignés, plusieurs

m'ont dit tristement : « On nous avait pourtant assuré que la guerre était finie. Que faisons-nous donc ici, et pourquoi y sommes-nous venus ? »

*
* *

Si, en Galicie, on déplorait généralement l'aventure ukrainienne, l'alliance avec Petlioura et la marche sur Kiew, il n'en était pas de même dans la Pologne du Congrès, où la politique du gouvernement et des militaires comptait de nombreux partisans. A Varsovie, l'État-major assurait qu'il n'avait pris l'offensive que pour prévenir une attaque générale des bolchevistes, dont il était avisé et qu'il n'était pas certain de pouvoir arrêter en maintenant ses troupes sur la défensive ; il négligeait seulement d'expliquer pourquoi il avait choisi la direction de Kiew. Les socialistes recommandaient vivement l'expédition ukrainienne, les uns sous prétexte qu'il appartenait à la Pologne, désormais indépendante, de soustraire une nation voisine au joug

qui continuait de peser injustement sur elle, les autres, par haine de la Russie, plusieurs de leurs chefs ayant connu l'horreur des prisons tsaristes ou de l'exil sibérien. Enfin, au sein de la Diète et jusque dans le cabinet, que présidait alors M. Skulski, on trouvait des députés et des hommes d'État pour soutenir qu'il appartenait à l'État polonais de fixer lui-même, au besoin par une opération militaire, la frontière orientale que la Conférence de la Paix n'avait pas cru devoir arrêter définitivement. Entre la Russie et la Pologne, les Blancs-Russiens au Nord, les Ukrainiens au Sud formeraient deux États-tampons, dotés d'une large autonomie, mais placés néanmoins sous la protection polonaise. Cette politique se rattache à ce qu'on appelle en Galicie, avec un certain accent de réprobation, la « tradition varsovienne ».

Si je m'étends aussi longuement sur l'affaire de Kiew, ce n'est pas seulement parce que, pendant le temps que j'ai passé en Pologne, elle fut l'objet de toutes les préoccupations et de toutes les controverses entre partis, exerçant

une influence profonde jusque sur les dispositions des Alliés à l'égard du nouvel État ; mais c'est encore parce que cet épisode met en pleine lumière la divergence entre deux directions possibles de la politique polonaise, l'une conforme, l'autre contraire à nos desseins et à l'intérêt bien entendu de la Pologne elle-même.

La Pologne se trouve placée entre deux États, dont l'un est encore très fort, dont l'autre le redeviendra tôt ou tard. A peine organisée, elle ne peut pas vivre entre deux ennemis : il est inévitable qu'elle cherche à s'entendre avec l'un pour se mieux défendre contre l'autre. Mais le choix de la Pologne n'est pas indifférent : l'équilibre et la paix de l'Europe en dépendent. L'équilibre et la paix ne seront maintenus que si la Pologne, suffisamment assurée à l'Est par une entente avec la Russie, peut faire face à l'Ouest avec toutes ses forces et protéger sa frontière contre les entreprises de l'Allemagne.

Le but avoué de la politique allemande, c'est une alliance avec la Russie, alliance impliquant une étroite coopération, d'abord sur le terrain

économique, puis sur le terrain politique. Or, nous savons ce que les Allemands entendent par coopération : ils commandent, et leurs associés obéissent ; ils élaborent et fixent jusque dans le plus menu détail un plan conforme à leurs intérêts, et comptent, pour l'exécuter, sur les forces et ressources de leurs alliés, dont ils entendent bien disposer en maîtres. Le jour où l'Allemagne serait en mesure de réorganiser économiquement la Russie et de lui imposer politiquement sa direction, c'en serait fait, non seulement de la France, mais de l'Europe. Le seul moyen de rendre impossible une alliance entre l'Allemagne et la Russie, c'est d'amener un rapprochement et un accord entre la Russie et la Pologne.

« Mais, objectent quelques hommes d'Etat polonais, quelle est cette Russie dont vous nous proposez de rechercher l'alliance ? est-ce la Russie des Soviets ? vous reconnaissez vous-mêmes qu'aucun accord n'est possible avec l'actuel gouvernement de Moscou. » Il ne s'agit pas pour la Pologne de rechercher l'alliance des

Soviets, mais de se ménager la possibilité d'une entente durable avec le peuple russe, donc d'éviter soigneusement toute entreprise, toute action de nature à susciter entre elle et lui un antagonisme irréductible.

L'entreprise ukrainienne, malgré toutes les précautions prises par ses auteurs, laissait subsister une équivoque dangereuse. Avant de pénétrer dans une province, qui n'est certainement pas polonaise, M. Pilsudski avait déclaré publiquement que son intention n'était pas d'y rester. Plus tard, en un moment critique pour l'armée et pour la nation, le chef de l'État jugea opportun d'expliquer sa pensée en termes plus catégoriques. « Notre ennemi, déclarait-il le 5 juillet dans sa proclamation à l'armée, ce n'est pas la Russie, mais bien le bolchévisme, qui fait gémir le peuple russe sous son joug et veut étendre son autorité sanglante sur la Pologne. » Certes, il était utile d'établir cette distinction ; mais combien il devait être difficile, au cours d'événements critiques, de la maintenir et de la justifier !

*
* *

Deux jours après la déclaration de M. Pilsudski, j'allai faire part de mes inquiétudes et demander son avis à un homme qui, sans être mêlé officiellement à la politique, passe pour exercer sur quelques-uns de ceux qui la dirigent une influence considérable. Historien de grand talent, le professeur Simon Askenazy a écrit sur Napoléon un ouvrage qui est classique en Pologne et mériterait de le devenir en France. Grand, mince, avec des yeux perçants dans un visage dont tous les traits sont accentués vigoureusement, M. Askenazy donne beaucoup moins l'impression d'un homme d'étude que d'un homme d'action ; sa parole est nette et un peu coupante ; tout marque en lui, sinon la passion de l'autorité, du moins la volonté de convaincre.

« Il ne servirait à rien, me dit-il, de jouer sur les mots. Les bolchevistes sont toujours des Russes, et Lénine reprend à son compte la politique de la Grande Catherine, comme

votre Danton a continué la politique d'Henri IV et de Richelieu. Quel est le programme du gouvernement de Moscou ? expansion simultanée au Sud, vers la Perse, et à l'Ouest, vers l'Allemagne à travers la Pologne ; conclusion entre l'Allemagne et la Russie d'une alliance qui présentera tous les caractères et tous les dangers de la Sainte-Alliance, quelle que soit l'étiquette démocratique ou révolutionnaire des hommes qui en signeront l'instrument. Ces dangers, seule la Pologne peut vous aider à les prévenir et je suis certain quelle y est disposée. Nous voulons vivre en paix avec la Russie ; mais il ne faut pas exiger de nous que nous fassions tous les sacrifices.

« Jamais nous n'avons eu l'intention d'annexer, ni l'Ukraine, ni la Russie-Blanche. Mais pourquoi laisserions-nous à la Russie la libre disposition de ses territoires, qu'elle n'a détenus qu'indûment, après les avoir volés ? Laissez passer dix ans, vingt ans, s'il le faut, et donnez aux Ukrainiens et aux Blancs-Russiens la faculté de décider eux-mêmes de leur sort par un plébiscite.

— Croyez-vous, Monsieur le Professeur, que même dans vingt ans ces peuples, dont l'éducation est encore très sommaire, seront en état de prendre librement et consciemment une décision ? Savent-ils, pour le moment, s'ils forment eux-mêmes une nation, ou à quel État ils devraient être équitablement rattachés ? Pour ne parler que des Blancs-Russiens, j'ai entendu des paysans de l'ancien gouvernement de Minsk se déclarer Polonais, par la raison qu'ils étaient catholiques, et se refuser à croire que le pape, étant chef de l'Église catholique, ne fût pas un Polonais.

— Je sais tout cela, répondit vivement M. Askenazy ; mais, en dehors du plébiscite, je n'aperçois aucun moyen de résoudre le problème. Je suis d'ailleurs convaincu que la plus grande partie de ces pays retournera à la Russie. Cependant, je ne comprends pas qu'en Occident l'on pousse les hauts cris parce que nous voulons soustraire à la domination russe quelques milliers de kilomètres carrés et quelques millions d'habitants. Cela ne s'appelle pas encore « dé-

pecer » la Russie. Songez qu'en 1914, l'empire des Tsars s'étendait sur vingt-deux millions et demi de kilomètres carrés et comptait cent quatre-vingts millions d'habitants. Rappelez-vous les moyens par lesquels fut constitué cet empire énorme, l'étendue et la richesse des provinces qui nous furent volées à nous-mêmes, et vous conviendrez avec moi qu'on nous juge plus sévèrement qu'on n'a jugé les Russes, et que ceux-ci bénéficient, à notre détriment, d'un certain nombre de préjugés que leur âge a pu rendre respectables, mais nullement légitimes.

« En un mot, je suis, nous sommes tous partisans d'un rapprochement avec la Russie. Personnellement, j'entretiens des relations fréquentes et actives avec Savinkoff, avec Merjkowski, avec Roditcheff, qui, comme vous le savez, ne sont ici que pour préparer une entente entre la Russie et la Pologne. Je lis régulièrement *la Cause commune* de Bourtzeff et suis d'accord avec lui sur bien des questions. Mais, de ce rapprochement également nécessaire pour les

Russes et pour nous, nous ne devons pas faire seuls tous les frais.

« Vous m'avez demandé mon sentiment, et peut-être vous l'ai-je fait connaître avec trop de franchise. J'invoquerai, pour mon excuse, l'admirable réplique de Napoléon à un conseiller d'État qui, invité à donner son opinion sur une question, crut bien faire sa cour en soutenant le point de vue qu'il savait être celui du maître. « Monsieur, interrompit brusquement l'Empereur, je vous ai demandé votre avis, je ne vous ai pas demandé le mien. »

M. Askenazy m'avait fait toucher du doigt la difficulté capitale, celle que tout homme d'État polonais devra envisager résolument et s'efforcer de résoudre, s'il ne veut pas livrer aux aventures les plus incertaines et exposer aux pires dangers un pays qui n'a pas encore atteint la plénitude de ses forces et que protégeront toujours insuffisamment des frontières conventionnelles. Mais quoi ! n'est-il point fatal qu'à Varsovie, où l'on a terriblement souffert des Russes, on les juge plus sévèrement et l'on garde contre

eux plus de haine qu'à Cracovie ou à Lwow, où l'on n'a connu que le joug autrichien ? Faut-il s'étonner que des hommes qui ont laissé leur jeunesse et une partie de leur vigueur dans les prisons russes ou en Sibérie, éprouvent d'abord quelque répugnance à tendre la main à leurs anciens persécuteurs ? Comment enfin les Polonais, — je parle de ceux du royaume, — n'hésiteraient-ils pas à rétablir, sans avoir pris certaines précautions, un contact qui leur fut néfaste et n'a peut-être point cessé d'être dangereux ?

« L'Allemagne, me disait l'un d'eux, a persécuté cruellement nos frères de Posnanie ; mais, loin de les asservir, elle a développé en eux, probablement sans le vouloir, une capacité de résistance, des qualités de discipline et d'organisation dont ils bénéficient aujourd'hui ; tandis que l'influence russe a agi sur nous comme un dissolvant, comme un poison, dont nous sommes encore infectés et que nous n'éliminerons pas en un jour. Avant de nous exposer de nouveau à la contagion, laissez-nous reprendre

vigueur et fortifier en nous un sentiment national, que les efforts maladroits, mais continus de la politique russe tendaient à étouffer, et ont réussi à affaiblir. »

Après avoir exposé, sans en diminuer la valeur, les objections que soulève en Pologne l'idée d'un rapprochement avec la Russie, je n'aurai garde de passer sous silence les efforts accomplis par de nombreux hommes d'État polonais pour préparer une entente qu'ils jugent indispensable. Il est désormais permis, et peut-être n'est-il pas inutile, de révéler que le projet de la marche sur Kiew avait rencontré, au ministère polonais des Affaires étrangères, de très vives oppositions. Dans les commissions de la Diète et au Conseil de la Défense Nationale, M. Dmowski et ses amis n'ont jamais cessé de soutenir qu'il fallait s'entendre avec la Russie et que toutes les forces de la Pologne devaient être concentrées à l'Ouest, face à l'Allemagne, la seule irréconciliable ennemie. De grands journaux varsoviens, comme *la République*, qu'inspire M. Paderewski, et le *Journal Universel*,

organe des conservateurs, ont toujours préconisé une politique analogue. Enfin, pendant mon séjour à Varsovie, j'ai entendu plusieurs fois un Russe, M. Savinkoff, rendre hommage à la bienveillance et à l'esprit de conciliation avec lesquels ses ouvertures avaient été accueillies, non seulement dans les cercles du Parlement et de la grande presse, mais jusqu'au Belvédère.

Appelé une première fois à Varsovie au mois de janvier, M. Savinkoff avait vu ses efforts échouer, beaucoup moins devant les exigences polonaises qu'en raison de l'intransigeance et de l'incapacité politique du général Denikine. Il revint à la charge au mois de juin et put alors conduire avec plus de liberté et un meilleur succès des négociations dont on appréciera l'importance, le jour où certains accords conclus à la fin de juin pourront être connus complètement. Aidé de quelques amis, M. Savinkoff a fondé à Varsovie un journal qui soutient avec énergie et avec prudence la thèse du rapprochement russo-polonais. Elle répond si bien à l'intérêt des deux pays qu'il ne faut pas douter,

qu'en dépit de certaines oppositions, elle ne finisse par triompher.

*
* *

Si la nécessité, pour la Pologne, de se garder du côté de l'Allemagne n'était pas inscrite sur la carte et dans l'histoire, les Allemands eux-mêmes l'auraient, depuis un an, clairement démontrée. Sans parler de leur attitude provocante à Dantzig et en Haute-Silésie, ni des violences exercées par leurs agents, lors des plébiscites, à Allenstein et à Marienwerder, la satisfaction bruyante et rageuse que leurs journaux laissèrent éclater à l'occasion des défaites polonaises suffit à nous édifier sur leurs sentiments et sur les intentions de leur politique. L'alliance plus ou moins formelle avec les bolchevistes, le ravitaillement de l'armée rouge en armes et en munitions, l'accueil fait aux Russes fuyards par les populations de la Prusse Orientale, autant d'indices qui révèlent le fond de la pensée allemande : l'Allemagne fait et fera tout ce qui est en son pou-

voir pour empêcher qu'une Pologne indépendante subsiste à ses côtés et la sépare de la Russie. Dès le premier jour, les Allemands ont affecté de ne pas prendre au sérieux la reconstitution de l'État polonais, et, comme ils avaient coutume d'appeler *Saisonarbeiter* (ouvriers de saison), les paysans polonais qui venaient chaque année chez eux faire les moissons, ils ont baptisé ironiquement la Pologne du nom de *Saisonstaat*.

Naturellement, c'est en Posnanie, dans l'ancienne Pologne prussienne, que la haine de l'Allemand apparaît sous la forme la plus vive. Les lois d'exception, les tracasseries, les persécutions édictées par le gouvernement de Berlin eurent pour principal effet de raidir et de fortifier la résistance des Polonais. Longtemps l'esprit national avait paru rester l'apanage des hautes classes, qui l'entretenaient avec soin et le défendaient avec courage. La loi d'expropriation et la persécution des enfants, auxquels un règlement scolaire interdit l'usage de la langue polonaise, même pour la prière, réveillèrent chez

les paysans le sentiment patriotique et la haine de l'oppresseur. Un clergé admirable s'employa à développer et à faire rayonner partout, dans les villes et dans les campagnes, la flamme ainsi ravivée. Comme le gouvernement prussien ne tolérait pas en Posnanie la formation de syndicats professionnels polonais, les curés invitèrent les ouvriers, industriels ou agricoles, à constituer des groupements confessionnels. Ainsi naquirent, par l'initiative de Mgr Stablewski, archevêque de Posen et Gnesen, et du prélat Stichel, député au Reichstag, des sociétés d'ouvriers catholiques, qui, à la veille de la guerre, groupaient, dans trois cents villes et villages de Posnanie, 150.000 travailleurs. Le premier but poursuivi fut l'éducation politique et sociale de l'ouvrier et du paysan : on organisa des cours et des conférences, on fonda des journaux populaires, dont le principal compte aujourd'hui cent mille abonnés. Bientôt l'effort du clergé, dirigé par un prélat qui m'a paru être tout ensemble un apôtre admirable et un merveilleux homme d'affaires, Mgr Adamski, se porta vers l'organi-

sation économique et, à côté des œuvres d'éducation, l'on vit naître des coopératives, des caisses rurales et des banques. Toute ces institutions avaient un caractère exclusivement polonais. De son côté, Mgr Stablewski répondait aux lois scolaires de persécution en décidant qu'aucun enfant ne serait admis à la communion s'il ne savait lire, écrire et réciter le catéchisme en langue polonaise. Ainsi fut préservé et entretenu en Posnanie l'esprit national, en dépit des efforts brutaux et persévérants du prince de Bismarck et de M. de Bülow. La loi prussienne était obéie, mais détestée ; observée à la lettre, mais rendue vaine par des initiatives aussi prudentes que courageuses. « Les Prussiens n'ont pas réussi à faire de nous des esclaves peureux, me disait en souriant Mgr Adamski, mais seulement des gens circonspects » (*Vorsichtige Leute*).

Je n'étais pas retourné en Posnanie depuis le mois de décembre 1906 : l'occasion de mon voyage avait été la mort et les funérailles de l'archevêque de Posen et Gnesen, Mgr Sta-

blewski. Je n'ai pas vu beaucoup de cérémonies plus émouvantes que le service funèbre célébré à la cathédrale en l'honneur de ce grand patriote, devant une foule accourue des plus lointaines campagnes polonaises, et en présence du général prussien délégué par l'Empereur. Le discours prononcé par un jeune chanoine, qui est aujourd'hui le cardinal Dalbor, suscita dans toute l'assemblée un enthousiasme que je compris mieux quelques heures après, lorsqu'on m'eut expliqué que l'orateur ne s'était pas fait faute d'exalter l'œuvre patriotique de l'archevêque défunt, et avait emprunté ses citations à Mickiewicz autant qu'à l'Écriture. Le représentant de Guillaume II, qui n'entendait pas le polonais, avait écouté sans sourciller la séditieuse oraison funèbre : il n'entra en fureur que le soir en lisant les journaux allemands.

Tous ces souvenirs me revenaient à l'esprit, il y a quelques mois, comme je parcourais les rues de Posen, redevenue Poznan et ville polonaise. L'aspect des choses était resté le même : façades grandioses et un peu lourdes, larges

avenues plantées d'arbres et scrupuleusement arrosées, jardins nombreux et bien entretenus. Des soldats passèrent, vêtus d'uniformes allemands à peine modifiés ; un fifre et un petit tambour rythmaient, comme autrefois, leur allure lente et régulière. Au bout de l'avenue, le château, dont Guillaume II était si fier, étalait sa masse grise et son architecture pseudo-mérovingienne. Oui, le décor est intact, comme aussi la figuration ; il ne faut pas chercher le changement dans les habits ou dans les gestes, mais au fond des âmes. Les Posnaniens n'entendent point renoncer aux qualités qui les distinguent et qu'a développées la rude éducation prussienne : ordre, discipline, circonspection, opiniâtreté dans l'effort. La propreté est aussi rigoureuse, le service aussi attentif dans les hôtels de Poznan que naguère dans ceux de Berlin. Les gardiens du musée et de la bibliothèque sont restés formalistes. J'ai vu les nouveaux fonctionnaires posnaniens, qui voulurent bien m'aider dans mes recherches, utiliser, comme en se jouant, le *material* énorme, compliqué, minu-

tieux des administrations prussiennes ; je les ai entendus se féliciter de ce que leurs prédécesseurs eussent laissé toute cette paperasse en si bon ordre et si parfaitement à jour. Le château mérovingien est devenu l'Université. La fameuse « Commission de Colonisation », instrument de la spoliation allemande, a conservé ses archives, ses bureaux et ses principaux organes : seulement, elle se nomme aujourd'hui « Commission de Polonisation » et veille à ce que la terre de Pologne n'aille ou ne demeure qu'en mains polonaises. « Nous n'y avons changé qu'une lettre », m'a dit le haut fonctionnaire qui m'en faisait les honneurs.

Chez les Posnaniens, la haine de l'Allemand n'est ni violente, ni déclamatoire ; on la sent profonde et irrémissible ; elle survit à la libération et demeure vigilante et subtile comme un instinct. Il s'en faut que tous les Allemands aient quitté le pays ; de nombreux « colonistes » sont restés dans les fermes, le traité de Versailles ayant autorisé à conserver leurs biens tous ceux dont l'établissement était antérieur à

1908. Les villes comptent encore beaucoup de petits bourgeois prussiens retenus par les besoins de leur profession, ou par la difficulté de trouver ailleurs un abri. Le journal allemand qui continue de paraître à Poznan est rempli d'annonces ainsi conçues : « J'échangerais quatre pièces et une cuisine à Posen contre logement analogue à Berlin... » Mais les occasions ne se présentent pas souvent. Nulle mesure d'exception n'est prise contre les Allemands : la surveillance en est laissée, pourrait-on dire, à tous les citoyens polonais. Elle est discrète, mais sévèrement exercée.

Il a fallu la guerre, et trois ans d'occupation, pour que les Polonais du Royaume apprissent à connaître l'Allemagne et à la détester. Le sentiment anti-germanique est assurément moins fort et moins profond à Varsovie qu'à Poznan ; pourtant il reste assez vivant chez les ouvriers, que les Allemands transportèrent en masse dans les provinces limitrophes de l'Empire, pour les employer aux travaux les plus durs, sans autre rémunération qu'une nourriture insuffisante et de

mauvais traitements. Le directeur d'un grand journal varsovien, à qui je demandais ce qu'on devait penser de l'accusation de germanophilie, dirigée contre tel ou tel homme politique polonais, me répondit en ces termes : « Le mot *germanophile* existe en effet chez nous : vous l'entendrez à la Diète, vous le lirez dans nos journaux ; c'est une insulte qu'au besoin on lance, avec quelques autres, à la tête de son adversaire ; c'est un argument de polémique. Le mot existe, mais la chose n'existe pas. Nous savons tous que le grand principe de notre politique extérieure doit être la fidélité aux Alliés, surtout la fidélité à la France, sans laquelle nous ne pouvons rien. Et nous savons tous aussi que pour la Pologne, c'est à l'Ouest qu'est le danger. »

*
* *

Malheureusement, les Polonais sont loin de connaître leurs amis aussi bien qu'ils connaissent leurs anciens oppresseurs, et c'est un fait qu'il ne faut jamais perdre de vue, lorsqu'on observe

la vie et l'action politiques du nouvel État. Je ne parle pas d'une minorité privilégiée qui, préférant l'exil à la servitude, a vécu pendant de longues années à Paris, à Londres ou à Rome. A ceux-là, les choses d'Occident sont souvent plus familières que celles de Pologne ; mais ce ne sont pas eux qui gouvernent. Dans les classes moyennes et populaires, l'Angleterre et la France contemporaines sont fort mal connues, et les quatre années de guerre, en isolant complètement la Pologne de l'Europe occidentale, ont achevé de rompre le contact.

Tant que durèrent les hostilités, le seul lien officiel entre la Pologne et les pays de l'Entente fut le « Comité National de Paris » ; dans l'opinion de la grande majorité des Polonais, il n'en existait pas d'autre. Or les éléments du Comité de Paris étaient empruntés pour la plupart au groupement politique appelé « Démocratie-Nationale ». Il en résulta que les représentants de ce parti en Pologne se réclamèrent du privilège d'être dans leur pays les seuls interprètes autorisés de l'Entente, de sa politique et de son pro-

gramme. La situation ainsi créée n'allait pas sans inconvénient : on s'en est aperçu au cours des négociations de paix ; on s'en aperçoit mieux encore aujourd'hui.

L'armistice de novembre 1918 amena en Pologne, d'abord des journalistes des pays de l'Entente, puis des missions alliées. Les uns et les autres furent accueillis avec enthousiasme. A Varsovie, la joie toucha au délire, lorsqu'on vit enfin dans les rues des officiers, des soldats qui ne portaient pas le casque à pointe, qui n'étaient pas des Allemands : les Alliés furent reçus, fêtés comme on ne peut l'être qu'en Pologne. On fit très vite connaissance. Mais, ainsi que me le faisait justement observer un Polonais, « avoir fait connaissance, ce n'est pas encore se connaître et encore moins se comprendre ». Pour que ce travail nécessaire de rapprochement et de pénétration réciproque s'accomplisse et porte ses fruits, il faut du temps, de la patience et du savoir-faire : je ne parle pas de la bonne volonté, qui, des deux côtés, est entière.

Les récents événements ont créé entre la Po-

logne et la France un lien nouveau : nous avons montré aux Polonais, d'abord qu'aucun événement ne pouvait ébranler notre confiance en eux et notre foi dans les glorieuses destinées de leur patrie ; ensuite que notre dévouement à leur cause n'était pas épuisé du fait que leur cause avait triomphé une première fois, et que, comme nous les avions aidés à reconquérir leur indépendance, nous entendions les aider à la défendre. Au moment du danger, nous ne sommes pas venus chez eux en censeurs ou en juges, mais en amis : voilà, je crois, ce que les Polonais n'oublieront jamais.

*
* *

Si la fidélité à l'Entente et l'alliance avec les grands États d'Occident restent les principes directeurs de la politique polonaise, elles ne peuvent pourtant pas constituer toute la politique de la Pologne. La nouvelle république a des voisins, avec lesquels elle doit entrer en relations. Sa situation géographique lui interdit de vivre

isolée ; les besoins de sa vie économique l'obligent à chercher autour d'elle et à se procurer au mieux des ressources en matières premières, des facultés de transit, des débouchés pour ses produits. De quel côté la Pologne va-t-elle s'orienter ?

J'ai posé la question, dans les trois provinces, à de nombreux Polonais, bien qu'elle pût leur paraître, sinon indiscrète, du moins prématurée, au moment où le nouvel État commence à peine à s'organiser. Les réponses qui m'ont été faites se ressentent évidemment de la difficulté qu'on éprouve à définir ce qui est encore indistinct ; elles n'en présentent pas moins un réel intérêt.

« Une chose est certaine, m'a déclaré le professeur Rostworowski, ancien recteur de l'Université de Cracovie : c'est que nous ne pouvons pas vivre isolés dans l'Europe centrale. Plusieurs d'entre nous, qui ne conçoivent point la politique en dehors de l'histoire, ont pensé naturellement à faire d'un système d'origine française une application nouvelle, et ils voient fort bien la Pologne s'appuyer au Nord sur la

Suède et la Finlande, au Sud sur la Roumanie... et peut-être sur l'Autriche.

— Et la Tchéco-Slovaquie ?

— Nous souhaitons tous l'établissement de rapports cordiaux entre Tchèques et Polonais. Cependant il ne faut pas se faire d'illusions : l'affaire de Teschen (à ce moment elle n'était pas encore réglée) n'est qu'un épisode ; mais c'est le symbole de toute une situation politique. Les Tchèques et les Polonais ne sont pas orientés dans la même direction. Les Tchèques sont d'abord Slaves, puis Tchèques ; nous, nous sommes uniquement Polonais. Les Tchèques feront toujours une politique slave, c'est-à-dire russophile ; nous voulons faire une politique polonaise et occidentale. La Tchéco-Slovaquie forme comme une redoute avancée du slavisme vers l'Occident ; la Pologne constitue le rempart de l'Occident contre le slavisme.

— J'ai été frappé, au cours de mes conversations, de la sympathie que les Polonais témoignent pour les Hongrois. Est-ce pur sentiment, ou bien est-ce l'indice de quelque affinité

politique, dont il y ait lieu de tenir compte ?

— Cette sympathie existe, me répondit M. Rostworowski ; elle repose sur une longue tradition historique, sur de nombreux liens entre les grandes familles des deux pays, et les atrocités commises par les troupes hongroises en Galicie ne l'ont pas détruite. J'ignore les projets de notre gouvernement ; mais je suis persuadé qu'un accord économique et même politique entre Hongrie et Pologne serait facile à établir et bien accueilli des deux côtés. Ce qui déconcerte un peu notre opinion, c'est la diversité, pour ne pas dire plus, des systèmes qu'on préconise à Londres, à Paris et à Rome. Si nous semblons nous ranger au projet français, on nous reproche de faire obstacle à la combinaison italienne, et inversement. Nous serions beaucoup plus à l'aise, si les Puissances de l'Entente se mettaient d'accord entre elles sur un système de groupements et d'alliances, qu'elles nous proposeraient toutes ensemble. Mais peut-être cet accord préalable est-il lui-même difficile à établir. »

J'ai eu l'occasion d'examiner les mêmes problèmes, dans mes entretiens de Varsovie, avec des membres de la Diète, avec des journalistes, et surtout avec les principaux chefs de service du ministère des Affaires étrangères. Je ne saurais assez reconnaître la bonne grâce avec laquelle ces messieurs ont consenti à m'exposer en détail certaines questions, qui devaient leur paraître bien secondaires, à un moment où une autre question se posait de la façon la plus angoissante : celle de l'existence de la Pologne. Et je n'oublierai jamais l'émotion éprouvée, durant mes visites matinales au Ministère, dans les derniers jours de juillet, au moment où arrivaient les nouvelles du front. A cette époque, elles étaient chaque jour plus inquiétantes ; mais nul ne perdait courage. Quand j'avais reconnu sur la carte les nouvelles positions occupées par les bolchevistes, — ils n'étaient plus alors qu'à quatre-vingts kilomètres de Varsovie, — un jeune employé me montrait avec une fierté souriante la liste, chaque jour plus imposante, des volontaires qui, de toutes les parties du pays,

avaient répondu à l'appel du Conseil de Défense et venaient se ranger sous les drapeaux du général Haller. Dans ces bureaux laborieux et modestes, j'ai vraiment senti battre le cœur de la Pologne...

Le ministère des Affaires étrangères est installé provisoirement rue Miodowa, presque en face de l'Archevêché catholique, dans cette École des Cadets, que l'histoire sanglante des insurrections varsoviennes a rendue célèbre. L'hôtel est vaste et bien ordonné, mais l'installation est sommaire : on croit se trouver beaucoup moins dans des locaux administratifs que dans les bureaux d'un Quartier Général en campagne. Cloisons provisoires, escaliers de fortune ; nul huissier solennel, nulle livrée impressionnante, mais de petits messagers qui, des papiers sous le bras, filent par les couloirs de toute la vitesse silencieuse de leurs pieds nus. Les fonctionnaires sont d'origine diverse : Polonais du Royaume et Galiciens employés naguère au service diplomatique de la Russie ou de l'Autriche, Posnaniens qualifiés par leurs relations étendues et leur

expérience de l'étranger. A côté de diplomates de métier, on trouve des professeurs, comme le sous-secrétaire d'état Dombrowski, et des grands seigneurs comme le prince Sapieha.

J'ai trouvé au ministère des Affaires étrangères des sentiments moins intransigeants à l'égard des Tchèques que ceux qui m'étaient apparus à Cracovie, mais une égale préoccupation d'assurer à la Pologne des points d'appui immédiats et des collaborations voisines. L'idée de faire jouer à leur gouvernement le rôle d'intermédiaire entre la Hongrie et la Roumanie avait certainement séduit quelques diplomates polonais. Les accords récemment intervenus entre Prague et Bucarest les auront amenés à modifier leurs projets. Il nous appartient, me semble-t-il, d'assister et de guider la Pologne dans l'opération délicate qui consiste à se choisir des amis.

CHAPITRE II

PROBLÈMES DE POLITIQUE INTÉRIEURE

Les partis em Pologne. — A la Diète : entretien avec Mgr Teodorowicz. — Le rôle politique et social du clergé. — L'unification et ses difficultés. — Dmowski et Pilsudski. — L'épreuve de la Pologne.

La volonté de demeurer fidèles à l'Entente, et surtout à la France, est unanime parmi les Polonais. Mais il peut y avoir, sur la manière de pratiquer cette fidélité, des divergences d'opinion. L'interprétation que les nationaux-démocrates ont donnée à Varsovie du programme politique des Alliés ne devait pas être acceptée sans discussion pour les autres partis. En Pologne, autant et peut-être plus qu'ailleurs, la politique étrangère est influencée, pénétrée par

la politique intérieure. L'imminence du danger et l'autorité incontestée du chef de l'État ont pu faire « l'union sacrée ». Mais nous savons que ces unions durent peu : l'heure du péril passée, l'opposition reprend ses droits, et il est nécessaire qu'il en soit ainsi.

Les élections dont est sortie la Diète polonaise (*Seim*) furent préparées par un gouvernement dont les tendances étaient nettement socialistes. Le système électoral dont on fit choix fut le système belge légèrement modifié : on n'admit pas le suffrage plural et l'on étendit aux femmes les droits de vote et d'éligibilité. Le résultat fut très complexe et, il faut l'avouer, assez indécis. Il n'y a pas moins de douze partis à la Diète, sans compter les petites fractions. En tête viennent les paysans, qui se divisent en deux groupes : le groupe Witos, ou *Parti populiste* (84 membres), et le groupe Thugut (23) qu'on appelle aussi *Club de la libération*. Le premier, composé de moyens propriétaires, est de tendance relativement modérée ; le second, qui réunit aux tout petits propriétaires les ou-

vriers agricoles, est très radical. *L'Union populaire nationale* (anciens nationaux-démocrates) compte 74 membres ; elle est dirigée par M. Gombinski et constitue, avec les 17 conservateurs que réunit le *Club constitutionnel du travail*, l'aile droite de l'assemblée. Au centre droit, l'on trouve la *Coalition nationale populaire* (73 membres), dont M. Skulski pensa faire un parti de gouvernement, le *Club chrétien-démocratique* (25) et le *Club bourgeois* (13). A gauche, le *Parti-socialiste* (35) et le *Parti des ouvriers nationaux* (28), que dirige M. Brejski ; à l'extrême-gauche, le groupe des *Radicaux galiciens*, conduit par M. Stapinski (11). Ajoutez 10 Juifs, 9 Allemands, qui votent le plus souvent avec la gauche, et une dizaine de « sauvages ». En bonne logique parlementaire, la lutte semblerait engagée entre l'Union populaire nationale et quelques groupes annexes, d'une part, et, de l'autre, les divers partis de gauche. En fait, il existe non pas une majorité, mais plusieurs, diversement formées, suivant les circonstances, par l'appoint variable que fournissent tour à tour les

partis moins nombreux. Ce mode de composition rend, en temps normal, l'exercice du gouvernement très difficile et les débats parlementaires assez confus.

Comme je demandais au directeur d'un grand journal conservateur, le Dr Noskowski, comment il appréciait le résultat des premières élections polonaises, il me répondit :

« J'observe tout d'abord que, bien qu'elles fussent préparées par un gouvernement où l'élément socialiste était en majorité, les élections n'ont amené à la Diète qu'un petit nombre de socialistes ; et voilà qui en dit long sur les véritables tendances du pays. D'autre part, la classe paysanne est de beaucoup celle qui a obtenu le plus de députés ; et cela est naturel, étant donné le mode d'élection, puisque les paysans forment en Pologne la grande majorité de la population. La Pologne est un pays agraire, il ne faut pas l'oublier. Beaucoup de nos paysans sont illettrés ; ceux qu'ils ont envoyés à la Diète ne sont pas des savants, mais ne croyez pas que ce soient des imbéciles. Ils savent fort bien tout ce qui

se rapporte à leur métier, et ils ont conscience d'ignorer le reste, qu'il n'est assurément pas inutile de connaître pour voter des lois et pour gouverner. Cette conscience qu'ils ont de leur insuffisance est une sauvegarde pour eux et pour nous ; leur bon sens naturel en est une autre. Déjà plusieurs d'entre eux reconnaissent l'opportunité d'une représentation plus nombreuse et plus équitable des villes, du commerce, de l'industrie, de l' « intelligence ».

— Mais l'intelligence, en Pologne, est-elle démocratique ?

— Oui, en très grande partie. Nous sommes tous partisans de certaines grandes réformes. Seulement, les conservateurs ont cru bien faire en prenant à leur compte la formule que nous a laissée naguère, en guise de suprême conseil, votre compatriote M. Noulens : « Pas de réforme précipitée. » Notre bourgeoisie est libérale et nos paysans sont conservateurs. Nos ouvriers eux-mêmes sont, pour la plupart, hostiles à l'idée d'une révolution. Enfin, et surtout, nous sommes tous patriotes. »

*
* *

La Diète tient ses séances dans un ancien pensionnat de demoiselles, ouvert jadis dans le plus beau quartier de Varsovie par le gouvernement russe, qui voulait faire élever à sa façon les jeunes filles de l'aristocratie polonaise. En fait, la noblesse de Pologne boycotta cet établissement, qui ne fut guère fréquenté que par des filles de fonctionnaires. L'Institut porte le nom de sa protectrice, l'impératrice Marie-Féodorovna, mère du tsar Nicolas II. Luxueusement intallé, entouré de vastes et beaux jardins, l'Institut Marie présente l'aspect tranquille d'un bel hôtel de province et forme un étrange contraste, du moins vu du dehors, avec les palais qui abritent nos assemblées occidentales. A l'intérieur, la différence est moins sensible. Un large vestibule conduit directement à la salle des séances et donne accès, à droite, à l'ancien parloir, devenu la Salle des Pas-Perdus. Au bout du parloir, la buvette, avec ses murs blancs vernis et ses baies

vitrées ouvertes de toutes parts sur les jardins, offre aux députés et aux journalistes un lieu de répit fort agréable. Le service est assuré par de jeunes femmes, dont plusieurs sont jolies, — visages moins réguliers qu'expressifs, encadrés de boucles courtes, — et qui toutes portent avec grâce un uniforme du meilleur goût : blouse et petit tablier blancs brodés sur une courte jupe de satin noir, bas et souliers blancs. Comme j'admirais tant d'élégance, un député m'expliqua qu'à l'ouverture de la Diète les dames de l'aristocratie varsovienne avaient revendiqué l'honneur de servir elles-mêmes les élus de la nation. Ce beau zèle dura peu, mais la tradition demeura, et ces demoiselles de la buvette continuent de s'en inspirer.

Les séances se tiennent dans l'ancienne chapelle de l'Institut, qui est à peine transformée. Dans le chœur, sur un faux-plancher plus élevé que celui de la nef, on a disposé au fond le siège réservé au maréchal de la Diète (président de l'Assemblée) ; à droite et à gauche, les bancs des ministres et des sous-secrétaires d'État ; sur le

devant, la tribune des orateurs. Au fond de l'abside se lit cette inscription : *Salus Reipublicæ Suprema Lex*. Elle prend dans ces jours critiques une signification bien émouvante.

Les députés sont assis sur les bancs qui garnissent les trois nefs. M. Witos et les paysans du parti populiste occupent les premiers rangs au centre ; parmi eux, une femme, — il y en a six à l'Assemblée, — se distingue beaucoup moins à sa blouse sombre et à ses cheveux courts, qu'au gros collier de corail qu'elle porte au cou, noué par un long ruban rose, à la mode campagnarde. On discute avec le plus grand calme un projet relatif à la réorganisation de la police. J'ai le sentiment que, dans les couloirs, on doit agiter des questions plus brûlantes, et je quitte la tribune des journalistes pour revenir à la Salle des Pas-Perdus.

L'aspect de la salle est maintenant des plus pittoresques. Sur un banc, à l'écart, deux vieux rabbins en robe noire discutent avec volubilité ; leurs papillotes blanches s'échappent du haut bonnet et tombent le long des joues ; leur barbe

descend jusque sur leurs genoux. Des paysans battent les dalles de leurs lourdes bottes aux semelles ferrées ; pour venir siéger à la Diète, ils n'ont modifié en rien leur mise habituelle : chemise sans col ni cravate, longue veste d'étoffe grossière, pantalon rentré dans les bottes ; presque tous ont les cheveux longs et plats et le visage entièrement rasé. Les ecclésiastiques portent pour la plupart la redingote noire et les longues bottes. Mgr Teodorowicz, archevêque arménien-catholique de Léopol (Lemberg), est reconnaissable à sa soutane liserée de rouge, à sa calotte violette et à la chaîne d'or qui retient sa croix pectorale. Je lui ai été recommandé par des amis romains ; il s'avance vers moi, les mains tendues, et me fait asseoir à son côté.

« Vous êtes venu nous voir, me dit-il, en des jours troublés. La situation est grave, mais personne ici ne désespère et, pour ma part, j'ai confiance. Surtout, qu'on ne parle pas en Occident d'un péril intérieur, d'un bolchévisme polonais. Il n'y a pas de bolchévisme en Pologne ; nos ouvriers ont horreur de la révolution, nos pay-

sans ne veulent pas entendre parler de communisme. Notre peuple est naturellement doux, et il a du bon sens.

« Le malaise que vous avez pu observer provient du brusque changement qu'a subi la Pologne : nous avons passé, sans transition, de l'esclavage absolu à l'absolue liberté. L'habitude de la liberté, les Polonais ne l'ont pas encore ; ils sont dépourvus de toute expérience, de toute éducation politique. Cependant les problèmes se posent, il faut les résoudre sans tarder. Les solutions seront ce qu'elles peuvent être : improvisées, incomplètes, parfois trop radicales. Nous ferons mieux plus tard.

« Je ne suis pas de ceux qui déplorent la prépondérance de l'élément paysan dans l'assemblée : ne sommes-nous pas surtout un peuple de paysans ? Ceux qui siègent ici apportent à l'accomplissement de leur nouvelle tâche le même sérieux, la même attention réfléchie, la même persévérance ordonnée qu'ils apportaient hier à leurs travaux des champs. Ce qu'ils n'ont pas compris, ils se le font expliquer. Ils écoutent

volontiers les gens de métier et d'expérience et se méfient des beaux parleurs. En revanche, on peut leur reprocher, comme, je pense, à tous les paysans du monde, un certain égoïsme qui les rend moins sensibles à ce qui ne touche pas leurs intérêts particuliers. Le sentiment de l'intérêt national leur fait encore défaut : les circonstances présentes leur offrent une belle occasion de l'acquérir, et je ne doute pas qu'ils n'en profitent. Ah !... s'il n'y avait en Pologne que des Polonais, comme tout serait plus facile ! Mais il y a les Juifs, et non seulement nos Juifs, mais encore tous ceux que le gouvernement russe a rejetés sur notre pays, pour l'affaiblir et le corrompre. On ne peut pas espérer d'assimiler jamais ces gens-là. » En prononçant ces mots, Mgr Teodorowicz s'est animé subitement ; tout son visage maigre a pris une expression de dégoût ; l'archevêque de Léopol a relevé son grand nez volontaire et, dans ses yeux profonds, une flamme s'est allumée. « Les Juifs, poursuivit-il, sont hostiles à l'indépendance de la Pologne. Pendant la guerre, on les a vus partout jouer le

rôle d'espions et de délateurs ; aujourd'hui, ils se réjouissent ouvertement des victoires bolchévistes. Leur attitude aura du moins ouvert les yeux à beaucoup de Polonais qui, s'ils refusaient d'entretenir avec les Juifs des relations sociales, croyaient indispensable de conserver avec eux des rapports économiques. Aujourd'hui, tous les Polonais, et particulièrement les paysans, méditent l'exemple de la Posnanie, qui, en développant dans ses villes et dans ses campagnes les associations professionnelles, les coopératives de consommation et de crédit, s'est débarrassée presque entièrement de sa population juive.

— Y a-t-il beaucoup de Juifs à l'Assemblée ?

— Non, à peine une douzaine. Mais ce n'est pas surtout au Parlement que s'exerce leur influence ; elle se manifeste bien plutôt dans la politique « à côté », dans les affaires, dans la presse. Voyez donc... »

Et, baissant un peu la voix, l'archevêque me désigna au milieu d'un groupe, qui l'écoutait avec attention, un homme à barbiche noire et à cheveux crépus, portant un lorgnon sur son nez

courbe : c'était M. Perl, directeur du *Robotnik* (*l'Ouvrier*), organe du socialisme radical.

A ce moment, un jeune prêtre s'avança vers nous et adressa à Mgr Teodorowicz, qui s'était levé, quelques mots en polonais.

« Connaissez-vous, dit l'archevêque en me présentant, M. l'abbé Lutoswaski ? vous aurez intérêt à causer avec lui, et je vous laisse entre ses mains. »

*
* *

L'abbé m'entraîna vers la buvette, me fit asseoir à une table et commanda deux limonades à la framboise. Ses gestes étaient rapides et décidés ; pendant les quatre pas que nous avions faits, il avait rendu dix saluts et autant de poignées de main ; toute sa personne respirait la vivacité, l'entrain et la bonne humeur. Je savais que ce jeune prêtre, intelligent et instruit, s'était acquis rapidement à la Diète une réputation d'orateur.

« Inutile de vous demander, fis-je, si le clergé polonais s'occupe beaucoup de politique...

« Comment ne s'en occuperait-il pas ? répondit l'abbé Lutoswaski. Il jouit d'une grande influence, et cherche à s'en servir au mieux des intérêts de la religion et du pays. Dans toute la Pologne, les prêtres ont pris une part active à la préparation des élections ; ils ont parlé en chaire, discuté dans les réunions publiques. Une trentaine se sont fait élire députés : il y a peu de curés parmi eux ; presque tous sont des prêtres libres, qui n'exerçaient point de ministère. N'empêche que trente députés ecclésiastiques, nous estimons que c'est beaucoup trop. Notre dessein n'est pas de former en Pologne un parti confessionnel, qui n'aurait pas de raison d'être : le pays est catholique dans sa très grande majorité, et l'anticléricalisme y est à peu près inconnu. Il n'y a donc pas apparence que la lutte politique se porte sur le terrain religieux. Les prêtres-députés sont distribués un peu dans tous les partis : il y en a dans la Démocratie-nationale, dans la Coalition de M. Skulski, dans le Club Bourgeois ; on n'en trouve aucun dans les fractions socialistes.

« Mais nos évêques pensent avec raison que les fonctions du sacerdoce sont plus utiles que celles de députés. Aussi adopterons-nous, aux prochaines élections, une tactique un peu différente : il y aura moins de prêtres candidats et il y en aura davantage dans les comités électoraux. L'effort du clergé ne tendra qu'à faire élire les laïques les meilleurs. Nous avons d'ailleurs à exercer une action sociale, dont nos confrères posnaniens nous ont donné l'exemple, et qui, dans l'ancien royaume et en Galicie, n'est encore que peu développée. Cependant nous avons commencé, nous aussi, à grouper les ouvriers en « syndicats chrétiens », qui sont quatre fois plus nombreux que les syndicats socialistes, mais n'entrent point en lutte avec eux. C'est sur les ouvriers des villes que s'est d'abord porté notre effort ; dans les campagnes, l'œuvre est à peine ébauchée.

« Vous ne sauriez croire à quel point le patriotisme inspire la conduite de nos ouvriers et commande leurs décisions. Ils savent que le Gouvernement est avec eux, que le pouvoir ne sera

jamais exercé dans une direction contraire à leurs intérêts : cette garantie suffit à les maintenir dans l'ordre et dans le devoir. Ils savent aussi que l'Intelligence polonaise est, pour une très grande part, imbue de l'esprit moderne, désireuse de progrès et favorable aux réformes. Laissons de côté certains conservateurs, en particulier les conservateurs galiciens, qui se renferment dans une résistance passive et stérile, se refusent à reconnaître les changements survenus et se mettent ainsi simplement hors du jeu. Vous avez lu, n'est-ce pas, le livre de M. Dmowski : *La décadence de l'idée conservatrice en Pologne*. On ne saurait mieux définir un mal d'autant plus funeste que le pays, pour s'organiser, n'aurait pas trop de toutes ses forces unies. »

Ah ! on n'est pas tendre ici pour les Galiciens ! Comme, après avoir quitté l'abbé Lutoswaski, je m'entretenais avec le Dr. Seyda de la question agraire : « La question sera résolue, me déclara l'ancien ministre, non dans un sens révolutionnaire, mais dans un sens démocratique. Ne jugez pas de toute la Pologne par ce que

vous avez vu en Galicie, où l'esprit de quelques conservateurs est un peu arriéré. Vous vous ferez une meilleure opinion à Poznan : je vous y donne rendez-vous. »

*
* *

Il ne faut pas vivre longtemps en Pologne pour apercevoir la difficulté qu'éprouve à réaliser son unification complète un pays dont la population et le territoire furent divisés entre trois États pendant cent cinquante ans. Et, pour s'étonner de ce que l'unification n'est pas encore parfaite, il faudrait ne pas connaître l'histoire des trois États qui, après s'être partagé la Pologne, s'efforcèrent, chacun à sa façon et parfois en concertant leurs efforts, de supprimer la nation polonaise. Les moyens employés étant très divers, très diverses furent les réactions. L'Autriche accorda à la Galicie une autonomie relative et se contenta, pour assurer son pouvoir, d'entretenir entre les classes de la société polonaise de multiples et perpétuelles divisions. Le socialisme ga-

licien fut en grande partie l'œuvre de Vienne ; et c'est encore Vienne qui réveillait, dès qu'elle semblait s'assoupir, l'hostilité des paysans ruthènes contre les propriétaires polonais. Le gouvernement tsariste partit de ce principe, — je l'ai entendu moi-même exposer par un diplomate de l'ancienne Russie, — qu'il n'y avait pas de Polonais, mais seulement des sujets russes catholiques et rebelles, qu'il fallait contraindre à l'obéissance. D'où une série de mesures dont la maladresse seule tempérait quelquefois la cruauté : persécutions odieuses et tracasseries imbéciles, répressions brutales, enfin massacres sauvages lorsqu'il s'agissait de « rétablir l'ordre » à Varsovie ou ailleurs. L'Allemagne s'attacha surtout à déraciner les traditions nationales et à détruire la propriété foncière : elle bannit la langue polonaise des écoles, des tribunaux, de l'armée, de toute la vie publique, expropria les grands domaines et les fit exploiter par des colons prussiens. Russie et Allemagne poursuivaient le même but ; mais, tandis que Pétersbourg agissait par à-coups, réparant ses erreurs

et vengeant ses mécomptes par un redoublement de stupide violence, Berlin procédait avec une méthode rigoureuse, selon une progression calculée, minutieuse, impitoyable. Russes et Prussiens devaient échouer également dans leur criminelle entreprise.

Les Polonais d'Autriche, qui étaient, en apparence, de beaucoup les moins maltraités, n'eurent pas trop de peine à conserver leurs traditions nationales ; en revanche, il se laissèrent facilement corrompre par les mœurs politiques de Vienne et suivirent avec une docilité inconsciente les directions ultra-conservatrices que leurs maîtres leur suggéraient. Ceux de Russie passèrent par des alternatives de révolte et de soumission qui brisèrent leur résistance ; l'influence russe les a marqués ; moins brutale, mais plus insinuante, l'influence juive a agi sur eux comme un dissolvant ; et l'on conçoit fort bien qu'aujourd'hui ils s'efforcent d'éloigner l'une et d'éliminer l'autre. Enfin les Posnaniens, tout en retenant de l'éducation prussienne ce dont ils pouvaient faire leur profit, surent conserver intact

l'esprit national ; la persécution allemande tenait constamment leur patriotisme en éveil ; mais ils ne permirent point qu'elle le surexcitât jusqu'à un paroxysme dangereux. A la froide résolution de leurs oppresseurs, ils opposèrent plus de résolution, plus de sang-froid, et finalement restèrent les plus forts.

De ces trois provinces, de ces trois peuples longtemps soumis à des dominations et à des influences diverses, il faut aujourd'hui refaire une seule nation, un seul État. Le premier soin du gouvernement central a été d'unifier la loi. Une commission de jurisconsultes a été instituée à cet effet ; elle siège à Varsovie et poursuit activement ses travaux. Le Dr Makarewicz, professeur de droit criminel à l'Université de Lwow, et membre de la commission, a bien voulu me donner quelques indications sur la méthode suivie.

« Notre intention, m'a-t-il dit, n'est pas de faire une compilation, qui manquerait nécessairement d'unité, mais de créer un système nouveau. En Posnanie, on appliquait la loi allemande, telle que l'établit le nouveau Code civil promul-

gué en 1900. La législation autrichienne, qui était en vigueur en Galicie, offre un mélange de théorie allemande, de tradition catholique et de coutume locale. Dans l'ancien royaume, on suivait, pour le droit civil, le code Napoléon et, pour le droit criminel, un code pénal très particulier. Provisoirement, nous laissons à chaque province son ancienne législation ; pour les relations de province à province, nous appliquons tant bien que mal les principes du droit international, public ou privé. La Commission est divisée en plusieurs sections, dont chacune a entrepris une partie de la tâche : unification et réforme du droit civil, du droit commercial, du droit criminel, de la procédure. Une année nous suffira, je pense, pour terminer nos travaux. Mais nous avons l'espoir que la Commission ne sera pas dissoute après avoir achevé cette première tâche, et qu'elle sera transformée alors en une sorte de Conseil d'État, organe indispensable à une nation dont le corps législatif, élu suivant les règles que vous connaissez, ne peut avoir qu'une compétence juridique assez limitée. »

Un effort analogue a été entrepris dans l'administration. Le gouvernement central est représenté en Galicie et en Posnanie par deux délégués généraux. Ces deux provinces conservent provisoirement une certaine autonomie ; avec le produit des impôts, elles commencent par couvrir leur propres dépenses ; l'excédent, s'il y en a un, est versé au trésor central, à Varsovie.

Aux impatiences de quelques doctrinaires, qui voudraient voir toute la Pologne soumise immédiatement aux règles d'une centralisation parfaite et intransigeante, fait heureusement contre-poids la tolérance avisée de ceux qui, non contents d'avoir appris la politique dans les livres, ont ouvert les yeux sur la réalité.

« Nous ne souhaitons pas, me disait l'un de ces derniers, une unification trop rapide de la Pologne. Le temps ne respecte pas ce qui a été fait sans lui, et il faut tenir compte de l'œuvre du temps, qui ne fut pas identique dans les trois provinces. En Galicie, les Polonais se gouvernaient eux-mêmes : ils ont acquis de ce fait une certaine expérience de la politique et de

l'administration. Malheureusement, administration et politique restaient le monopole du parti conservateur. Néanmoins, la Galicie reste un pays riche, dont les ressources fiscales couvrent à peu près les dépenses.

« En Posnanie, la domination prussienne a forgé des hommes énergiques et disciplinés ; elle les tenait éloignés des charges publiques, mais les obligeait, par la crainte de la concurrence, à apporter dans l'administration privée une science approfondie et une méthode impeccable. Tout le pays est supérieurement organisé ; on n'y trouve pas d'illettrés et l'on y voit peu d'indigents. La Posnanie est peut-être la seule contrée en Europe qui n'ait pas de dette et couvre ses dépenses avec ses recettes. Elle n'est privée pourtant ni de routes, ni d'écoles, ni d'institutions philanthropiques.

« Dans le royaume, le gouvernement russe ne faisait rien pour les Polonais : peu d'écoles, peu de routes et mal entretenues, presque pas de chemins de fer. Mais il exigeait encore moins ; l'impôt était perçu très irrégulièrement ; beau-

coup de Polonais ne se souviennent pas de l'avoir jamais payé. En Posnanie, les autorités locales n'ont pas eu de peine, non seulement à maintenir la quotité de l'impôt naguère exigé par la Prusse et par l'Empire, mais encore à l'augmenter. Essayez donc d'en faire autant dans la Pologne du Congrès !

« D'où je conclus qu'une unification immédiate aurait pour résultat de sacrifier d'une manière trop criante à l'ancien royaume la Galicie et surtout la Posnanie, et de susciter dans ces deux provinces de graves mécontentements. Une profonde et vivante unification de la Pologne ne peut être que le résultat de dix ou quinze ans d'efforts progressifs et prudemment réglés. Encore devrions-nous tendre, non pas à une centralisation outrancière, mais bien plutôt à cette organisation régionale, dont la France semble vouloir nous donner le modèle, et qui, chez nous, aurait l'avantage de laisser à des villes comme Poznan, comme Cracovie, comme Lwow, qui furent longtemps de petites capitales, l'influence économique et le prestige intellectuel

qu'elles continueront d'exercer au plus grand bénéfice du pays tout entier.

« La grande difficulté, c'est que, si nous avons des hommes politiques, nous manquons d'administrateurs et de fonctionnaires, à tous les degrés. En Russie et en Allemagne, les Polonais étaient systématiquement écartés des affaires de l'Etat. Nos Posnaniens, qui sont passés maîtres dans l'administration privée, marquent une certaine répugnance à accepter des fonctions publiques. Et pourtant, nos meilleurs voïvodes (gouverneurs de région) sont peut-être les anciens administrateurs de grands domaines. Restent les Galiciens qui ont la pratique des affaires, mais que leur carrière antérieure a souvent rendus suspects, soit de secret attachement à l'Autriche, soit de tendance réactionnaire. Or, la Pologne veut être un Ètat démocratique et ne peut pas être autre chose. Il appartient à ceux qui la dirigent de susciter les dévouements, d'utiliser les compétences, sans oublier qu'il ne s'agit pas de faire vite, mais de faire bien. »

*
* *

On était au milieu de juillet. L'avance des bolchevistes se poursuivait sans arrêt, menaçant immédiatement Varsovie. M. Pilsudski avait rappelé le général Joseph Haller, qui se reposait à Zakopane, pour le mettre à la tête de l'armée des volontaires, et avait demandé à la Diète de confier l'initiative et la responsabilité des mesures d'organisation et de résistance à un « Conseil de Défense Nationale, » où siégeraient, à côté des délégués des partis, les principaux ministres et les représentants de l'État-major général. Tout d'abord, les socialistes avaient déclaré qu'ils n'entreraient pas dans le Conseil, s'ils n'entraient aussi dans le Cabinet. Deux tentatives, inspirées, dit-on, par le Belvédère, pour former avec MM. Daczynski et Witos un ministère de gauche, avaient successivement échoué. Les socialistes finirent par céder aux instances du chef de l'Etat et à la pression des événements : ils envoyèrent leurs représentants au Conseil de Défense et ne devaient pas d'ail-

leurs attendre longtemps avant de participer aussi au gouvernement.

Peu de jours après l'entrée en fonction du Conseil de Défense, M. Roman Dmowski, qui en faisait partie, me donna rendez-vous, pour l'heure du dîner, à *la Ressource*, un des plus anciens clubs de Varsovie. Que de fêtes splendides et joyeuses avaient eu pour cadre ces vastes salons aux boiseries blanches, ce jardin dont quelques arbres magnifiques ombragent les pelouses ! Les hôtes, ce soir, étaient rares et silencieux. Je trouvai M. Dmowski dans le jardin. Il était las d'une longue journée remplie d'affaires et sentait le besoin d'oublier pour un instant la politique. L'entretien s'engagea donc librement sur les pays de l'Afrique du Nord, qu'il venait de visiter, et se poursuivit de même autour des objets les plus divers : histoire, anthropologie, religion, souvenirs d'Europe et images d'Extrême-Orient ; on sait que M. Dmowski est non seulement un homme d'Etat éminent, mais encore un savant de mérite, un grand voyageur et un causeur délicieux.

Cependant il nous fallut bien revenir à l'heure présente et à la Pologne. M. Dmowski, accoudé à la table, avait gardé un moment le silence. D'un geste qui lui est familier, il passa une main sur son front et dit : « La situation militaire est franchement mauvaise. Pourtant je ne suis pas pessimiste, car jamais notre peuple n'eut un moral aussi élevé qu'aujourd'hui. Les hommes de toutes les classes sociales s'engagent et demandent à partir immédiatement pour le front. Ceux qui ont passé l'âge de servir offrent de l'argent, du matériel, des chevaux, des maisons pour installer les bureaux militaires ou les hôpitaux. Si vous pouviez lire les lettres que je reçois, si simples dans leur générosité, et si émouvantes !...

« Cette guerre est pour mon pays l'épreuve décisive et nécessaire. L'épreuve de la Grande Guerre nous fut douloureuse ; elle n'a pas été éducatrice et bienfaisante pour notre peuple, comme elle l'a été pour le vôtre. Pendant quatre ans, vous vous êtes battus pour défendre vos foyers et votre liberté menacés; vous avez serré

les rangs autour de vos chefs et de vos drapeaux. Pendant quatre ans, nous nous battions sous le commandement et au profit de nos oppresseurs, souvent Polonais contre Polonais. Ce n'était pas seulement cruel, c'était encore démoralisant. Et qui se battait ? nos ouvriers, nos paysans ! La jeunesse riche, cultivée, sauf des exceptions magnifiques, s'est dérobée autant qu'elle a pu au service militaire qu'elle ne pouvait certes pas considérer comme un devoir ; mais, du même coup, elle s'est soustraite au long et rude sacrifice que votre jeunesse intellectuelle accepta avec tant de généreuse ardeur...

« Enfin la libération est venue. Mais cette libération, je vous le dis comme je le pense, nous ne l'avons pas payée assez cher ; nous n'y avons pas contribué nous-mêmes dans une assez large mesure. Si nous l'avions acquise seulement de notre sueur, de nos larmes et de notre sang, nous opposerions aujourd'hui au danger qui menace de la compromettre une résistance plus vigoureuse et plus opiniâtre. Vous ne savez pas ce que c'est pour un peuple d'avoir été esclave

pendant cent cinquante ans ! Nous portons encore les stigmates d'une servitude détestée ; seuls les effaceront l'effort et le sacrifice. Voilà pourquoi je considère la lutte présente, la guerre enfin nationale, faite par le peuple tout entier pour sauver son existence et sa liberté, comme une épreuve salutaire, comme un baptême du sang, dont la Pologne sortira triomphante et régénérée.

« Ce peuple, qui peut vous paraître frivole et presque indifférent, est en réalité plein de bonne volonté et de courage. Mais qu'a-t-on fait, jusqu'à ces derniers jours, pour lui donner une idée exacte du danger qui le menace et de l'effort qu'il doit accomplir pour y échapper ?

« A-t-on seulement tenté de lui faire comprendre ce qu'il en coûte à une nation pour défendre son indépendance et pour interdire à l'envahisseur l'accès de son territoire ? Avez-vous rencontré des blessés dans les rues de Varsovie? On cache au peuple les blessés comme on lui cache le péril, comme on lui cache son devoir, et

c'est le peuple qui montre au gouvernement le sien.

« Il y a deux manières de gouverner, celle de Kerenski, et l'autre. L'une s'appuie sur la persuasion, l'autre sur l'autorité. Je pense que la méthode Kerenski a fait ses preuves. Aux heures critiques surtout, on ne gouverne point par la persuasion : l'autorité est nécessaire. Notre armée est, non pas démoralisée, mais troublée par l'inquiétude vague que les bolchevistes ont des alliés à l'intérieur de la Pologne et qu'en cas d'échec elle risquerait d'être poignardée dans le dos. Cette inquiétude est exagérée ; mais le devoir du gouvernement est de la dissiper immédiatement, d'en faire disparaître la cause ou le prétexte. Il ne faut tolérer aucune propagande suspecte, ni au front, ni à l'intérieur. Il ne faut pas craindre d'inquiéter le peuple par des mesures rigoureuses qui, au contraire, le rassureront. Jamais notre nation n'a montré plus d'ardeur unanime et plus de confiance raisonnable dans son avenir : il ne faut que diriger cette ardeur et donner à cette confiance un aliment,

Qu'on dise nettement à la Pologne ce qu'elle doit faire pour vaincre, et elle vaincra. »

J'ai voulu rapporter tout entières ces déclarations de M. Dmowski : critiques qui, peu de jours après notre conversation, n'avaient heureusement plus d'objet ; magnifique confiance, que l'événement devait bientôt justifier. Aussi bien les objections et les réserves, compréhensibles chez un homme d'action et de lutte, comptent-elles pour bien peu au regard de l'acte de foi du patriote. Mais quel singulier contraste entre ces deux hommes : celui qui parlait à côté de moi dans le jardin de la Ressource, et celui qu'en parlant il n'avait point nommé ! Dmowski, sorti du peuple, et devenu le chef d'un parti presque conservateur ; l'homme est froid, volontaire, ironique, et trop distant, trop aristocrate peut-être pour devenir jamais vraiment populaire. Pilsudski, issu d'une famille de petite noblesse ou de bonne bourgeoisie, conspirateur, proscrit, capitaine de partisans et bientôt héros national, arrive au suprême pouvoir en qualité de socialiste, et donne aux ouvriers, aux paysans, au peu-

ple, l'illusion ? non pas ! la conviction profonde qu'ils partagent tous ce pouvoir avec lui.

La popularité de Pilsudski tient du prodige ; elle est universelle, absolue, et c'est à peine si les revers prolongés et angoissants des armées dont il est le chef l'ébranlèrent pour un instant. Les raisons de ce merveilleux prestige ? Je les ai demandées un peu partout, sur mon passage ; et voici ce qu'on m'a répondu : « Pilsudski a tout sacrifié à la cause nationale ; toute sa vie, il a souffert pour la Pologne, et jamais il n'a désespéré de son sort. Aux heures les plus terribles de la Grande Guerre, quand nous estimions que tout était fini, Pilsudski gardait sa foi et agissait. Il est inscrit au parti socialiste, mais il inspire à tous une confiance égale et nous le mettons au-dessus des partis. Élevé à la campagne, il connaît les paysans et sait comment on parle avec eux. Après une revue au cours de laquelle il s'était entretenu avec plusieurs soldats, l'un d'eux s'entendit reprocher par son officier d'avoir raconté trop longuement ses petites affaires au Maréchal. « Ce n'est pas toi, répond le soldat,

qui vas m'apprendre comme il faut parler au grand-père ! »

« Pilsudski, m'a-t-on dit encore, n'est pas un militaire de métier ; mais il a fait la guerre. Il n'est pas non plus un grand parlementaire ou un grand diplomate, bien qu'il ait su acquérir en peu de temps l'expérience et l'autorité d'un véritable homme d'État ; mais, avant toutes choses, c'est un grand patriote. »

Je retiens enfin ce jugement d'un industriel galicien, comme l'un des plus profonds que j'aie entendu porter sur le Président de la République polonaise :

« L'homme du peuple, me disait-il, ouvrier ou paysan, a le sentiment qu'avec Pilsudski comme chef, l'État a cessé d'être son maître ou son oppresseur, pour devenir son allié et son ami. Pilsudski est devenu pour tous les Polonais le symbole vivant de l'indépendance retrouvée. Quand nos ouvriers ont débarrassé de leurs noms allemands les deux puits de la mine que vous avez visitée, ils ont baptisé l'un Kosciuszko et l'autre Joseph Pilsudski. Quelques sceptiques

sourient et observent : ce n'est là que du sentiment ! Ils ont tort et oublient simplement ceci : on ne gouverne pas la Pologne seulement avec la tête, il faut encore la conduire avec son cœur. »

CHAPITRE III

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE :

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

Le pétrole de Galicie : histoire d'une industrie pendant la guerre. — Le charbon : la question de Haute-Silésie. — A la Chambre de Commerce de Lwow. — L'industrie et le commerce dans l'ancien Royaume et en Posnanie. — La question de Dantzig.

Pour mesurer exactement le progrès réalisé par la Pologne sur le terrain de l'organisation économique, il faut ne pas perdre de vue le point de départ : l'état dans lequel les Polonais ont retrouvé leurs provinces après un siècle et demi de domination étrangère. Les richesses naturelles de la Galicie avaient été systématiquement négligées par le gouvernement de Vienne, qui, au

point de vue économique, considérait ses possessions polonaises comme une colonie, faite pour consommer et non pour produire. Lorsqu'on découvrit en Galicie des gisements de potasse, qui sont pour le moins aussi riches que ceux de Stassfurt, une petite société se constitua dans le dessein d'en entreprendre l'exploitation : on sollicita avec insistance du gouvernement autrichien l'autorisation nécessaire ; on essaya, suprême expédient, d'intéresser à l'affaire un archiduc : tout fut inutile, et ce trésor dut rester enfoui, avec beaucoup d'autres, dans les profondeurs du sol galicien.

La Russie en avait usé un peu autrement : écartés des affaires publiques, les Polonais du Royaume se rejetèrent sur l'agriculture, l'industrie et le commerce, qui prirent un essor considérable. La guerre et l'occupation allemande devaient arrêter ce développement et souvent anéantir le résultat de longs efforts. Dans les centres textiles de l'Ouest, à Lodz, à Czenstochowa, les Allemands s'acharnèrent contre des entreprises qui leur avaient fait longtemps concur-

rence, détruisirent les usines, démontèrent les machines et les emportèrent, comme ils avaient fait dans le Nord de la France. Les ouvriers des industries polonaises furent transportés par milliers en Allemagne.

La Posnanie fut privilégiée. En temps de guerre, plus encore qu'en temps de paix, elle devait produire pour les Allemands : on lui en laissa les moyens. Elle est sortie du grand cataclysme, non seulement intacte, mais prodigieusement enrichie, ayant vendu à des prix énormes les produits de son agriculture et de ses industries.

Abstraction faite de l'ancienne province prussienne, la Pologne recouvrait, avec son indépendance, un territoire mal aménagé et insuffisamment exploité par les anciens possesseurs, ruiné dans sa partie orientale par l'invasion des armées russes et des bandes ukrainiennes, considérablement appauvri au Centre et à l'Ouest par l'occupation allemande. En parcourant le pays, j'ai pu constater de mes yeux les dégâts causés par la guerre. Assurément, pour nous qui

avons vu la région de Verdun, la vallée de l'Aisne, les champs de bataille du Nord de la France, l'aspect des campagnes les plus dévastées en Galicie Orientale ou dans l'ancien gouvernement de Lublin est médiocrement émouvant. Lorsque mes guides polonais me montraient les fermes brûlées, les forêts décimées, les églises endommagées par quelque obus russe, je ne pouvais m'empêcher de songer que la guerre qui avait passé par là n'était qu'un jeu d'enfants, au regard de celle qui avait ravagé, bouleversé jusque dans les profondeurs de leur sol quelques-unes de nos plus belles et de nos plus riches provinces. Je ne pouvais me distraire de cette comparaison et m'étonnais beaucoup moins, au cours des longues randonnées à travers la campagne polonaise, des traces de dégâts laissées par la guerre, que de l'état d'abandon où l'incurie calculée des gouvernements avait maintenu des pays naturellement riches et fertiles. Pas de chemins de fer, des routes rares, mal entretenues, parfois à peine tracées, comme on les rencontre en Turquie d'Asie ; peu de villages, et si misérables !

des paysans en haillons, farouches et craintifs, que la rencontre d'une automobile affolait beaucoup plus eux-mêmes que leurs petits chevaux attelés par de mauvaises cordes à des chariots d'avant le déluge.

L'œuvre à accomplir est immense ; mais les Polonais l'ont entreprise résolument. Faire de ces contrées volontairement retenues par les anciens dominateurs dans l'ignorance et presque dans la barbarie un pays moderne et civilisé ; créer des voies de communication, construire des villages, ouvrir des écoles, engager ou contraindre les propriétaires fonciers à améliorer progressivement le sort du paysan : ce n'est là qu'une partie de la tâche. L'autre consiste à organiser l'exploitation régulière des forêts et des étangs qui couvrent une notable partie du sol polonais, des richesses minérales que renferme le sous-sol ; à développer l'industrie et le commerce dans les villes, à assurer entre elles et les champs une meilleure répartition de la population et de la main-d'œuvre ; à régler enfin, selon les conditions spéciales et les intérêts par-

ticuliers du pays, transports, échanges, importations et exportations. Chacun de ces problèmes est tout ensemble économique, social et politique. La difficulté est que, dans un état nouvellement créé, ou nouvellement ressuscité, comme la Pologne, ils se posent tous à la fois et doivent être tous résolus sans retard. J'ai pu constater, pendant mon séjour à Varsovie, que les études techniques sont déjà fort avancées ; on m'a montré des projets soigneusememt établis concernant les routes, les chemins de fer et les voies de navigation intérieure ; j'ai vu la Diète voter en un mois une série de lois établissant la journée de huit heures, réglant le travail des femmes et des enfants, créant pour les ouvriers des caisses de secours et des assurances contre l'invalidité et la vieillesse ; les ingénieurs polonais, si répandus à l'étranger et surtout en Russie, sont revenus en grand nombre dans leur patrie délivrée et ont fondé à Varsovie une association qui consacre tous ses efforts à la réorganisation de l'industrie nationale. De cette grande œuvre de restauration

économique, je ne puis tracer ici un tableau complet ; j'en retiendrai quelques aspects, qui m'ont frappé davantage ; j'indiquerai les méthodes suivies, en me permettant parfois de les critiquer ; j'essaierai enfin de faire entrevoir au lecteur l'avenir magnifique d'un pays qui possède en abondance les matières premières et la main-d'œuvre, et à qui il suffira, pour atteindre une prospérité peu commune en Europe, de mettre en pleine valeur ses richesses naturelles.

*
* *

Parmi ces richesses, une des mieux connues en Occident, sinon des plus considérables, est le pétrole. Sous une vaste étendue du sol galicien s'étend la nappe d'huile ; l'exploitation en est concentrée dans trois grands bassins : le bassin de l'Ouest, le bassin de l'Est, et, entre les deux, le plus important, le bassin de Boryslaw. C'est entre 1885 et 1890 que furent creusés les premiers puits et que se constituèrent les premières sociétés pour l'extraction du pétrole en Galicie.

Le succès aidant, les entreprises se multiplièrent et, dans ces dernières années, les chercheurs de pétrole se sont abattus sur cette contrée comme jadis les chercheurs d'or sur la Californie. A côté de sociétés solides et prospères, on voit malheureusement s'installer des spéculateurs, qui achètent un terrain, forent un puits et attendent la fortune ; elle ne leur vient pas toujours.

Étrange métamorphose que celle de Boryslaw. C'était, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Lwow (Lemberg), un petit village tapi entre des collines boisées. L'immense forêt de pins descendait d'un côté jusque dans le vallon, se prolongeait de l'autre indéfiniment, pour se confondre avec la masse noire des Carpathes. Le petit village perdu est devenu quelque chose comme un faubourg de grande ville industrielle. Entre les sordides maisons de bois se dressent d'énormes bâtisses en ciment : usines, magasins, hangars, hérissés de hautes cheminées et de longs poteaux où s'appuient des conduites aériennes. Une rue unique et toute droite part de la gare du chemin de fer et s'allonge jusqu'au pied de

la colline ; là grouille, tantôt dans la poussière, tantôt dans une boue verdâtre, une innommable cohue de Polonais, d'Ukrainiens et de Juifs : trois types caractérisés, qui dans la rue étroite et sur les hauts trottoirs de bois se coudoient, se bousculent sans se confondre. Aux blouses claires des paysans ukrainiens conduisant leurs charrettes, s'opposent les vives couleurs des vestes polonaises et les lévites noires des Juifs qui, un seau à la main, vont recueillir goutte à goutte l'huile qui suinte des *pipe line*.

Silva Plana, la « forêt tranquille », est aujourd'hui une croupe dénudée d'où l'on voit s'échapper de place en place des fumées épaisses et nauséabondes. Les grands pins des collines ont servi à boiser les puits et à construire des baraquements pour les ouvriers. La nappe ici est profonde, et l'on va chercher l'huile à mille, parfois à quinze cents mètres au-dessous du sol. Tantôt elle jaillit d'elle-même par irruptions fréquentes et régulières comme elle fait du fameux puits nommé « le Cosaque » ; le plus souvent, les puits sont « pistonnants », et l'huile est re-

foulée par une pompe dans le tuyau qui l'amène jusqu'à la surface. Toujours elle s'échappe bruyamment, accompagnée d'un gaz très pur, qu'on recueille et qu'on utilise sans transformation.

Le directeur technique de *Silva Plana* est un Allemand de Galicie. Il succède à un Allemand d'Allemagne, qui, après avoir installé l'exploitation, continua de la diriger pendant toute la guerre, dans la conviction qu'après la victoire des Empires centraux, elle échapperait aux Français qui l'avaient achetée en 1914 et passerait aux mains de ses compatriotes. Il ne fallut rien de moins que l'effondrement de l'Autriche et la défaite de l'Allemagne pour contraindre cet homme têtu à vider la place.

Son successeur m'a fait un curieux récit des vicissitudes par lesquelles passèrent, durant les hostilités, l'entreprise de *Silva plana* et l'industrie du pétrole en Galicie.

« Avant la guerre, me dit-il, la production de nos puits atteignait 18.000 citernes par mois; une citerne, ou un wagon, a une contenance de

10 tonnes. On ne savait que faire du pétrole. Les possibilités d'exportation étaient alors très réduites, l'Amérique, la Roumanie et Bakou ayant accaparé tous les marchés. En 1908, nous vendions l'huile 70 heller les cent kilos. Les prix remontèrent ensuite progressivement jusqu'à 5 couronnes. Entre 1910 et 1914, la situation du marché s'était améliorée ; la production de Boryslaw s'éleva jusqu'à représenter 10 °/₀ de la production tolale des bassins galiciens.

« La déclaration de guerre fait retomber le pétrole à 1 kr. 45 ; l'invasion russe amène une nouvelle baisse ; il se vend péniblement à 0 fr. 80. Cependant notre entreprise ne cesse point de travailler et, en 1917, voit apparaître les premiers bénéfices. La fortune, à ce moment, sourit aux Empires centraux. La Galicie doit fournir à elle seule tout le pétrole nécessaire à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Bulgarie et à la Turquie, et la consommation des armées est énorme. On nous envoie du matériel, on nous fournit de la main-d'œuvre, on nous attribue une indemnité

en argent qui nous permet de réparer les dommages causés à l'exploitation par l'invasion russe.

« Nos affaires allèrent fort bien jusqu'à la fin de 1917. Au début de l'année suivante, la situation militaire des Empires centraux était devenue moins bonne ; leur situation financière aussi, sans doute ; car si nous fournissions encore de l'huile, on ne nous envoyait plus d'argent. Nous connûmes de nouveau les mauvais jours. En novembre 1918, Boryslaw tomba aux mains des Ukrainiens et y demeura jusqu'à la fin de mai 1919. Durant cette période, le travail fut complètement arrêté. L'activité reprit avec le retour des Polonais. Certes les conditions n'étaient pas devenues faciles : des frontières et des douanes de tous côtés ; les Tchèques, qui nous fournissaient presque tout le matériel, refusaient d'en livrer.

« Mais aujourd'hui, la situation se présente sous un meilleur aspect. Que faut-il pour que les conditions redeviennent normales ? La paix avec les bolcheviks et le rétablissement de la devise polonaise à un taux raisonnable. Le

jour où ces deux points seront acquis, nous commencerons à progresser, pour atteindre en cinq ou six ans notre complet développement. De nombreux terrains pétrolifères. sont encore inexploités. Pour le moment, la Roumanie n'est guère en état ni de produire ni d'exporter. Bakou est aux mains des bolchevistes et ne compte plus sur le marché que pour les dix millions de pouds qui sont encore dans ses réservoirs. Les Américains manquent de bateaux-citernes pour amener le pétrole en Europe. De cette situation, la Galicie peut profiter pendant quelque temps.

« Tout ira bien, si les ouvriers consentent à travailler. En ce moment, nous avons peu de grèves ; mais nous n'allons de l'avant qu'à coups de compromis et de concessions. Avant la guerre, le salaire moyen d'un ouvrier était de 150 couronnes par mois ; il est aujourd'hui de 2.900 marks. L'ouvrier marié touche en outre une indemnité de 55 marks mensuels pour sa femme, une prime également mensuelle de 175 marks pour le premier enfant, de 150 pour le second, de 100 pour le troisième et de 50 pour chacun

des suivants. Quant aux employés, leur moindre prétention s'élève à 10.000 marks par mois.

« L'extraction du pétrole occupe environ 10.000 ouvriers ; Boryslaw en compte 2.300. 40 °/₀ des ouvriers sont des habitants du pays ; les autres viennent de l'Est. Ce sont des cultivateurs qui de temps en temps quittent leurs champs pour travailler deux ou trois mois à la mine ; ils forment l'élément le plus tranquille de notre population ouvrière ; les fomenteurs de grève n'ont aucune prise sur ces paysans. Les Polonais sont en grande majorité dans le bassin : 80 °/₀ contre 20 °/₀ de Ruthènes. Pour le moment, tout ce monde-là marche à peu près d'accord ; mais nous sommes toujours à la merci des événements politiques... »

Je descends la colline de *Silva Plana,* roule encore une heure ou deux dans la boue verdâtre et m'arrête à Drohobycz, devant la porte de la grande « Distillerie d'État ». Cet établissement fut créé par le gouvernement autrichien en 1908. Le pétrole étant alors à bas prix et d'un écoulement difficile, on décida de l'employer pour

chauffer les locomotives. Mais la benzine contenue dans l'huile brute pouvait provoquer des explosions : il fallait séparer la benzine du pétrole ; on installa une distillerie. Peu à peu l'industrie se perfectionna ; de l'usine actuelle, où le pétrole brut est amené directement des puits par une *Pipe line*, sortent, prêtes à être livrées au commerce, de l'huile de pétrole, de la benzine, de l'essence pour moteur Diesel, de l'huile de paraffine et des bougies ; bientôt il en sortira aussi du goudron et de l'asphalte.

Six cents ouvriers, qui habitent sur place avec leurs familles, sont répartis en trois équipes, dont chacune travaille huit heures. Ici également on a pu éviter les grèves ; mais la direction a dû prendre l'engagement de fournir aux ouvriers et à leurs familles, outre le salaire, des allocations en nature très abondantes et semi-gratuites. Chaque ouvrier, ou plutôt chaque membre de famille ouvrière, reçoit tous les mois : 8 kilogrammes de farine noire à 1 mark 50 le kilogramme ; 6 kilogrammes de farine blanche à 3 marks le kilogramme ; 1 kilogramme de lard américain à

10 marks le kilogramme ; 5 kilogrammes de gruaux à 3 marks le kilogramme ; 1 kilogramme de sucre blanc à 6 marks le kilogramme. Voilà pour l'alimentation. L'ouvrier reçoit en outre chaque année deux vêtements complets, un pour le dimanche au prix de 100 marks, un pour les jours ouvrables, à 30 marks ; deux paires de chaussures, à 100 et 30 marks ; deux chemises, deux caleçons, etc... Les membres de la famille qui ne travaillent pas n'ont pas droit au vêtement et aux chaussures de travail.

Le salaire quotidien d'un ouvrier qualifié est de 60 marks, celui d'un ouvrier ordinaire varie de 30 à 50, celui d'une jeune fille de 20 à 22. L'ouvrier touche en outre, s'il est marié, une prime mensuelle de 500 marks pour sa femme, et une autre de 120 marks pour chaque enfant ou toute autre personne à sa charge.

« Tous nos ouvriers, me dit le directeur de la Distillerie, sont organisés et inscrits au P.P.S. (parti populiste socialiste). Ils nomment périodiquement cinq hommes de confiance, qui sont responsables pour tous leurs camarades et trai-

tent avec moi une fois par semaine toutes les questions d'ordre intérieur.

« Le produit brut de notre usine s'élève annuellement à un milliard de marks ; le bénéfice net oscille entre deux et trois cents millions. Nous produisons en moyenne 1.000 tonnes par jour et 60 °/₀ de notre production sont réservés à l'exportation. Nous exportons beaucoup en Allemagne, en Autriche, en Italie et en Tchéco-Slovaquie, un peu en Suède ; la France ne figure sur nos rôles que pour un chiffre insignifiant. »

Voici un problème qui mériterait d'être éclairci : les capitaux français engagés dans l'exploitation du pétrole galicien dépasse de beaucoup un milliard de francs ; il atteint presque deux milliards. Le consortium français « Groupe Pétrolifère du Nord », qui réunit les Sociétés de Dombrowa, de Wankova, de Potok et des Carpathes, contrôle une production mensuelle d'environ 1.000 wagons, c'est-à-dire 10.000 tonnes de pétrole. Il peut traiter dans ses propres raffineries 20.000 tonnes par mois. La *Silva Plana,* dont je viens de par-

ler, est encore une société française établie à Boryslaw, à Tustanowicz et à Mraznicy; elle produit mensuellement plus de 6.000 tonnes. Les capitaux français entrent également, pour tout ou pour partie, dans plusieurs autres syndicats : « Compagnie internationale Petroleum », Limanowa, etc. Bref, on peut estimer que, pour l'ensemble de la Galicie, orientale et occidentale, la production française représente au moins un quart de la production totale de pétrole. Or, au moment où j'étais en Galicie, on n'avait pas encore dirigé vers la France un litre de toute cette huile, brute ou raffinée, produite par des Français. Cette situation paradoxale résulte, pour une part, du système de restriction et de contrôle que le gouvernement polonais a cru devoir appliquer à l'exportation de quelques produits, et dont il sera question plus loin. Mais j'ai entendu des producteurs français se demander si l'on ne devait pas en rendre responsables, pour une autre part, l'inertie et l'imprévoyance de notre gouvernement.

*
* *

La perspective, d'ailleurs aléatoire, de réaliser en peu de temps de grands bénéfices, ne pouvait manquer d'attirer en Galicie force capitaux étrangers. Beaucoup de Polonais raisonnables déplorent que l'industrie du pétrole ait bénéficié trop exclusivement de cette affluence. Un grand industriel de Cracovie, qui fut délégué technique à la Conférence de Paris, M. Benis, m'en faisait un jour l'observation :

« Pourquoi, me disait-il, le capital français ne s'intéresse-t-il pas à quelques-unes de nos industries plus stables, j'allais dire plus sérieuses que celle du pétrole ? Nous avons vu avec satisfaction le Creusot entrer dans la métallurgie polonaise en acquérant l'importante affaire de Tchinietz. Mais nos industries textiles, nos verreries, nos charbonnages sont susceptibles d'un grand développement ; ne nous aiderez-vous pas à le réaliser ?

« Nous avons peine à nous défendre contre l'in-

trusion des capitaux allemands. Au lendemain de l'armistice, j'ai été chargé par le gouvernement polonais de racheter toutes les actions de charbonnages possédées par les Allemands en Galicie. Il n'y a plus aujourd'hui dans nos houillères que des capitaux polonais, belges et français. Mais il s'en faut de beaucoup que tous nos terrains carbonifères soient exploités, et que le produit de l'exploitation couvre les besoins actuels du pays. Or, pour que la Pologne vive, il faut qu'elle développe considérablement ses industries et qu'elle augmente par conséquent ses disponibilités en charbon. Pour ne parler que de la Galicie, les mines de Jaworzno, de Libianz et de Brzeszcze possèdent chacune environ 150 kilomètres carrés de terrains carbonifères encore inexploités. En 1917, le gouvernement autonome de Galicie a racheté au Sud de la Vistule une énorme concession (750 kil. carrés) qu'avait acquise, après prospections très favorables, une société de Meklembourg. C'est la mine de Spytkowice, dont la production annuelle pourra s'élever à un million de tonnes. L'État polonais

a entrepris les travaux de construction : mais là encore, il faut des capitaux. »

L'abondance des ressources de la Pologne en charbon me fut confirmée à Varsovie par le secrétaire de la Société des ingénieurs, qui avait bien voulu réunir à mon intention une petite conférence d'industriels et de techniciens des mieux qualifiés pour répondre au questionnaire que j'avais dressé. « Les besoins actuels de la Pologne en charbon, m'ont dit ces messieurs, peuvent être évalués à 30 millions de tonnes par an. Avant la guerre, les mines polonaises en produisaient annuellement 6 à 7 millions. Aujourd'hui nous n'arrivons pas à 5. Les charbonnages français de Czeladz, de Sosnowice, de Dombrowa, etc., assurent 56 % de cette production ; les mines polonaises fournissent le reste. L'extraction se trouve gênée par le manque de matériel, — les machines proviennent de la Tchéco-Slovaquie, qui refuse d'en livrer, — et par l'insuffisance de la main-d'œuvre. Mais ces obstacles ne sont que temporaires. La difficulté principale, c'est le manque de capitaux, qui nous em-

pêche d'exploiter la plus grande partie de nos richesses minières.

— Si le sol polonais est à ce point riche en charbon, observai-je, pourquoi la Pologne attache-t-elle tant d'importance à la possession de la Haute-Silésie ? Car, outre le fait, essentiel à nos yeux, que cette province est peuplée en grande majorité par les Polonais, vous faites valoir, pour appuyer vos revendications, des arguments d'ordre économique.

— Ces arguments, me fut-il répondu, sont aussi aisés à concevoir que difficiles à réfuter. D'une part, les mines de Haute-Silésie nous assureront des ressources immédiates ; celles que nous procureraient les terrains polonais encore inexploités ne seront disponibles qu'à de certaines conditions et après fort longtemps. D'autre part, nous n'avons pas en Pologne de charbon propre à faire du coke : seul, le bassin de Haute-Silésie peut nous fournir cette qualité de combustible indispensable à nos industries. »

Le caractère et les limites de cette étude, qui ne veut être qu'un récit de voyage, ne me per-

mettent ni d'énumérer complètement les richesses de la Pologne, ni même de mentionner, comme ils mériteraient de l'être, tous les efforts industriels accomplis en Pologne par des Français. Il faudrait plusieurs chapitres pour exposer en détail la contribution apportée par nos compatriotes, soit en capital, soit en travail technique, aux diverses branches de l'industrie polonaise. Je citerai seulement pour la métallurgie la Société des Forges et Aciéries de Huta-Bankowa, les Usines et Forges de Sosnowice, la Société pour l'Industrie métallurgique en Russie (Noworadowsk) ; pour le textile, la « Czenstochovienne », la Société Peltzer, la Société Motte, Meillassoux et Caulliez, à Czenstochowa, les établissements de Paul Desurmont, Motte et Cie, la Compagnie générale des Industries textiles (Allart-Rousseau), à Lodz ; enfin, je rappellerai le souvenir du Français Girard, qui introduisit en Pologne la filature du lin, construisit une usine et fonda la ville qui porte son nom : Girardow.

Mais, plutôt que des données statistiques, qui

seraient toujours incomplètes, je voudrais rapporter ici des impressions sur l'état actuel de la Pologne et sur les tendances suivant lesquelles nos alliés procèdent à l'organisation économique de leur pays. A ce sujet, peu de conversations m'ont mieux éclairé que celles qui me furent aimablement ménagées à Lwow, par M. Baczewski, président de la Chambre de Commerce. Le magnifique hôtel dans lequel me reçut M. Baczewski a été entièrement construit, décoré, meublé par des « artisans » de Lwow, et la Chambre de Commerce offre ainsi un raccourci moins complet, mais plus frappant que le musée d'Arts et Métiers qui lui est contigu, de tout ce que produit, au point de vue matériel et au point de vue artistique, la grande métropole galicienne.

« Je vous expliquerai d'abord en deux mots, me dit M. Baczewki, ce que sont nos Chambres de Commerce. Tous les commerçants, industriels et artisans de la circonscription commerciale de Lwow, sont invités à se faire « inscrire », c'est-à-dire à payer un impôt

spécial, dont le produit est affecté en partie au budget de la Chambre. Nous avons environ 50.000 inscrits. Ils élisent un conseil de quarante membres : ceux-ci choisissent à leur tour un président et un vice-président, qui nomment leurs secrétaires. Notre premier secrétaire est aujourd'hui député à la Diète.

« La Chambre de Commerce a des initiatives nombreuses et des pouvoirs étendus : son président dépend directement du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Celui-ci fait contrôler l'activité de la Chambre par un Commissaire du gouvernement, qui assiste aux séances et adresse son rapport au Ministère. Les séances des Chambres sont publiques : on y traite toutes les questions relatives à la vie économique de la province. Cette vie économique, c'est nous qui la dirigeons, très librement. C'est à nous qu'il appartient d'introduire dans la région des métiers nouveaux, de perfectionner ceux qui sont déjà établis. Nos secrétaires et nos correspondants suivent le mouvement commercial et industriel dans le monde entier. S'ils nous signa-

lent quelque nouveauté, quelque transformation intéressante, nous envoyons une mission l'étudier sur place, ou bien nous invitons à venir ici les iuventeurs de procédés nouveaux ou les maîtres-artisans qu'ils ont formés à les appliquer. Plusieurs maîtres étrangers ont enseigné dans l'école que nous avons adjointe au musée, pour le plus grand profit des artisans de Lwow. Quant à nos dernières missions, ou bourses de voyage, elles ont été attribuées, quelques mois avant la guerre, à des tapissiers-décorateurs, qui sont allés étudier pour nous à Paris les progrès d'un art où nul peuple ne vous dépasse. »

Tout en parlant, le président de la Chambre de Commerce m'avait montré la salle du Conseil et la salle des Séances, une riche bibliothèque et des archives ingénieusement classées.

« Vous pourriez trouver ici, me dit-il, tous les éléments de votre enquête ; mais vous n'avez pas le temps de les y chercher. Revenez cet après-midi ; je convoquerai quelques-uns de nos membres les plus compétents dans les différentes branches, et vous causerez avec eux. »

Non seulement, nous causâmes longuement, un peu de tout ; mais un secrétaire de la Chambre prit soin de faire relever la sténographie de notre entretien, et un aide-mémoire complet et commode, quoique rédigé en allemand, me fut remis le lendemain. En quelques heures, toutes les richesses de la Galicie avaient défilé sous mes yeux, et tous les modes de son activité : naphte, charbon, potasse, sel, bois, eaux minérales ; brûleries et distilleries d'alcool, papeteries, verreries, fabriques de meubles, industries chimiques. Au bout de chaque exposé, deux phrases revenaient alternativement, comme des refrains mélancoliques : « Cette industrie a été ruinée par la guerre », ou bien : « Cette industrie végète, faute de capitaux. » Détruits par les Russes, les grands moulins à vapeur vers lesquels affluait naguère le grain de Russie, de Hongrie et de Roumanie : sur cent, il en reste sept ou huit. Ruinés, les fabriques d'alcool de pomme de terre, d'où sortaient chaque année 700.000 hectolitres d'alcool pur et de liqueurs diverses ; il reste 140 usines sur 800 et la production est

réduite des neuf dixièmes. Brûlé en 1914 par les Cosaques, le grand établissement de Sassow, qui fabriquait pour le monde entier du papier et des tubes à cigarettes. Pour reconstruire les usines, acheter les machines, réorganiser la production, il faudra de l'argent ; et il en faudra encore pour aménager, en vue de leur utilisation industrielle, les forces hydrauliques du Dniester, du Stryi et du San, pour exploiter, comme elles mériteraient de l'être, les sources minérales d'Iwonicz, de Rymanow et de Pustomyti, les stations climatériques de Tatarow, Jaremcze et Hrebenow...

Les immenses forêts qui couvrent les Carpathes ont constitué de tout temps l'une des principales richesses du pays. Comme toutes les autres, l'industrie du bois a souffert de la guerre : Russes et Ukrainiens ont brûlé les scieries. L'exploitation est rendue difficile par la rareté de la main-d'œuvre : les bûcherons ont reflué vers les villes, où un travail moins pénible les fait vivre plus aisément. On s'efforçait néanmoins d'en réunir un grand nombre, au moment où j'ai tra-

versé la Galicie, pour répondre à l'appel du gouvernement, qui a décidé d'exporter à bref délai de grandes quantités de bois. Le Comité économique de Varsovie, adoptant le projet de la Chambre de Commerce de Lwow, a pris les décisions suivantes :

1° On abattra immédiatement tous les arbres qui régulièrement auraient dû être coupés au cours des dix prochaines années ;

2° 15 °/₀ du bois ainsi obtenu sont affectés à la reconstruction des régions endommagées par la guerre ;

3° 30 °/₀ sont réservés pour les besoins intérieurs du pays ;

4° Le reste est réquisitionné pour l'exportation, ainsi que la totalité des bois spéciaux et de luxe.

*
* *

J'ai retrouvé un peu dans toute la Pologne les mêmes préoccupations et les mêmes espoirs que j'avais entendu exprimer en Galicie. A Varsovie, durant le temps que j'y ai passé, un souci

dominait tous les autres : celui de satisfaire aux besoins de la défense nationale. Armes et munitions manquaient : les envois de l'étranger étaient insuffisants et parvenaient avec une lenteur désespérante. Quelques ingénieurs formèrent ensemble une petite société, « l'Obus », et commencèrent à fabriquer ; on procéda rapidement à la transformation d'un certain nombre d'usines. Mais, hélas ! ce n'étaient pas les machines qui faisaient défaut, c'étaient aussi les spécialistes. Combien de fois j'entendis alors regretter que les propositions faites par un grand établissement français de l'Ouest, de transporter en Pologne une fabrique de munitions toute montée, matériel et personnel dirigeant, eussent été déclinées par le gouvernement de Varsovie !

Dans la région des filatures et des tissages, à Czenstochowa et à Lodz, le « Manchester polonais », le travail n'avait guère été repris que par un tiers des usines : encore ne travaillaient-elles pas à plein. Le coton était arrivé en quantité suffisante d'Angleterre et de Brême ; la laine d'Australie ne manquait pas. Mais des dissenti-

ments avaient éclaté entre patrons et ouvriers, et les exigences de ces derniers étaient telles, que deux des principales maisons de Lodz hésitaient à accepter une importante commande passée par l'Etat pour les besoins de l'armée, parce qu'elles n'étaient pas certaines de pouvoir l'exécuter dans les délais voulus.

L'activité était généralement plus grande en Posnanie, où l'outillage industriel est resté intact et où les syndicats ouvriers, tout en exigeant des salaires très élevés, font observer une exacte discipline et tiennent à honneur de maintenir la production à son niveau d'autrefois. Les dix-neuf fabriques de l'ancien Grand-Duché continuent d'exporter en France, en Angleterre et en Amérique ; le sucre est échangé contre des engrais chimiques, dont l'agriculture posnanienne fait une grande consommation. L'amidon produit par les usines de Lubein, de Wronky et de Torun (Thorn) est en grande partie affecté au même échange. Les Polonais ont racheté la plupart des fabriques de machines agricoles, installées en grand nombre par les Allemands.

Bromberg, avec ses scieries et ses papeteries, est resté le grand centre industriel que l'Allemagne en avait fait ; mais dans cette ville qui semblait naguère si prussienne, on n'entend plus parler que le polonais. Ni l'exportation du bois, brut ou fabriqué, ni celle de l'alcool et des fameuses liqueurs de Gniezno (Gnesen) ne s'est ralentie, depuis que ces industries ont été placées sous une direction purement polonaise.

Lorsque j'ai demandé à quelques-uns des principaux hommes d'affaires de Varsovie comment ils envisageaient l'avenir économique de la Pologne et quels étaient, pour le présent, leurs *desiderata*, voici à peu près ce qu'ils m'ont répondu :

« D'abord du charbon : la réorganisation et le développement de notre industrie sont entièrement subordonnés à la question du combustible. La France a bien voulu nous céder sur sa créance allemande 250.000 tonnes par mois : vous ne direz jamais assez haut combien nous lui sommes reconnaissants de ce sacrifice. Et jamais non plus vous ne sauriez trop répéter que la possession de la Haute-Silésie est indispensable

à la Pologne. Songez que pour nous le salut, économique et politique, est dans une reconstruction aussi rapide que possible de nos industries, dans un accroissement énorme de notre production. Nous avons calculé que, s'il nous était possible d'exporter, seulement pendant un mois, le charbon de la Haute-Silésie, le produit de la vente suffirait pour renouveler tout le matériel des mines polonaises.

« On vous a dit partout, et vous avez constaté vous-même que nous avons besoin des capitaux étrangers. Dès le lendemain de l'armistice, on s'est efforcé dans tout le pays d'expulser le capital allemand ; on y a souvent réussi. Mais il ne faut pas se faire d'illusions ; le capital allemand cherchera à rentrer en Pologne. Nous ne résisterons à ses efforts que si vous nous y aidez. Et ici permettez-nous de parler franchement. A côté de capitaux sérieux, vraiment bienfaisants pour le pays, il nous est quelquefois venu de France, au cours des trente dernières années, des capitaux qu'on pourrait appeler de « spéculation ». Les Allemands ne

se firent pas faute d'opposer deux méthodes d'action financière, dont l'une tendait à augmenter le bien-être du pays en exploitant mieux ses ressources, dont l'autre visait plutôt à réaliser immédiatement de gros bénéfices, traitant le pays en colonie, y prenant tout, n'y laissant rien. Moins de capitaux de spéculation, plus de capitaux d'exploitation et de travail, voilà ce que nous souhaitons de la France, dans notre intérêt comme dans le sien.

« Autant pour le moins que dans notre industrie, le capital français trouverait dans notre commerce un emploi avantageux. Pourquoi, en ce qui concerne l'importation des produits coloniaux, le Hâvre ne remplacerait-il pas Hambourg ? Pourquoi la France ne profiterait-elle pas du droit de cabotage fluvial, que le traité de Versailles accorde aux Alliés et retire à l'Allemagne, pour nous aider à développer notre navigation intérieure ? Pourquoi enfin les produits français ne remplaceraient-ils pas en Pologne les produits allemands ?

« Certes, il y faudra un effort, car l'Allemagne

garde sur la France certains avantages. Trois ans d'occupation lui ont donné tout loisir d'étudier notre pays, de connaître nos besoins, nos goûts et nos habitudes. Ses mœurs commerciales nous sont plus familières que les vôtres, et s'adaptent mieux à nos convenances : livraison rapide et longs crédits, une grande souplesse à se conformer aux désirs de la clientèle, beaucoup d'audace dans l'entreprise et de promptitude dans la réalisation. Enfin, pour le moment, les conditions du change allemand, tout en étant défavorables, sont pour nous moins désastreuses que celles du change français.

« Mais ces obstacles ne sont pas invincibles, et il vaudrait la peine de les vaincre. Car la Pologne ne représente pas seulement un marché de consommation ; elle est encore et sera de plus en plus une place de transit. Elle sert d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient. Combien de produits allemands, autrichiens, hongrois n'atteignaient la Russie qu'à travers la Pologne ! Nous transformions les uns, nous revendions les autres tels quels. Les industries de transforma-

tion et de finition occupaient, rien qu'à Varsovie, des milliers d'ouvriers.

« Nous concevons fort bien un système commercial, qui ferait de la Pologne l'intermédiaire entre la production française et la consommation orientale, russe en particulier. Ainsi vous nous feriez profiter d'une partie des capitaux que vous destiniez naguère si largement à la Russie, et nous mettrions à votre disposition l'expérience que nous avons du pays russe et l'activité des milliers d'agents commerciaux que nous y avons toujours entretenus. Entre tant d'aspects sous lesquels on peut envisager la collaboration de la France et de la Pologne dans le monde, celui-là n'est peut-être pas le moins séduisant pour vous et pour nous. »

*
* *

De quelque façon qu'on le conçoive, l'avenir économique de la Pologne est subordonné à la valeur pratique du débouché maritime dont disposera l'Etat polonais. Les événements mili-

taires de ces derniers mois ont fait ressortir l'importance de la « Question de Dantzig ». Les Polonais pouvaient-ils oui ou non faire usage du port que le traité de Versailles avait mis à leur disposition ? Durant tout le mois de juillet et la première quinzaine d'août, ils ne le purent point. Je me trouvais à Dantzig au moment où y arriva le bâtiment anglais *Triton*, chargé de quelques minutions qui n'étaient certes pas de première valeur. Les dockers du port, passant brusquement de l'internationalisme le plus pur au plus farouche patriotisme allemand, refusèrent de décharger le *Triton*. Les Polonais ripostèrent en arrêtant les convois de vivres dirigés vers Dantzig. La ville se crut menacée de famine ; des troubles éclatèrent. Une foule de vingt mille personnes se rua sur le palais du gouvernement, où résident côte à côte le haut-commissaire interallié et le premier bourgmestre de la ville, chef de l'*Oberpræsidium*. Celui-ci avait été mis fort mal en point, et déjà les factieux avaient forcé les portes du palais, lorsque la police prussienne de sûreté (*Sicherheitspolizei*) accourut

et rétablit l'ordre à coups de mitrailleuses. Il y eut un tué, plusieurs blessés. Le soir, dans les hôtels et dans les maisons privées, les ouvriers allemands, armés de gourdins et de couteaux, se livrèrent à une véritable chasse au Polonais ; des étrangers qui, j'en réponds, n'étaient point Polonais, furent brutalement tirés de leurs lits et passèrent une nuit fort désagréable (29-30 juillet).

Quelques jours après, les dockers dantzigois voulurent bien ne pas s'opposer à ce que des soldats britanniques déchargeassent le bateau de munitions ; les caisses furent transportées sur des chalands, qui remontèrent la Vistule jusqu'à Dirschau ; là, nouvelle rupture de charge et et transbordement des caisses sur des wagons à destination de Varsovie ; elles y arrivèrent quand Dieu voulut.

Évidemment cela ne s'appelle pas « disposer » d'un port. J'ai demandé tour à tour au haut-commissaire interallié et au commissaire général polonais comment ils appréciaient une telle situation et quels remèdes ils pensaient qu'on y pût apporter.

« Les articles du traité qui forment actuellement le statut de la ville libre de Dantzig, m'a répondu le premier, reposent sur un postulat : la possibilité de relations convenables, d'une entente amiable entre Dantzigois et Polonais. Malheureusement, ce postulat ne s'est pas vérifié. Lorsqu'ils arrivèrent ici, en février, les Polonais prétendirent traiter la ville, comme s'ils l'avaient conquise : grand appareil militaire, occupation des gares et des édifices publics, des soldats plein les rues. Une frontière terrestre à peu près infranchissable ; un front de mer hérissé de mitrailleuses, qu'on déchargeait sur les pêcheurs inoffensifs s'ils s'approchaient trop près de la côte. Force me fut bientôt de reconnaître que toute conciliation était impossible. Il fallait pourtant administrer la ville dans l'intérêt des habitants. Or, sur une population de 190.000 âmes, Dantzig compte 180.000 prussiens et 10.000 Polonais. Bien que toutes les précautions eussent été prises, lors des élections, pour garantir les droits de cette minorité, sept Polonais seulement furent envoyés à la Constituante, qui

comprend 120 députés. J'ai nommé un conseil exécutif provisoire ; j'y ai fait entrer un Polonais. Au surplus, j'ai conservé toute l'administration d'autrefois qui est compétente, mais prussienne. Les quatre officiers anglais qui m'ont accompagné à Dantzig, contrôlent simplement l'activité des fonctionnaires locaux. De temps en temps, je réunis dans une conférence Dantzigois et Polonais : leurs points de vue sont si violemment opposés qu'on n'aboutit jamais à une conclusion. Il me semble que le système actuel ne peut pas être maintenu. Dès qu'aura été signée la convention entre Dantzig et la Pologne, le mieux qu'on puisse faire, à mon avis, sera de remettre le contrôle de la ville libre à une commission administrative, composée d'un nombre égal de Polonais et de Dantzigois, et d'un représentant de la Ligue des Nations. Déjà cette suggestion a été officieusement soumise au Conseil suprême, et M. Millerand a paru l'agréer. »

Le commissaire général polonais m'a déclaré de son côté :

« Oui, des fautes ont été commises dans les

premiers temps de l'occupation, non par notre gouvernement, mais par quelques éléments militaires un peu excités. Nous avons aussitôt réprimé les abus et mis un terme aux maladresses. Mais notre situation ne s'est pas beaucoup améliorée. Nous avons aujourd'hui contre nous, d'une part, les communistes, qui font cause commune avec les bolcheviks, de l'autre, les nationalistes, qui tiennent pour les Allemands. Berlin fait une propagande intense par la presse, par les fonctionnaires qui vivent encore aujourd'hui des subsides du gouvernement allemand, par des agents officieux, chargés d'entretenir la division et de fomenter des troubles. Nous espérions du moins pouvoir nous servir du port ; le traité de Versailles nous en attribue le « libre usage » et nous confère le droit « de le développer et de l'améliorer » ; nous en avions conclu que l' « administration » du port nous était ainsi reconnue. Mais les Dantzigois nous ont fait observer que, là où « le contrôle et l'administration » sont assurés à la Pologne, ces deux mots sont spécifiés en toutes lettres : il en est ainsi pour

le réseau ferré et pour le cours de la Vistule, non pour le port de Dantzig. Voilà donc où nous en sommes : libre à nous de « disposer » du port, de le développer et de l'améliorer ; mais nous n'avons pas le droit de l' « administrer ». Les conséquences, vous les avez vues ces jours-ci, elles ont été assez graves pour attirer l'attention du Conseil suprême et pour l'amener, du moins nous l'espérons, à nous conférer enfin des droits dont nous puissions pratiquement nous servir. »

Il faut à la Pologne un port ; ce port ne peut être, semble-t-il, que celui de Dantzig. Dantzig, ville prussienne par la majorité de la population, par ses lois, par ses mœurs, par sa religion, peut-elle être effectivement détachée de la Prusse et redevenir la « ville libre » qu'elle fut autrefois ? Peut-on faire revivre avec une force suffisante chez les habitants de la vieille ville hanséatique les traditions d'une indépendance glorieuse, mais oubliée ? Peut-on espérer que la communauté d'intérêts économiques, — la Pologne a besoin de Dantzig pour respirer, Dantzig

ne peut pas vivre sans la Pologne, — suffira à former et à maintenir entre les deux parties ces relations amiables, cette collaboration bienveillante que les auteurs du traité de Versailles avaient escomptées un peu gratuitement ?

Je me posais toutes ces questions en visitant le port, en parcourant les rues pittoresques, en visitant les monuments de Dantzig. Que demeure-t-il des temps anciens ? un décor magnifique, d'imposants témoignages d'une puissance évanouie, mais non regrettée. L'extérieur fait encore illusion : mais entrez dans une de ces belles églises, solides, hautes, droites comme des forteresses. Ceux qui les bâtirent, au xve siècle, avaient su s'affranchir de la domination des Chevaliers Teutoniques. Mais ceux qui les ont restaurées ! ceux qui en ont aménagé l'intérieur ! Il faut pénétrer dans Sainte-Marie ou dans l'église de la Trinité, pendant le service du dimanche, pour apercevoir combien est profonde et désastreuse l'empreinte du luthéranisme prussien. Au long des quais charmants de la Mottlau, par les rues que bordent les vieilles maisons à pignons

gothiques et les larges perrons à balustrades, circule une foule exactement semblable à celle de Berlin ; même physionomie, même allure, même goût, hélas ! dans les modes féminines... Un soir que la lune éclairait la Porte Verte et le marché aux poissons, je fus interrompu brusquement dans ma rêverie par une lointaine musique de bal public ou de chevaux de bois. Peu à peu les sons se rapprochèrent, et je vis s'avancer sur le calme de l'eau un bateau ridiculement illuminé et fleuri. Un orchestre, où dominaient les cuivres, était installé sur la passerelle, et, sur le pont arrière, des couples dansaient. Des citadins en goguette revenaient ainsi de Zoppott, petite plage voisine, dont le casino, avec ses salles de jeu et son restaurant en plein vent constitue désormais, selon les journaux de Berlin, une des principales attractions de la Baltique. L'orchestre continua son vacarme, pendant que les passagers débarquaient en se bousculant ; on entendait résonner de gros rires et d'énormes claques dans le dos. Comment ce tableau grotesque rappela-t-il soudain à ma mémoire une

autre image ? La nuit d'août était aussi tiède, la lune brillait du même éclat ; quelques gondoles, sortant pour les premières sérénades, croisaient sur la lagune les larges barques qui chaque soir ramènent de Murano les ouvrières des usines ; des barques s'échappe, comme en sourdine, le gazouillement du parler vénitien ; quelques accords de mandoline partent des gondoles, et le calme de la nuit plane sur la ville et sur l'eau, majestueux et respecté. Ils appellent Dantzig la « Venise du Nord », et, à ne penser qu'au décor, cela ne choque pas trop ; mais remettez-y les figurants, dites : « la Venise prussienne » ; et le paradoxe éclate. Dantzig, oh ! la belle ville, et le vilain monde !

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE :

L'AGRICULTURE, LES COOPÉRATIVES ET LES BANQUES

Une exploitation agricole dans l'ancien gouvernement de Lublin. — Les Coopératives agricoles en Posnanie. — Le système financier. — La politique économique du gouvernement polonais. — Les dangers de l'étatisme.

J'avais exprimé le désir de visiter un grand domaine polonais.

— N'en choisissez pas un trop grand, me dirent mes amis de Lublin. Chez les Zamoïski, vous ne verriez rien en huit jours. Il y a, à vingt-cinq kilomètres de la ville, une fort belle terre de quelques milliers d'hectares ; vous y trouverez, groupés dans un espace restreint, des cultures,

des forêts et des étangs, une sucrerie, une distillerie d'alcool et quelques autres petites industries indispensables à la campagne ; le tout bien installé et exploité avec méthode.

C'est ainsi que je fus présenté au maître de Garbow qui, lorsqu'il n'est pas ministre (il le fut en 1918 dans le premier gouvernement polonais) partage son temps entre son domaine, qu'il administre aidé de ses deux fils, et Varsovie, où il dirige de grandes affaires. M. Broniewski revenait précisément de la capitale ; il me proposa de m'emmener le soir même à Garbow, où il rentrait pour quelques jours. Au trot allongé de deux grands chevaux russes, nous suivîmes la chaussée qui va, par Lublin, de Przemysl à Varsovie ; elle avait été, en 1915, le théâtre d'une grande bataille ; les traces des tranchées étaient encore visibles et l'on rencontrait, de temps en temps, un petit cimetière en plein champ. Le pays est assez vallonné, pour la Pologne, et agréablement coupé de bois de pins. Comme on approchait de Garbow, de grands étangs luirent au soleil couchant.

Chemin faisant, M. Broniewski me désignait les limites de son domaine. « Ces champs nous appartiennent, disait-il ; ceux-ci ne sont plus à nous, ils sont aux paysans. » Et pourtant ces terrains se touchaient, étaient enclavés les uns dans les autres. Je lui demandai une explication. « Le gouvernement russe, me répondit-il, en affranchissant les paysans, donna à chacun d'eux une parcelle de terre. En Pologne, cette distribution fut faite de manière à incommoder le plus possible les grands propriétaires et à ménager entre eux et les paysans des causes de différends et de mésentente. Toute la politique russe tendait à nous diviser et à entretenir chez nous la haine de classe. »

Toute la journée du lendemain fut consacrée à la visite du domaine. Il n'y a ici ni fermier, ni métayer ; le propriétaire exploite directement sa terre et loue à l'année des ouvriers agricoles. Jusqu'à ces derniers temps, outre les ouvriers loués à l'année, on employait les paysans (petits propriétaires) des environs, qui, insuffisamment occupés sur la parcelle qu'ils possédaient, ve-

naient volontiers faire des journées. Ils n'y consentent plus aujourd'hui : la guerre les a enrichis, souvent ils ont arrondi leur petit domaine ; enfin ils s'entendent fort mal avec les ouvriers, dont les tendances politiques et les intérêts sont différents des leurs.

Un tarif uniforme fixe pour tout le royaume le salaire dû à l'ouvrier. L'année dernière (1er juillet 1919 à 30 juin 1920), l'ouvrier agricole recevait 1.400 marks. Il avait droit en outre au logement et au chauffage, à un demi-hectare de terrain pour faire pousser des pommes de terre, à 16 quintaux de blé et au fourrage pour entretenir deux vaches. Les heures de travail étaient payées, aux femmes 80 pfennigs, aux petits garçons 1 mark. La quantité de blé allouée à l'ouvrier dépassait les besoins de sa famille, et il en vendait une partie. Néanmoins ces conditions ne lui semblent pas suffisantes, et il réclame une augmentation de salaire. Dans l'ancienne Pologne russe, l'ouvrier agricole est non seulement illettré, mais profondément ignorant; aussi les agitateurs communistes ont-ils trouvé

chez lui une moindre résistance que chez l'ouvrier de fabrique, qui sait lire et qui est inscrit régulièrement à un parti. Au surplus, c'est aux environs de Lublin, dans les campagnes, et à Lodz, dans les industries textiles, que j'ai rencontré, si je ne me trompe, les éléments ouvriers les plus indisciplinés de toute la Pologne.

La sucrerie de Garbow produisait annuellement avant la guerre de 40 à 50.000 quintaux de sucre. A cette époque, les plantations de betteraves couvraient jusqu'à 1.500 hectares : pendant la guerre, elles n'en occupèrent plus que 600. Il est intéressant de comparer entre elles les proprotions des betteraves fournies à la sucrerie par les grands propriétaires et par les paysans avant la guerre et pendant la guerre. En 1913, 65 °/₀ provenaient des paysans, 35 °/₀ des grands propriétaires ; en 1918, les grands propriétaires fournissent 83 °/₀ et les paysans 17 : la production tombe à 8.000 quintaux. Les paysans, vendant fort cher tous leurs autres produits, n'avaient plus d'intérêt à faire des betteraves.

La sucrerie occupe, suivant la saison, de 200 à 400 ouvriers. Vingt-quatre familles d'ouvriers et douze d'employés occupent dans l'enceinte de la fabrique des logements aménagés à leur intention ; les autres habitent dans le village. Un ouvrier qualifié gagnait avant la guerre un rouble par jour ; il touche aujourd'hui 40 marks et jouit en outre des avantages suivants : un logement de deux chambres, le chauffage et l'éclairage gratuits ; un champ pour cultiver des pommes de terre, la nourriture pour deux vaches, cinq livres de sucre par mois et une quantité de farine réglée, selon l'importance de la famille, par le ministère de l'approvisionnement. Le sucre est gratuit, la farine est livrée à prix réduit. Les employés reçoivent les mêmes allocations en nature que les ouvriers, si ce n'est que leur logement comprend trois chambres et que leur ration de sucre est de dix livres ; leurs appointements mensuels, qui étaient de 80 roubles avant la guerre, s'élèvent aujourd'hui à 2.000 marks.

Dans la briqueterie, qui fournit les matériaux de construction et de réparation pour le domaine,

les ouvriers sont payés à la tâche. Chaque mille de briques leur est compté 434 marks ; en outre, ils sont logés. On calcule qu'un ouvrier produit au minimun 200.000 briques par saison.

La distillerie n'emploie que 10 ouvriers et 2 employés : les conditions de salaire sont sensiblement les mêmes qu'à la sucrerie. On ne traite que les pommes de terre. La production annuelle s'élève à 100.000 litres d'alcool à 100 degrés. La matière première est fournie par l'État, qui contrôle rigoureusement toutes les opérations, même à l'intérieur de l'usine. Pour chaque litre d'alcool consigné à l'administration publique, le producteur reçoit une indemnité de 4 marks 50. L'État revend ce litre d'alcool au public pour 200 marks. De même la vente du sucre est monopolisée : l'État le paye à la fabrique 500 marks le quintal et le revend à 920 marks au détail.

La culture du poisson, qui commence à se développer en Pologne et peut y devenir une industrie importante, est bien organisée à Garbow, où les étangs couvrent une superficie de

250 hectares. On pratique exclusivement l'élevage de la carpe. La production normale est de 500.000 kilogrammes par an ; elle a sensiblement baissé, en raison de la difficulté qu'éprouvent les éleveurs à assurer au poisson sa nourriture.

Les Russes, qui occupèrent le pays en 1915, vidèrent les étangs et endommagèrent les installations. Tous les propriétaires d'étangs, dans la Pologne du Royaume, forment un syndicat, qui assure la vente en gros de la production, à un prix dont l'État fixe périodiquement le maximum. Au mois de juillet 1920, le prix officiel du poisson était de 20 marks la livre.

« Les conditions de l'exploitation agricole, m'expliqua M. Broniewski, sont devenues très onéreuses, non seulement à cause du prix très élevé de la main-d'œuvre, mais encore du fait des charges extrêmement lourdes que l'État a fait peser tout d'un coup sur les propriétaires fonciers. L'ouvrier agricole, en Pologne Russe, vivait mal ; notre gouvernement s'est justement préoccupé d'améliorer son sort. Aujourd'hui

chaque ménage ouvrier a droit à un logement de deux chambres ; chaque agglomération ouvrière doit avoir son école, son établissement de bains, etc..... Nous aurions trouvé cette réforme excellente, si l'on ne nous avait contraints à la réaliser, pour ainsi dire, du jour au lendemain. La construction des bains et des écoles, la transformation des maisons d'habitation ont été pour nous l'occasion d'énormes dépenses.

« En fait, aucune exploitation agricole ne pourrait subsister, si elle était purement agricole. Nous ne nous tirons d'affaire que par les industries. L'exercice agricole de Garbow, pour l'année 1919-1920, se solde par un déficit d'un demi-million de marks. Ce déficit est couvert par les bénéfices industriels. Malheureusement, beaucoup de moyens propriétaires, qui ne disposent pas de cette ressource, renoncent à exploiter et vendent. La terre a atteint des prix élevés : dans notre district, l'hectare, qui valait 2.000 roubles avant la guerre, en vaut aujourd'hui 6.000 ; car vous savez que nos paysans, très méfiants à l'égard du papier polonais, continuent de régler

toutes leurs transactions en roubles ; en roubles du Tsar, bien entendu ; ils ne veulent pas entendre parler d'une autre monnaie. Le paysan convoite la terre et l'achète aux plus hauts prix. Ce n'est pas la loi agraire, ce sont les nouvelles conditions économiques qui amèneront le plus sûrement la disparition de la grande propriété dans la Pologne du royaume. Ce changement aura-t-il pour résultat une augmentation de la production, un progrès social ? Ce sont des questions que vous pourrez discuter avec de plus savants que moi. »

*
* *

La moyenne propriété, qui n'existe pas du tout en Galicie et qui est assez rare dans l'ancien Royaume, forme au contraire en Posnanie la base du système agricole. Le type de domaine le plus répandu dans le Grand-Duché a une étendue de 20 à 50 hectares. D'autre part, la population agraire, très dense en Galicie et en Pologne russe, l'est beaucoup moins en Posnanie. Enfin le paysan

posnanien est instruit : non seulement il connaît son métier, mais il a reçu, dans les cercles organisés par le clergé, une certaine éducation sociale et économique. Enrichi par la guerre, il a parfois acheté de la terre ; mais, le plus souvent, il a porté son argent à la banque : ici, l'ouvrier agricole apprécie les avantages de la grande exploitation et préfère généralement sa condition à celle d'un tout petit propriétaire.

Dans la population rurale de Posnanie, on peut distinguer trois catégories ; les paysans petits propriétaires, qui sont en petit nombre ; les fermiers, qui ont succédé aux « colonistes » allemands, reçoivent une concession et payent des arrérages en argent : on en compte un peu plus de 20.000 ; enfin les ouvriers agricoles, qui forment de beaucoup la classe la plus nombreuse. Ces derniers sont payés à l'année ; leur salaire est constitué partie en argent, partie en nature : ils sont logés gratuitement, ont la jouissance d'un jardin et d'un morceau de terre arable, et le droit de nourrir deux vaches sur les pâturages du domaine. On trouve fréquemment des familles

d'ouvriers agricoles établies sur une terre depuis soixante ans. L'effort combiné des propriétaires, qui sont tous bons agronomes, et des ouvriers qui appliquent avec docilité et intelligence les méthodes d'exploitation les plus modernes, a su tirer d'un sol beaucoup moins fertile que celui de la Galicie et de certaines parties du royaume une production abondante et variée. L'Allemagne, qui pensait à ses besoins, exigeait l'abondance ; les Polonais se préoccupaient surtout de la qualité : c'est désormais cette dernière tendance qui prévaut, et la Posnanie est destinée à jouer en Pologne un rôle analogue à celui que jouent en Allemagne certaines provinces saxonnes : sa production deviendra de plus en plus qualitative.

La Pologne aura dans le Grand-Duché quelque chose comme une immense ferme-modèle, d'où elle tirera ses semences, ses plants, ses animaux reproducteurs. Les agriculteurs posnaniens feront école et répandront dans les autres provinces leurs méthodes, leur outillage perfectionné, leur esprit d'ordre et d'économie.

Il serait injuste d'attribuer à l'Allemagne tout le mérite d'un développement dont elle a trop longtemps profité: le grand instrument de progrès, il faut le reconnaître non pas dans la colonisation prussienne, mais dans l'institution toute polonaise et catholique des coopératives agricoles. J'ai rappelé plus haut [1] l'origine de ces organisations confessionnelles, seules tolérées par le gouvernement allemand, et montré comment le clergé posnanien avait groupé dans des associations parallèles les ouvriers des villes et ceux des campagnes. Les coopératives n'offrent pas seulement aux paysans posnaniens des moyens d'éducation sociale et morale : écoles du soir, conférences, journaux; mais encore des organes de progrès économique: banques, caisses rurales, offices de vente et d'achat en commun.

La « Centrale des Coopératives Agricoles » (*Zentrala Rolnikow*) est une société anonyme au capital de six millions de marks. C'est par son entremise que les coopératives entrent en relations avec le marché national et mondial ; tou-

1. V. chap. I[er], p. 38 et suiv.

tes les opérations commerciales sont de son ressort : elle est, en somme, l'intermédiaire entre la production, d'une part, la grande consommation et l'exportation de l'autre.

La « Centrale des Machines Agricoles » (*Zentrala Maszyn*) fournit aux sociétés l'outillage nécessaire à l'exploitation.

Les coopératives elles-mêmes, au nombre de 350, se divisent ainsi : 200 « coopératives de crédit » (*Bank Ludowy :* prêts sur titres et sur hypothèque, dépôts, etc.) ; 70 « coopératives agricoles » (achat en commun des matériaux, outils, vêtements, denrées alimentaires, vente en commun des produits) ; 20 « coopératives de colonisation » (*Spolszcky-Ziemskie :* achat en commun et lotissement de domaines, qui sont revendus ou loués par parcelle aux paysans) ; enfin quelques associations ayant pour but d'administrer les locaux affectés aux cours du soir et aux conférences, les imprimeries, les magasins. Toutes ces coopératives sont fédérées entre elles et reliées à la *Société Centrale*, dont Mgr Adamski est le président. Enfin cette *So-*

ciété a fondé et administre une *Banque Centrale* (*Bank-Zwiazkowspolacz :* banque de l'Union des Sociétés Coopératives) qui est aujourd'hui le plus grand institut de crédit de toute la Pologne. C'est une société anonyme au capital de 200 millions de marks, plus 70 millions de réserves ; ses dépôts s'élèvent à plus d'un milliard. Aux membres des coopératives elle sert, pour leurs dépôts, un intérêt de 2 à 5 %, et consent des prêts à un taux qui varie entre 4,1/2 et 7 % ; elle est en outre à la disposition du public, pour qui elle fait toutes opérations de banque. Si l'on observe qu'au milliard déposé dans les caisses de la Banque Centrale, viennent s'ajouter les 900 millions de dépôts reçus par les Coopératives de Crédit (*Bank Ludowy*), on conviendra que la Posnanie, loin d'avoir été éprouvée par la guerre, en a indirectement retiré un singulier accroissement de richesse.

*
* *

Le phénomène qu'on observe en Posnanie s'est produit un peu dans toute la Pologne, mais en moindre proportion : il y a eu un changement profond dans le répartition de la richesse liquide ; l'argent s'est raréfié dans les villes et s'est répandu dans les campagnes. La classe agraire a acquis des biens fonciers et elle a accumulé des capitaux dans les Banques. Celles-ci se sont développées, en nombre et en importance, avec une rapidité prodigieuse. De nouveaux instituts de crédit se sont créés, les anciens ont multiplié leurs succursales. Ce développement inquiète avec raison les économistes, qui en ont signalé le danger au gouvernement. Il est devenu impossible d'exercer sur les capitaux un contrôle effectif, et la spéculation ne connaît plus de limite. Les Polonais revenus de l'étranger, et surtout des États-Unis, ont souvent abusé des avantages que leur assurait un change formidable ; ils se sont faits les inter-

médiaires largement rémunérés d'opérations désastreuses pour leur pays.

Avant tout, il faut à la Pologne une « Banque d'État ». Cette institution existe en Posnanie ; en Galicie, la « Banque du pays » (*Bank Krajowy*) en remplissait à peu près les fonctions. Deux projets étaient à l'étude, lors de mon séjour à Varsovie : le premier prenait pour base de la future Banque d'État les organes déjà créés, l'autre envisageait la fondation entièrement nouvelle d'un institut national d'émission et de crédit. On n'entrera pas ici dans le détail des deux systèmes, pas plus qu'on n'examinera les divers projets d'emprunt intérieur ou extérieur, dont le mieux étudié paraît être celui du ministre des finances, M. Ladislas Grabski. Le seul point qu'on veuille retenir, c'est la nécessité pour la Pologne de sortir au plus tôt d'un « provisoire » qui la tient à l'écart de la vie économique mondiale ou ne lui permet d'y participer qu'à des conditions extrêmement onéreuses.

« Voyez notre billet de banque, — me disait

un journaliste polonais très versé dans les questions financières. Sous l'indication de la valeur nominale, vous lisez cette mention : « Il sera fait honneur à ce billet, dans la mesure que la Diète déterminera ultérieurement par une loi. » La Diète n'ayant encore rien déterminé, nous échangeons nos billets de banque comme les pontes échangent des jetons de casino ; c'est un simple jeu de société. Au lendemain de l'indépendance, nous nous sommes trouvés avec trois monnaies : roubles russes, marks allemands et couronnes autrichiennes. Pendant quelque temps, elles furent maintenues toutes les trois ; puis on fit l'unification sur la base du mark. Pour faire face aux premières nécessités de l'organisation, puis aux dépenses de la guerre contre les Bolcheviks, l'État n'avait qu'un moyen : faire rouler la planche à billets. Il en a usé et peut-être abusé. Le résultat, vous le connaissez : notre monnaie n'est pas seulement dépréciée, elle n'est cotée officiellement nulle part. Il y a un cours du change, établi pour les besoins de chaque jour : mais il est purement officieux et

par conséquent arbitraire, soumis sans contrôle aux caprices de la spéculation. Aussi le moindre achat fait à l'étranger est-il ruineux pour la Pologne. Nous ne sortirons de cette condition misérable qu'à deux conditions : d'abord, produire, non seulement pour subvenir à nos besoins, mais pour exporter et nous ménager des crédits à l'étranger ; ensuite, restreindre la circulation fiduciaire, la régulariser et la garantir par la création d'une Banque d'État, l'émission d'un emprunt et l'établissement d'une couverture ; remplacer, en un mot, ces jetons de casino par une monnaie honnête et de bon aloi, que tout le monde accepte à des conditions légalement déterminées. Cette dernière réforme ne peut guère tarder et j'espère bien que l'année prochaine, si vous revenez nous voir, nous ne serons pas obligés de vous donner, comme aujourd'hui, seize marks polonais pour un franc. »

*
* *

Produire et exporter ; augmenter la production en développant les industries ; réduire au strict nécessaire la consommation nationale, de manière à accroître d'autant les contingents disponibles pour l'exportation : tel est en effet le remède au malaise économique dont souffre actuellement la Pologne. Là-dessus, nul doute n'est possible. Mais comment appliquer ce remède ? Ici commencent les controverses. On a vu, dans les pages qui précèdent, comment l'État polonais, justement préoccupé d'exploiter au mieux les richesses naturelles du pays, a monopolisé à son profit, sinon la production elle-même, du moins la répartition et la vente d'un certain nombre d'articles importants. L'alcool est fabriqué par les industriels en régie, pour le compte de l'État ; le charbon, le pétrole, le gaz naturel, le sucre, ne sont distribués et vendus que par l'État ; d'autres produits, comme le bois, sont étroitement « contingentés » et ne

peuvent être vendus, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, qu'avec l'autorisation de l'État, sous son contrôle et aux prix qu'il a fixés.

Pour mieux faire comprendre le système, citons quelques chiffres. Au mois de juillet 1920, le charbon en gros morceaux était livré au public au prix de 670 marks la tonne ; l'État le payait 350 marks aux propriétaires d'une mine de première classe, un peu plus à ceux d'une mine de deuxième classe. La différence entre les deux prix sert, comme on le voit, à égaliser les conditions entre les diverses catégories de producteurs. Elle est encore utilisée par l'État pour rembourser aux entreprises une partie des dépenses qu'elles assument en fournissant aux ouvriers, comme elles y sont tenues par la loi, des vivres, des vêtements, des chaussures à des prix très inférieurs à ceux du commerce. Enfin l'excédent constitue une sorte d'impôt indirect, prélevé par l'État sur le producteur. Les mêmes règles sont appliquées à la vente du pétrole, à celle du sucre, etc...

Ce système offre quelques avantages incon-

testables : il permet à l'État de contrôler rigoureusement la production et d'en réserver pour l'exportation une part importante ; en outre, il assure à l'ouvrier, par ces temps de vie difficile, des avantages que celui-ci apprécie beaucoup plus que toutes les augmentations de salaire. Avant d'abandonner le travail, l'ouvrier songe que, du jour où il quittera l'usine, il n'aura plus accès au magasin ; où et à quel prix se procurera-t-il, pour lui et pour sa famille, les denrées de première nécessité ? Cette considération a empêché bien des grèves.

Mais les producteurs polonais reprochent souvent à l'État une intervention qui gêne leur liberté, et, en limitant étroitement leurs bénéfices, décourage l'initiative et stérilise le progrès technique. Or initiative et progrès technique ne contribuent point pour une faible part à l'accroissement de la production. Je me trouvais à Boryslaw au moment où l'on décida d'étendre à tout le territoire l'application du décret qui attribue à l'Etat en Galicie occidentale le monopole de la distribution du gaz naturel. On sait

que le gaz s'échappe des puits de pétrole en si grande quantité, qu'après avoir chauffé les chaudières et actionné les machines des industries pétrolières, il suffit encore à fournir l'éclairage et le chauffage à plusieurs villes. « Provisoirement, m'expliqua le directeur d'une grande société de Boryslaw, les maisons qui ont entrepris le transport et la distribution du gaz, conservent leurs droits. Mais qu'arrivera-t-il ? Si elles font de mauvaises affaires, on leur laissera le soin de se débrouiller. Si, grâce à un outillage perfectionné, elles réalisent des bénéfices, l'État rachètera leurs installations au prix qu'il fixera lui-même. Voilà ce qu'on appelle encourager l'industrie ! »

J'ai été étonné de rencontrer en Pologne, où l'individualisme est fort développé, une tendance aussi marquée à l'étatisme, et j'en ai souvent demandé les raisons. On m'en a donné plusieurs : d'abord, la nécessité où est l'État de se créer immédiatement des ressources ; puis l'influence exercée, pendant les trois années d'occupation, par l'organisation allemande des Centrales de

distribution ; enfin on m'a parlé d'ignorance et même de démagogie. Il est certain qu'en économie politique, la solution étatiste, si elle n'est pas toujours la meilleure, est ordinairement la plus simple, ou la plus simpliste. Faute d'avoir suffisamment étudié un problème, on ne sait comment le résoudre ; alors on fait intervenir l'État : un bon décret, et voilà la solution trouvée. Il se peut aussi que le souci d'éviter des désordres sociaux, joint au désir de donner satisfaction à l'électeur, ait amené la majorité de la Diète à approuver certaines dispositions. J'observe pourtant que, si la tendance de l'État polonais à devenir le seul distributeur de produits m'a semblé évidente et incontestable, je n'ai pas entendu qu'il fût question en Pologne de « nationaliser » les moyens de production. Les paysans, qui forment à l'Assemblée le parti le plus nombreux, veulent bien que l'État partage la terre, mais non qu'il la leur prenne. Une motion tendant à la nationalisalion des forêts a soulevé des tempêtes. Il y a là, si je ne me trompe, une contradiction, ou tout au moins un danger : la na-

tionalisation des produits mène tout droit à celle des moyens de production : comment s'arrêter à mi-chemin ?

Le principe étatiste, qui semble dominer en ce moment l'économie intérieure de la Pologne, exerce aussi son influence sur les relations commerciales et financières avec les autres pays : on le voit apparaître dans les règlements relatifs à l'exportation et dans le contrôle des capitaux étrangers. Nul ne peut exporter de Pologne une marchandise, matière première ou produit fabriqué, sans l'autorisation du gouvernement. Il est très naturel que l'État polonais, qui subit partout les inconvénients d'une devise dépréciée, utilise pour des échanges en nature la totalité des produits que n'absorbent point les besoins intérieurs strictement calculés ; qu'il envoie son pétrole en Tchéco-Slovaquie pour obtenir des machines, son sucre et son amidon en Angleterre et en Amérique pour se procurer du coton et des engrais chimiques. Mais l'intervention de l'État ne se borne pas au contrôle, on pourrait dire au monopole de l'exportation. Soucieux de s'assurer

à l'étranger des crédits en espèces, le gouvernement polonais a fait son profit d'une expérience qu'ont récemment instituée les gouvernements de Prague et de Berlin. Le producteur n'obtient le permis d'exporter que s'il se soumet aux conditions suivantes : le prix de vente, fixé par l'État, et payable, bien entendu, en monnaie du pays d'achat, est versé par l'acheteur au compte de l'État ; puis, pour rembourer l'exportateur, l'État se sert de sa propre monnaie. Ainsi le pétrole galicien exporté en France par des producteurs français serait payé par nous en francs français à l'État polonais et remboursé par celui-ci aux producteurs en marks de Pologne. L'État s'assurerait ainsi un double avantage : d'une part, il se procure des crédits en francs qui contribueront à relever le cours de sa devise ; de l'autre, étant donné la dépréciation de celle-ci, il oblige le producteur à remployer dans le pays même la plus grande partie de ses bénéfices. Mais une telle mesure n'aura-t-elle pas aussi pour conséquence d'éloigner les capitaux étrangers d'un pays où ils trouveront

si peu d'intérêt à travailler et où, soumis aux charges fiscales les plus lourdes, ils jouiront d'une liberté d'action si parcimonieusement mesurée ?

On a vu en effet comment le capital industriel est doublement imposé, au bénéfice de l'État, et à celui des ouvriers. Des avantages assurés à ceux-ci : distribution de vivres et de vêtements à prix réduits, logement gratuit ou à bon marché, écoles, bains, etc... c'est l'employeur qui fait les frais ; l'État ne lui rembourse qu'une faible part des dépenses qu'il l'oblige à supporter. Les producteurs obtiennent-ils du gouvernement un léger relèvement des prix de vente ? Aussitôt les ouvriers d'exiger à leur tour un relèvement des salaires. Il faut louer l'État polonais des mesures qu'il a prises en faveur du travail ; toutefois, il y a une limite de charge qu'il serait dangereux de dépasser : c'est le point au delà duquel l'entreprise n'aurait plus d'intérêt à produire, et moins encore à développer la production en procédant à des installations nouvelles.

Pendant mon séjour en Pologne, j'ai souvent

entendu discuter la question des mesures à prendre pour réglementer l'introduction et assurer le contrôle des capitaux étrangers. Le plus souvent, on reconnaissait la nécessité, pour un pays nouveau, riche en matières premières, mais dépourvu de moyens financiers, d'accepter les concours extérieurs qui lui permettront de mettre rapidement en œuvre ses propres ressources. Cependant on faisait des réserves et des objections ; le capital de l'entreprise pouvait être étranger, mais l'administration devait être mixte, et même en majorité polonaise. Il ne fallait pas permettre que des sociétés étrangères établies en Pologne formassent entre elles des consortiums trop puissants ; enfin, et toujours, on invoquait le « contrôle de l'État ».

Le 16 juin 1920, on établit sur la matière un projet de décret, qui devait être soumis au Conseil des ministres et pouvait être approuvé par lui sans passer par l'Assemblée ; les sociétés étrangères seraient autorisées à fonder en Pologne des succursales, à la condition que ces succursales fissent l'objet d'une comptabilité sépa-

rée, eussent leur siège social à l'intérieur du pays et fussent administrées par un conseil comprenant un certain nombre de Polonais. La majorité polonaise dans le conseil ne serait exigée que pour les entreprises intéressant directement la défense nationale et le fonctionnement des grands services publics (fabrications de guerre, chemins de fer, etc...). Ces dispositions se retrouvent à peu près dans le projet définitif, dont le Comité économique a arrêté les termes au début de juillet. En voici le résumé :

1° Les entreprises financées par des capitaux étrangers ne pourront fonctionner sur le territoire de la République, qu'après avoir obtenu une concession du gouvernement.

2° L'enregistrement est obligatoire pour toutes les entreprises commerciales et industrielles.

3° Pour les entreprises intéressant directement l'État, les provinces ou les communes (chemins de fer, téléphones, adduction d'eau, etc...), le gouvernement aura le droit de poser certaines conditions : émission d'actions nominatives ; participation pour moitié du capital polo-

nais, représentation polonaise dans la direction de l'entreprise.

4° Les succursales des entreprises étrangères devront, pour s'établir en Pologne, obtenir une concession, constituer une organisation indépendante qui sera fixée dans le pays, faire l'objet d'une comptabilité séparée dont les livres seront soumis au contrôle des autorités polonaises.

Les fonctionnaires polonais qui ont bien voulu me communiquer ce projet m'ont fait observer que la plupart de ces mesures avaient été dictées, non par un esprit de défiance à l'égard des capitaux étrangers en général, mais par la nécessité de se défendre contre l'intrusion des capitaux allemands.

En définitive, les Polonais comprennent fort bien qu'il leur faut chercher à l'étranger les moyens financiers dont ils manquent. Mais, avant toute chose, ils entendent rester maîtres chez eux. Comment s'étonner qu'ils se montrent jaloux, peut-être même à l'excès, d'une indépendance dont ils furent privés si longtemps et qu'ils ont eu tant de peine à recouvrer ? D'autre

part, ils sont fermement résolus à écarter tout concours financier qui aurait pour condition plus ou moins dissimulée une mainmise sur leur organisation économique ou, à plus forte raison, un contrôle de leur action politique ; d'où les précautions qu'ils prennent pour exclure le capital allemand, dont ils ne se sont pas encore entièrement libérés. Enfin ils éprouvent une certaine répugnance à admettre chez eux les capitaux de spéculation, ceux « qui tirent tout du pays et n'y laissent rien » ; leur préférence va très justement aux « capitaux de travail » ; encore les Polonais désirent-ils que ces capitaux sérieux opèrent, non seulement à leur propre profit, mais aussi au profit de la Pologne, laissent dans le pays des traces bienfaisantes, contribuent à y augmenter le bien-être, à y améliorer les conditions matérielles et morales de la classe ouvrière ; cette préoccupatien d'un État démocratique, dont toute la force repose sur les paysans et sur les ouvriers, ne doit pas surprendre et mérite bien plutôt d'être admirée.

Ces réserves faites, les Polonais souhaitent

que les peuples étrangers, et surtout les peuples amis, apportent à la Pologne l'aide financière et l'aide technique dont elle a besoin pour s'organiser et se mettre immédiatement en mesure de contribuer par ses richesses naturelles, par ses industries, par son intelligence et son esprit d'entreprise, à la grande œuvre commune de civilisation et de progrès.

CHAPITRE V

QUESTIONS SOCIALES

La Pologne état paysan : entretien avec M. Stanislas Grabski. — Le régime foncier, la division du sol. — M. Witos et la réforme agraire. — La politique sociale du gouvernement polonais.

M. Stanislas Grabski m'avait donné rendez-vous au palais de la Diète. Frère de l'ancien président du Conseil et ministre des Finances, M. S. Grabski avait présidé lui-même quelque temps la Commission des Affaires extérieures. Il donna sa démission, le jour où les partis s'avisèrent de vouloir être tous représentés dans le ministère des Affaires étrangères. M. Dombski, député populiste, partagea alors avec M. Dombrowski, de l'Union nationale populaire, les fonctions de sous-secrétaire d'État. Cette singu-

lière combinaison ne devait d'ailleurs pas durer longtemps.

Long, sec, les yeux très vifs abrités derrière un lorgnon cerclé d'or, M. Stanislas Grabski offre plutôt l'apparence d'un universitaire que celle d'un homme d'État. De fait, il est professeur, historien et économiste. Dans la conversation, il expose plus qu'il ne discute ; sa parole est nette et précise ; ses propos s'enchaînent avec une logique si rigoureuse, qu'il est aussi aisé de les retenir que difficile de les interrompre. « Allons au jardin, me dit-il, nous y serons mieux pour causer » ; et il me guida vers les magnifiques ombrages qui entourent l'Institut Marie. Une heure durant, nous arpentâmes les allées désertes ; tout en marchant, M. Grabski m'expliquait la structure sociale de son pays :

« Nous souffrons et nous souffrirons longtemps encore, me disait-il, du fait que pendant un siècle et demi la Pologne s'est développée dans une prison. L'évolution sociale de la France s'est faite au grand jour, tout l'univers en était

témoin : aussi était-il possible à ceux qui avaient étudié l'histoire de votre pays de démêler, à travers la violence confuse des grandes crises, la permanence de certaines directions. Même aux plus mauvais jours de la guerre, ceux qui connaissaient la France n'ont point douté de sa victoire. Mais la Pologne ? Personne, à l'étranger, ne l'a vue vivre et se transformer ; nul ne se doute de ce qu'était hier, de ce qu'est aujourd'hui le peuple polonais. Ainsi s'expliquent la surprise qu'a produite dans certains milieux européens l'événement de notre résurrection, et la défiance qu'on y éprouve à l'égard de notre durée. Et pourtant, chez nous aussi, le présent est une conséquence logique, inévitable du passé : ce qui s'est produit ne pouvait pas ne point se produire.

« Rappelez-vous d'abord nos origines. Alors que d'autres nations, en Europe, comme l'Angleterre, comme la Bohême, comme la France elle-même, se sont formées par une coopération avec les Germains, la Pologne s'est constituée par une résistance à l'élément germanique.

La Poméranie et la Silésie sont les seules de nos contrées où la race germanique fût alors mêlée à la nôtre. Partagé entre la double nécessité de pourvoir à son existence et de la défendre, notre peuple fut tout ensemble agriculteur et guerrier. Seulement, dans l'État polonais, les rôles n'étaient pas divisés : c'étaient les mêmes hommes qui, tour à tour, labouraient la terre et prenaient les armes pour courir sus à l'ennemi. Qu'était-ce que la noblesse polonaise, qui formait à peu près un dixième de la population totale du pays ? C'étaient les paysans, anoblis après une expédition victorieuse, en récompense du service militaire qu'ils avaient prêté. La paix rétablie pour quelque temps, ces paysans devenus nobles restaient paysans et ne cessaient point de cultiver la terre.

« Nos paysans d'aujourd'hui sont les successeurs immédiats de l'ancienne noblesse polonaise. Ils constituent la classe dominante de l'État moderne, comme la noblesse formait celle de l'Etat d'autrefois. On retrouve en eux, comme on trouvait en elle, ce mélange déconcertant

d'égoïsme et d'héroïsme : tant que la menace est lointaine, ou ne les vise pas directement, ils affectent de la méconnaître, ne regardent que l'intérêt particulier de leur classe et lui sacrifient impitoyablement tout le reste ; le danger devient-il pressant, immédiat ? ces mêmes paysans ne pensent plus ni à leurs biens, ni à leur vie ; fidèles à l'antique tradition, ils laissent tout pour courir à la frontière et défendre le pays. Avec quelle bravoure folle ils se battent, ces gens qui, l'instant d'avant, semblaient indifférents à la cause nationale et uniquement préoccupés de leurs petites affaires, vous l'avez pu constater vous-même.

« Or ces paysans, en Pologne, forment 80 °/₀ de la population ; et ils sont aujourd'hui, pour la plupart, pauvres et ignorants. Ils sont pauvres, parce qu'ils sont trop nombreux et que si, comme le demandent quelques politiciens, la terre cultivable était également divisée entre eux, chacun disposerait d'un peu moins de deux hectares, alors qu'il faut chez nous dix hectares de terre pour nourrir une famille. Croyez-moi :

lorsque nous revendiquons certains territoires de l'Ukraine et de la Russie-Blanche, ce n'est pas un fol esprit de conquête qui nous pousse, mais seulement la nécessité. Avec notre population actuelle, nous ne pouvons pas vivre, si nous n'obtenons ce que vous appelez à Paris «la frontière Dmowski ».

« Nos paysans sont ignorants, surtout ceux de l'ancien royaume. Le gouvernement russe les a volontairement tenus à l'écart de tout progrès. Il y avait peu d'écoles et l'instruction n'était pas obligatoire. Pas de chemins de fer, pas de routes : le paysan vivait loin de tout, dans une demi-barbarie. Vous avez pu voir dans nos villages la même cabane, sans fenêtres et sans cheminée, abriter pêle-mêle parents, enfants et animaux. Vous imaginez comment des idées politiques et sociales ont pu se développer dans un pareil milieu. Et cependant, cette classe matériellement et moralement indigente constitue à elle seule les quatre cinquièmes du peuple polonais. Le système électoral, la forme du gouvernement lui ont donné la prépondérance poli-

tique, ont mis, pour ainsi dire, le pouvoir en ses mains. Que faire ? Nous ne voulons rien changer au régime que nous avons choisi et qui est conforme à nos traditions et à notre esprit national ; la Pologne ne peut être qu'un État démocratique. Alors il faut changer la mentalité du paysan.

« Condition préalable : décongestionner les campagnes, rétablir en Pologne une sorte d'équilibre démographique. Nous avons deux moyens d'y parvenir ; transporter une partie des paysans de la Galicie et du Royaume dans les territoires de l'Est, qui sont relativement peu peuplés et mal cultivés ; attirer vers les villes une partie de la population des campagnes. Ces deux moyens, nous ne pouvons les mettre en œuvre sans le secours des Alliés. Il faut qu'on nous autorise à enfermer dans nos frontières les régions d'Ukraine et de Blanche-Russie où domine l'élément catholique et polonais ; et il faut qu'on nous mette en mesure de créer la grande industrie qui, tout en transformant nos richesses naturelles selon les besoins de la consommation

nationale et de l'exportation, retiendra dans les villes une certaine proportion de nos paysans et leur assurera, avec un plus grand bien-être matériel, les moyens de s'instruire et de se développer. Alors seulement la population restée dans les campagnes pourra respirer, s'étendre, sortir de son ignorance et de sa misère, pour entrer en même temps dans la vie civilisée et dans la vie nationale.

« Vous voyez que le problème est complexe, et qu'il est urgent : il ne s'agit pas seulement pour nous, en développant rapidement l'industrie, de produire, de couvrir nos besoins, et de nous assurer les valeurs d'échange indispensables à notre vie économique ; mais encore et surtout d'échapper à la révolution, à la ruine. Établir, par une meilleure répartition démographique, l'équilibre nécessaire entre les campagnes et les villes, voilà le problème essentiel, le but primordial. Donner aux classes qui, de par leur nombre et leur importance, détiennent le pouvoir, les moyens de l'exercer utilement, c'est-à-dire au mieux des intérêts de toute la

nation, telle est la tâche difficile qui nous incombe et qu'il nous faut accomplir sans retard, si nous voulons vivre, progresser, et non pas sombrer dans le désordre et dans l'anarchie. »

*
* *

M. Stanislas Grabski me révélait, sous une forme peut-être un peu théorique et abstraite, la cause profonde du malaise dont, au cours de mon voyage, j'avais vaguement aperçu les effets. Partout on m'avait dit : « la première question à résoudre, c'est la question agraire. » Même dans les milieux les plus conservateurs de la Galicie, j'avais entendu déclarer qu'une réforme agraire était indispensable. Mais quelle réforme? Là-dessus, j'entendais émettre les opinions les plus contradictoires. Quand je voulus connaître les éléments statistiques du problème, le premier contact avec les chiffres me déconcerta, au lieu de m'éclairer. C'est en Galicie que la crise m'avait paru être le plus aiguë. Or c'est là que le sol est le plus divisé. Qu'avais-je rencontré

dans la Galicie occidentale ? quelques très grands domaines : ceux de l'archiduc Charles-Étienne, ceux du comte Potocki, quelques autres, qui ne formaient ensemble que 9 °/₀ du territoire ; 80 °/₀ des propriétés foncières avaient moins de deux hectares, le classique lopin de terre, cultivé par le paysan qui le possède. En Posnanie, je trouvais des conditions très différentes : 50 °/₀ des domaines ayant une contenance de plus de 100 hectares, une propriété paysanne relativement rare, et... pas de crise.

Le professeur M... qui est galicien d'origine, et qui dirige à Poznan un important département de l'administration provinciale, voulut bien m'aider à interpréter les chiffres et à découvrir, sous leur apparente uniformité, la réalité vivante et très diverse qu'ils expriment.

« Lorsque vous étudiez la répartition du sol dans un pays, — me dit-il, vous avez toujours dans l'esprit un certain type, qui est celui de votre pays. En France, une grande division du sol, et la prépondérance de la propriété pay sanne sont des indices et des causes réelles de

richesse. Oubliez pour un instant les conditions particulières à la France : vous reconnaîtrez qu'il y a une limite au delà de laquelle, plus le sol est divisé et moins il produit, et que cette limite varie en fonction de quelques facteurs comme la fertilité naturelle de la terre, la densité de la population, l'éducation technique des cultivateurs. En Galicie, cette limite est évidemment dépassée : le sol, morcelé à l'excès, ne suffit pas à nourrir une population trop dense. En Posnanie, cette limite est à peu près atteinte: le sol est réparti de manière à donner le maximum de production ; l'ouvrier agricole vit beaucoup mieux et plus aisément, en cultivant une terre qui ne lui appartient pas, que le paysan galicien en s'épuisant sur la parcelle trop étroite dont il est propriétaire. Voilà pourquoi, en Pologne, la crise agraire est plus violente dans les régions où le sol est plus divisé ; et voilà pourquoi il sera difficile de la résoudre par des mesures uniformément appliquées à tout le territoire polonais.

« Les grands propriétaires de Galicie vous

auront exposé leurs griefs contre le projet de réforme agraire ; ils vous auront dit que le morcellement du sol aurait pour conséquence de ruiner les industries dérivées de l'agriculture et l'agriculture elle-même. Ils n'ont raison qu'à moitié. Si l'on voulait procéder avec méthode en Galicie, il faudrait du même coup diviser la très grande propriété et reconstituer la propriété moyenne ; supprimer en même temps le domaine de plusieurs milliers d'hectares et le lopin d'un hectare et demi. Si l'on décrète une répartition mathématique du sol entre tous les habitants des campagnes, c'en est fait de certaines cultures qui ne peuvent être entreprises qu'en grand, de certaines industries comme celles du sucre, de l'alcool, de la fécule et de l'amidon ; et c'est aussi la fin d'une des traditions les plus précieuses de notre pays, celle qui retenait dans les campagnes une classe aisée, instruite, entreprenante : la classe des moyens propriétaires, qui constitue jusqu'à présent notre seule bourgeoisie. Dans toutes les familles polonaises, il y avait un agriculteur ; souvent deux des fils se

partageaient l'administration du domaine, l'un dirigeant l'exploitation agricole, l'autre surveillant les fabriques. La disparition de cet usage serait un malheur pour la Pologne, au point de vue économique et au point de vue social.

« La grande difficulté du problème provient de notre situation géographique. Il n'y a pas une structure foncière en Pologne, il y en a au moins deux. En Galicie et dans l'ancien royaume domine le type oriental du grand domaine, maladroitement corrigé par l'attribution aux paysans de parcelles insuffisantes et médiocrement productives. Le type occidental est prépondérant en Posnanie, où se rencontre très fréquemment le « grand domaine paysan » d'une contenance de 20 à 50 hectares.

« A cette diversité de structure correspondent nécessairement des différences, soit dans la densité de la population, soit dans sa stabilité. En 1910, on comptait en Galicie 102 habitants par kilomètre carré ; il y en avait 98 dans le royaume, 72 en Posnanie, et seulement 67 en Prusse royale. Pour le paysan galicien, l'émigration

était une nécessité ; mais l'émigration était le plus souvent temporaire. Les paysans ruthènes partis pour l'Amérique n'en revenaient plus ; les paysans polonais rentraient chez eux au bout de quelques années et avec leurs économies achetaient de la terre. D'autres travaillaient chaque année quelques mois en Allemagne, et le reste du temps dans leur pays. Il en résultait de continuels changements dans la répartition du sol et dans son exploitation. En Posnanie, au cours des cinquante dernières années, le mouvement de la population s'est stabilisé. L'augmentation, qui avait été de 73 °/₀ entre 1816 et 1858. n'est plus que de 48 °/₀ entre 1858 et 1910. Peu à peu, on voit diminuer la grande émigration dirigée vers l'Allemagne occidentale et industrielle. Mais, tout en diminuant, cette émigration reste définitive : d'où la stabilité dans la division du sol.

« Les auteurs de la réforme agraire devront prévoir des règles et des modalités différentes, suivant les régions. Et, même en prenant cette précaution, ils n'atteindront pas le but qu'ils se

proposent, si à une nouvelle répartition du sol ne correspondent pas un développement considérable de l'industrie et un mouvement continu d'émigration de la campagne vers les villes ».

*
* *

Dès le 10 juillet 1919, la Diète polonaise, où les paysans forment le parti le plus nombreux, avait approuvé le principe d'une vaste réforme agraire : expropriation et morcellement des grands domaines publics, ecclésiastiques et privés, attribution de la terre à ceux qui la cultivent, etc. Cette décision avait été prise à une voix de majorité ; pour devenir exécutoire, elle devait être complétée par une loi réglant dans le détail la procédure et l'application de la réforme. Les efforts des conservateurs retardèrent quelque temps la discussion de cette loi; au cours de l'été 1920, les événements politiques et militaires la rendirent inévitable : telle fut du moins l'opinion du gouvernement.

Le 15 juillet, comme je dînais à l'hôtel Bris-

tol, à Varsovie, avec un ami polonais, un groupe de paysans, aux vestes de bure et aux longues bottes, traversa bruyamment la salle à manger.

« Le comité directeur du Parti populiste vient fêter ici sa victoire, m'expliqua mon ami. Vous savez que la Diète a approuvé ce soir, à l'unanimité, le projet de loi sur la réforme agraire, dont Witos est le principal auteur.

— Et lequel est Witos ?

— Celui qui n'a pas de cravate. Une seule fois, Witos a consenti à nouer une cravate autour de son col : c'était pendant la guerre, pour aller en Suisse. Si l'on voulait éviter des ennuis à la frontière, il fallait avoir l'air d'un bourgeois : Witos se résigna à ce déguisement. »

L'homme sans cravate était de taille moyenne; il avait les yeux noirs et vifs, la chevelure drue, les traits énergiques et un peu vulgaires : on ne lui eût pas donné beaucoup plus de quarante ans. Quinze jours plus tard, il était devenu le chef du gouvernement polonais.

M. Vincent Witos est un paysan de Galicie ; il possède et fait valoir lui-même un petit do-

maine d'une douzaine d'hectares. De bonne heure, il entra dans la vie politique, se fit élire député à la Diète de Galicie, puis au Reichsrat autrichien. A la Diète galicienne, le parti qu'il représentait, — Parti du peuple, — était fortement organisé depuis 1895. En 1907, il se divisa en deux fractions : les moyens propriétaires et les paysans riches formèrent le groupe Piast ; les petits paysans et les ouvriers agricoles, l'aile gauche du parti, se constituèrent en groupe indépendant. Les derniers choisirent pour chef M. Stapinski, tandis que les premiers confiaient à M. Witos la direction de leur parti. Au lendemain de l'indépendance, lorsque les ouvriers et les paysans de Lublin proclamèrent la république communiste, ils en offrirent la présidence à Witos, qui refusa. Le chef du Parti populaire est démocrate ; il est même radical en certaines matières ; mais il a le communisme en horreur. A l'Assemblée Constituante de Pologne, le groupe qu'il dirige compte quatre-vingt-quatre députés ; celui de Stapinski n'en a que onze.

Amis et adversaires reconnaissent à M. Witos

une intelligence remarquable, une faculté d'assimilation rapide et une aptitude rare à la manœuvre parlementaire. Le chef du parti populaire a conscience de ses dons, mais il connaît aussi ses limites. N'ayant fréquenté que l'école primaire, il s'est formé lui-même une expérience, qui ne remplace pas en tous points l'instruction qui lui manque. Il ne parle que le polonais, et un peu l'allemand. L'histoire des autres nations lui est peu familière ; celle de son pays, il la connaît depuis qu'il y est mêlé. Aussi préférait-il son rôle de chef de groupe aux responsabilités du pouvoir. « Si jamais j'accepte de devenir ministre, avait-il dit à un de ses amis, je vous autorise à déclarer que je ne suis qu'un imbécile.»

M. Witos n'est pas le premier parlementaire dont les circonstances aient, en cette matière, modifié les opinions. Mais on doit reconnaître qu'il fut difficile à convertir. Deux fois déjà, le chef de l'État lui avait demandé de former avec M. Daczynski un gouvernement de gauche, dont la majorité eût compris les socialistes et les paysans : deux fois M. Witos refusa. Lorsqu'il ac-

cepta enfin de prendre le pouvoir, les conditions étaient fort différentes : il s'agissait de constituer, non pas un cabinet de gauche, mais un cabinet de coalition qui, à l'heure critique que traversait la Pologne, la représentât tout entière. A côté des paysans et des socialistes, on trouve dans le ministère que préside M. Witos les *leaders* des deux grands partis de droite : MM. Skulski et Ladislas Grabski. En un moment où les succès des bolcheviks risquaient d'encourager les éléments malsains et subversifs, et tandis que le gouvernement de Moscou proclamait à grands fracas qu'il ne traiterait qu'avec les représentants du prolétariat polonais, la constitution à Varsovie d'un ministère vraiment national, associant tous les partis au pouvoir et à la responsabilité, a été une garantie précieuse pour la Pologne et pour ses alliés. On doit savoir gré à M. Witos d'avoir rendu ce service à son pays et à l'Europe ; et il est capable d'en rendre d'autres.

Convient-il de ranger au nombre de ses mérites le vote unanime du 15 juillet 1920, qui a

définitivement sanctionné la réforme agraire en Pologne ? L'accord de tous les partis sur une matière aussi grave n'a pu être obtenu que par des efforts persévérants et habiles ; au point de de vue parlementaire, le triomphe de M. Witos, apôtre de la réforme et auteur du projet adopté, ne fait de doute pour personne. Quant à l'opportunité de la réforme, telle que le projet l'établit, le sentiment du pays ne m'a point paru être aussi unanime que celui de l'Assemblée. J'ai recueilli sur ce sujet les avis les plus différents. Étant étranger, j'aurais mauvaise grâce à donner le mien : je me bornerai donc à marquer ici les grandes lignes de la réforme agraire polonaise.

Les biens fonciers sont divisés en un certain nombre de catégories et suivant cette division, seront mis successivement à la disposition des services publics chargés d'appliquer la réforme.

1re Catégorie : les domaines de l'État, biens du Fisc, majorats, biens provenant de la succession des anciens État copartageants.

2e Les biens appartenant aux membres des anciennes familles régnantes de ces mêmes États.

3e Les biens de l'ancienne *Banque russe des Paysans* et de l'ancienne *Commission prussienne de Colonisation.*

4e Les biens de mainmorte, terres appartenant aux évêchés, aux chapitres, aux cures et aux couvents.

5e Les biens ressortissant à des institutions publiques on à diverses fondations.

6e Les domaines privés exploités irrégulièrement ou imparfaitement.

7e Les domaines privés qui auraient été divisés en parcelles sans l'autorisation des services publics compétents.

8e Les biens acquis au cours de la guerre (du 1er août 1914 au 14 septembre 1919) par des personnes dont l'agriculture n'est pas la profession habituelle.

9e Les biens acquis au cours de la guerre par des personnes qui n'ont pu payer leur prix que sur les bénéfices réalisés par la spéculation.

10e Les biens qui, dans les cinq dernières années, ont changé de maître plus de deux fois, sauf le cas d'héritage.

11° Tous autres biens privés, et, en première ligne, ceux qui ont été dévastés au cours de la guerre et dont le propriétaire n'aura pas entrepris la remise en état d'exploitation.

Les terrains compris dans les cinq premières catégories sont expropriés, sous réserve d'une entente préalable avec le Saint-Siège pour les biens ecclésiastiques, et à charge par l'État de respecter l'intention des fondateurs pour les biens de fondation. Ceux qui sont classés dans les catégories suivantes feront successivement, et au fur et à mesure des besoins, l'objet d'un rachat forcé. Il ne sera laissé à un même propriétaire que : 60 hectares dans les zones industrielles et suburbaines ; 180 hectares partout ailleurs, sauf dans certaines régions de la Posnanie et dans quelques territoires de la partie orientale de la République (Ukraine et Blanche-Russie ?), où le maximum est élevé à 400 hectares.

Le propriétaire du ou des domaines soumis au rachat forcé ne pourra garder qu'une maison de ferme, organisée en vue de l'exploitation directe. Cependant une exception est faite en faveur des

grandes entreprises agricoles « du type industriel supérieur » ; il sera permis à leurs propriétaires, en vue d'assurer la production des semences, l'élevage, etc..., de conserver soit la totalité du domaine, soit la partie reconnue indispensable à cet effet. Avant de procéder au rachat forcé, on accordera au propriétaire un délai de trente jours, durant lesquels il pourra proposer à l'État une vente amiable. En cas de rachat forcé, il sera attribué au propriétaire une indemnité représentant la moitié du prix moyen d'achat dans la région où le bien est situé. Enfin le cheptel n'est pas soumis au rachat forcé, et les améliorations apportées et mises de fonds affectées à l'exploration agricole peuvent donner lieu à compensation.

La division en catégories atténue, dans une certaine mesure, le caractère radical de la réforme : car l'État ne procédera à l'expropriation ou au rachat forcé des biens d'une catégorie, qu'après avoir épuisé ceux de toutes les catégories précédentes. Il est permis de supposer qu'il n'ira point jusqu'au bout des ressources que la loi

met à sa disposition, ou tout au moins qu'il y emploiera quelque temps. Ces délais constituent pour la production une sauvegarde précieuse : seront-ils une sauvegarde suffisante ? l'avenir nous l'apprendra. On peut dire de cette loi, comme de beaucoup d'autres, qu'elle sera plus ou moins utile ou nuisible selon la manière dont on l'appliquera.

*
* *

Nous avons encore quelque peine à comprendre les difficultés que les États nouvellement créés ou ressuscités éprouvent, à résoudre d'un seul coup et dans un minimum de temps des problèmes qui, en France, en Angleterre, en Allemagne furent étudiés longuement et progressivement résolus. La Tchéco-Slovaquie et la Pologne, pour ne prendre que ces deux exemples, n'ont pas le temps de s'arrêter à des essais, à des expériences préparatoires : il leur faut prendre les questions au point où les a conduites, en Occident, une lente et prudente évolution ; par-

fois même, leurs hommes d'État, pour répondre aux exigences d'une minorité éprise de progrès et un peu aventureuse, se voient contraints de prendre les devants sur l'évolution occidentale. Plutôt que d'imiter, on veut faire mieux, pour arriver plus vite ; et cela est assez naturel. Il convient d'avoir présent cet état d'esprit, pour apprécier équitablement certaines réformes, qui peuvent sembler radicales et prématurées, et qui étaient peut-être inévitables.

J'ai déjà indiqué [1], en expliquant le régime économique de la Pologne, quelques-unes des mesures établies par le gouvernement de Varsovie en vue d'améliorer la condition matérielle des ouvriers : réglementation du travail des femmes et des enfants, journée de huit heures, obligation pour les entreprises de fournir aux ouvriers des habitations gratuites ou à bon marché, des vivres et des vêtements à prix réduits, etc... Nulle part je n'ai entendu contester le bien-fondé de ces mesures : on ne reproche au gouvernement que de les avoir appliquées

1. V. chap. IV p. 141 et suiv., 154 et suiv.

trop vite. La journée de huit heures, introduite dans les industries sans la préparation qu'elle exige, à entraîné une diminution considérable de la production. J'ai sous les yeux des tableaux graphiques représentant les quantités de charbon extraites jour par jour dans une mine de Galicie : la colonne du samedi (journée de six heures) n'arrive pas au tiers de la hauteur de celle du vendredi ; celle du lundi n'en dépasse pas la moitié ; dans les semaines qui comptent deux jours de fête, — les fêtes religieuses chômées sont très nombreuses en Pologne —, l'extraction est extrêmement inférieure à la moyenne. J'ai assisté deux fois, dans une mine de charbon et dans une exploitation de pétrole, à la relève d'une équipe par l'autre : le travail était complètement arrêté pendant plus d'une heure.

Si la production souffre, provisoirement, de la brusque introduction des mesures de prévoyance sociale imposées par le gouvernement, la classe ouvrière en profite très largement, et le pays tout entier y trouve une garantie de la paix intérieure. Les grèves sont assez fréquentes,

en Pologne, comme ailleurs ; j'ai été témoin de quelques-unes : grèves de sympathie ou de solidarité. Elles n'avaient aucun caractère de violence ; pas de dégâts, nul acte de sabotage. L'ouvrier polonais, comme le paysan, est naturellement doux et pacifique. Un directeur de mine m'a raconté qu'au lendemain de l'indépendance, lorsque les ouvriers allemands et autrichiens furent expulsés, l'opération s'était effectuée dans le plus grand calme, sans un seul coup donné ou reçu et sans intervention de la police.

J'ai été frappé, en visitant les mines de charbon de Jaworzno, de la courtoisie presque affectueuse dont semblaient empreintes les relations entre ouvriers d'une part, directeurs et inspecpecteurs de l'autre. Dans les galeries, ou hors de l'exploitation, jamais ils ne se rencontraient sans ôter leur chapeau et échanger le salut particulier aux mineurs : « Dieu vous donne un bon travail ! » Dès que l'ouvrier est « remonté », qu'il a passé à la salle de douche et échangé ses vêtements de travail contre des effets propres et

secs, suivant qu'il est marié ou célibataire, il regagne sa petite maison dans la « colonie » ou bien l'espèce de « boarding house » où il est inscrit. La colonie de Jaworzno, construite sur le modèle des colonies Krupp à Essen, se compose de 260 petites villas fort propres et nullement uniformes : chacune abrite une ou deux familles. Le loyer mensuel d'une famille est de six marks. L'entreprise fournit aux jeunes mariés la literie et les meubles indispensables : l'ouvrier en rembourse le prix par versements échelonnés ; jamais aucune retenue n'est faite sur le salaire. Les maisons de célibataires sont aménagées pour 120 ouvriers : elles comprennent des cuisines, des dortoirs et des réfectoires. L'homme paye 4 marks par mois pour son logement et 2 marks 60 par jour pour les frais de cuisine. Au centre du village s'élèvent deux bâtisses toutes neuves : l'une est la *maison de Réunion* des ouvriers, l'autre la *maison de Consommation*, qui comprend des magasins, des caves et des boutiques : là sont distribuées chaque jour, contre des cartes et des jetons, les denrées nécessaires à la nourriture et à l'entre-

tien des ouvriers et de leurs familles : environ 16.000 personnes. Le paiement se fait chaque semaine. A la caisse d'alimentation, on me montre la cédule d'une famille de quatre personnes : sa nourriture de chaque semaine représente une dépense de 24 marks.

On comprend que le gouvernement polonais ait été amené, par réaction contre la politique suivie par l'Autriche en Galicie, par la Russie dans le Royaume, à témoigner à l'ouvrier industriel ou agricole une sollicitude particulière. Ce que l'Autriche avait surtout développé dans ses provinces polonaises, ce n'était point la prévoyance sociale, mais le socialisme dans sa forme la plus agressive : les efforts du gouvernement de Vienne n'allaient qu'à diviser les classes et à entretenir entre elles des germes d'hostilité. La Russie poursuivait le même but, mais par d'autres moyens : elle encourageait les abus de pouvoir du capital et refusait impitoyablement au travail le droit de s'organiser.

Aujourd'hui des syndicats professionnels groupent les ouvriers des villes et des campagnes

dans toute la Pologne. Ces syndicats sont de deux sortes : syndicats socialistes et syndicats chrétiens. Les deux organisations sont parallèles et ne se combattent point l'une l'autre : en général, les jeunes ouvriers entrent plutôt dans les syndicats du P. P. S. (parti socialiste polonais), tandis que les ouvriers d'un certain âge se font plus volontiers inscrire à ceux du parti Chrétien-Social. Les ouvriers agricoles m'ont semblé plus turbulents, moins raisonnables que ceux des industries. Cependant, au moment du péril bolcheviste, ils ont spontanément fait trêve à leurs agitations et pris l'engagement de ne point abandonner le travail, tant que le salut de la patrie ne serait pas assuré. Enfin l'élément le plus subversif est représenté par les organisations juives, dont l'esprit et le programme offrent un mélange bizarre d'idéalisme russe et de communisme allemand. On sait que les agitateurs juifs préconisaient une révolution simultanée en Pologne et en Russie, et il ne faut pas oublier que Rosa Luxembourg et Radek sont sortis tous les deux du ghetto de Varsovie.

A côté des syndicats, on trouve en Pologne, et surtout en Posnanie, des associations ouvrières confessionnelles et des coopératives. J'ai marqué plus haut [1] le rôle économique de ces organisations ; leur action sociale n'est pas moins importante. Il y a trois séries d'associations dites « culturelles », qui groupent respectivement les hommes, les femmes et les jeunes garçons ; des associations de jeunes filles sont en train de se former. Comme les hommes, les femmes ont accès tout à la fois aux syndicats professionnels et aux organisations culturelles. Ces dernières réunissent en Posnanie 20.000 femmes, ouvrières, demoiselles de magasin, paysannes, qui ont leurs assemblées et leurs journaux. Il faut noter que les syndicats, socialistes ou chrétiens, rassemblent les hommes et les femmes d'un même métier, tandis que les associations culturelles les séparent.

Action du gouvernement, initiative des individus ; étatisme et coopération : deux facteurs et deux méthodes qui tendent au même but, le

1. V. chap. IV, p. 146 et suivantes.

progrès social. Des deux côtés on s'efforce. L'État fait la réforme agraire et multiplie, en faveur du travail, les mesures de protection et de prévoyance ; les chefs des grandes organisations posnaniennes entreprennent d'étendre à toute la Pologne le système de coopératives, de banques et d'œuvres sociales qui a produit dans l'ancienne province prussienne de si heureux résultats. Laquelle des deux méthodes sera la plus féconde ? les laissera-t-on toutes deux développer simultanément leurs effets ? Quoi qu'il en soit, l'expérience tentée par la Pologne est intéressante et mérite d'être observée avec attention.

CHAPITRE VI

LA QUESTION JUIVE

Les origines. — Les Juifs Polonais dans la vie sociale et économique. — La politique des Juifs en Pologne : les partis. — L'antisémitisme. — Les Juifs Polonais et l'Europe.

« Le mot *chrétien*, me disait un grand industriel polonais, est ici, bien entendu, synonyme de catholique ; mais il est surtout *le contraire de juif*. Nous ne sommes nullement enclins aux luttes confessionnelles, aux guerres de religion. Les *antisémites* sont chez nous en petit nombre ; mais tous nous sentons la nécessité de nous défendre contre les Juifs. »

Étrange histoire que celle des Juifs en Pologne. Dès le XIIIe siècle, on trouve dans les principales villes de ce pays de nombreuses

communautés israélites : leur existence légale est fondée sur des privilèges, que leur accordent les princes polonais. Les Israélites jouissent en Pologne d'une certaine indépendance ; mais en même temps, ils sont considérés comme les serfs du trésor royal : *servi camerae regiae*. A la même époque, et à peu près dans les mêmes conditions, les princes ruthènes les accueillent à Lemberg (Lwow), où ils s'installent pêle-mêle avec d'autres Orientaux. Peu à peu l'indépendance des Juifs se développe et devient une sorte d'autonomie : au XVIe siècle, les communautés israélites de Pologne forment une fédération qui possède ses organes administratifs et même une sorte de Parlement : le *Conseil des Quatre Pays* (*Vaad d'arbah ho'arozoth*).

Population et gouvernement en Pologne étaient également tolérants : les Juifs persécutés y accoururent ; il en vint d'Allemagne, d'Espagne et de Bohême. L'élément allemand, le plus nombreux, imposa sa langue, et les Juifs polonais parlèrent depuis lors ce *Mittel-hochdeutsch*, qui est un dialecte allemand déformé.

Le premier effort tenté en Pologne pour abattre les murailles des ghettos et assimiler la population juive remonte à la Diète de quatre ans (1788-1791). Peu de temps après, lors de l'insurrection de Kosciuszko en 1794, le célèbre Borek Josielewicz forma un régiment israélite, qui prit part à toutes les batailles livrées contre les Russes. Après 1795, les conditions politiques de la Pologne devinrent peu favorables au développement de relations normales entre Juifs et Polonais. Cependant, au cours des insurrections nationales, les Polonais éclairés s'efforcèrent toujours d'intéresser les Juifs à la cause de la libération et le plus souvent y réussirent. Des israélites importants prirent part aux insurrections de 1831 et de 1863. En 1861, le chef de l'administration civile du royaume de Pologne accorda aux Juifs l'émancipation complète et établit l'égalité de droits, sans aucune restriction, entre eux et les Polonais chrétiens. Le gouvernement russe jugea ce rapprochement incommode et s'empressa de faire renaître la discorde. Après avoir détruit l'autonomie de

l'ancien Royaume, il remit en vigueur toutes les lois d'exception appliquées jadis aux israélites. Le résultat poursuivi fut bientôt atteint ; la masse juive se détacha complètement de la nation polonaise.

Cependant, en Pologne, l'opinion publique restait indulgente aux Juifs, et elle demeura telle jusqu'aux environs de 1895. Alors le gouvernement de Pétersbourg s'avisa d'un autre moyen : il expulsa les Juifs de Russie et en inonda le territoire polonais. Les nouveaux arrivants (*litwacy*) étaient tout à fait étrangers à la Pologne ; ils devaient désormais rendre vain tout effort d'assimilation et faire prévaloir les tendances séparatistes du nationalisme israélite. Un journaliste juif d'Odessa, Zabotinsky, employa le premier le mot : « *Judéo-Polonia* », qui éveilla les inquiétudes et la haine des Polonais. Ceux-ci, pour se défendre contre la russification, n'avaient d'autre moyen que leur langue : les nationalistes juifs s'efforcèrent d'en arrêter la diffusion, et de la supplanter par le jargon, dont leurs écoles et leurs journaux ré-

pandirent l'usage. Les Polonais commencèrent à détester les Juifs, à les traiter en ennemis et en traîtres. De ce sentiment les « démocrates-nationaux » se firent une arme politique. Les élections pour la quatrième Douma, en 1912, furent le prétexte et le point de départ d'une vigoureuse action antisémite. Les Juifs, ayant obtenu la majorité à Varsovie, n'osèrent pas envoyer à la Douma un homme de leur race et élurent, comme député de la capitale polonaise, un socialiste international. Les Polonais répondirent à cette provocation en proclamant le « boycottage économique » des Juifs, et de ce jour date la campagne entreprise pour « nationaliser » le commerce en Pologne, c'est-à-dire pour l'affranchir de la domination juive, considérée comme étrangère et ennemie.

Des ennemis, les Juifs de Pologne le furent effectivement pendant la guerre. Leur hostilité ne se manifesta pas trop, tant que dura l'occupation russe, parce qu'ils voyaient toujours dans les Russes les adversaires et les persécuteurs de leur race ; elle ne se dissimula plus, devint redou-

table et odieuse le jour où les Allemands entrèrent à Varsovie : l'autorité allemande trouva dans le Juif un allié précieux, un complice enclin à accepter les plus infâmes besognes, pratiquant la délation et l'espionnage avec délices. En Galicie, les Juifs, après avoir servi les Autrichiens, servirent les Ruthènes. A Lwow, aux jours de novembre 1918, on vit des femmes juives vider de leurs fenêtres des pots d'eau bouillante sur les volontaires polonais.

Pourquoi les Juifs préfèrent-ils les Ruthènes aux Polonais ? la raison donnée par l'un d'eux, avec une simplicité cynique, est que les paysans ruthènes étant plus lourds, moins intelligents que les Polonais, seraient plus faciles à « rouler ». Mais laissons-là les anecdotes et les légendes : combien en ai-je recueilli de la bouche des Polonais, et comme elles étaient chargées de haine et de mépris ! La vérité, facile à reconnaître, est que la masse juive constitue dans les villes de Pologne un élément étranger, souvent hostile et malaisément assimilable.

Je n'avais connu avant la guerre que les ghet-

tos de Galicie, qui m'avaient semblé caractéristiques. Mais c'est à Lublin qu'il faut aller pour observer, dans toute la perfection de son type, le Juif polonais : je dis pour observer, et non pour comprendre, car je ne pense pas qu'un chrétien, du moins un chrétien d'Occident, puisse jamais rien comprendre aux juifs d'Orient. Les israélites, qui constituent à Lublin 51 % de la population, occupent exclusivement la vieille ville. On sort des quartiers neufs, groupés autour d'un long boulevard sans caractère, on passe sous la Porte de la Trinité, et l'on entre dans un autre pays, dans une autre époque. Des rues tortueuses, descendant à pic dans le ravin qui sépare la ville du château ; des maisons sordides, dont les portes en bois massif sont plaquées de bandes de métal bizarrement découpées ; des places étroites, tout encombrées de détritus et d'ordures : et, grouillant là-dedans, une foule mobile, affairée, inquiétante. Les hommes portent les bottes, la longue lévite noire et la casquette sans visière : beaucoup de blonds et de roux, le poil très fin de la barbe et des

papillottes naturellement frisé ; les plus petits garçons sont vêtus comme les hommes et semblent marcher sur les pans de la redingote qui les enveloppe comme une robe. Des femmes grasses, à la chevelure abondante et sale, s'étalent au seuil des boutiques ; des fillettes en haillons multicolores montent du ravin, rapportant de l'eau dans des bidons à pétrole. L'ont-elles puisée au Cédron ? remontent-elles vers Jérusalem ? mais on lève les yeux et l'on aperçoit, dressées dans le ciel, les haches de justice qui surmontent les quatre tourelles du château ; car du vieux château de Lublin, le gouvernement russe a fait une prison.

Ce qui frappe dans toutes ces physionomies, qu'on imaginait volontiers humbles et sournoises, c'est un air d'assurance et comme de défi. « Désormais nous sommes les plus forts, et demain nous serons les maîtres », voilà ce qu'on croit lire au fond de ces yeux ardents et durs.

Leurs enfants ont déjà leur audace hautaine,

j'ai retrouvé ce vers d'Athalie en regardant les petits Juifs groupés devant la porte du couvent des Dominicains et daignant à peine s'écarter pour livrer passage à un religieux qui rentrait chez lui. La porte refermée, ils jouèrent à l'enfoncer, poussant le battant de toute la vigueur de leurs poings et de leurs épaules...

Le mépris et la haine du chrétien en général, du Polonais en particulier, tel m'a paru être le sentiment qui anime et domine la masse des Juifs de Pologne. Les Polonais le leur rendent bien. Plusieurs fois, au moment de traverser en automobile le faubourg juif d'une petite ville, j'ai vu le chauffeur polonais mettre en souriant sa voiture à la quatrième vitesse, dans l'espoir de « bousculer un peu cette vermine » ; et nous passions à toute allure au milieu des poings menaçants et des bouches vociférantes. La politique russe, puis la guerre, ont fait des Juifs les ennemis de la Pologne : mais, sans les Russes et sans la guerre, ils seraient restés en Pologne des étrangers.

Quelle leçon d'histoire qu'une visite au vieux

cimetière juif de Lemberg ! C'est, au Nord-Ouest de la ville, un jardin perdu : les plus anciennes tombes datent du XIV[e] siècle. La partie orientale du cimetière est occupée par les Karaïtes ; au centre, les rabbins, les grands prêtres et les « prophètes » (rabbins miraculeux) ; puis viennent, serrées les unes contre les autres, les stèles des simples fidèles. Il en est de peintes et de sculptées ; tous les styles se mêlent, depuis le haut-gothique jusqu'à l'Empire. L'ornement le plus fréquent, et peut-être le plus beau, est l'inscription gravée en caractères hébraïques d'une extraordinaire pureté. Les tombes des rabbins et des prêtres sont surmontées de la tiare rituelle ou du chapeau sacerdotal ; celles des femmes se reconnaissent au candélabre et aux deux mains ouvertes pour bénir ; celles des jeunes filles figurent un vase de fleurs ou un arbre brisé. Aux pierres les plus vénérées sont accrochés par un cordon des feuilles, des touffes d'herbes et des morceaux de papier; parfois l'étroite corniche est chargée de cailloux ou de petits fragments de tuiles : ce sont les cartes

de visite des croyants, qui, selon l'usage ancien, sont venus en même temps prier pour leurs morts et les implorer en faveur d'une affaire qui les intéresse.

Les synagogues des villes polonaises présentent presque toutes, vues de l'extérieur, le même aspect misérable et délabré. La façade est nue et semble trop basse pour sa largeur ; quelquefois apparaît sur l'un des côtés l'escalier couvert qui permet aux femmes d'accéder à leur tribune sans souiller de leurs pieds le parvis du temple. On entre, et la surprise est merveilleuse : aux proportions grandioses, à la hauteur de la nef, on s'aperçoit que l'édifice est profondément enfoncé dans le sol. Un petit vestibule précède le temple. Quatres piliers de pierre, courts et épais, supportent la tribune des femmes. Celle des chanteurs, la *Bêma*, se dresse comme un baldaquin au milieu de l'espace réservé aux hommes. Au mur oriental s'appuie l'autel des *Thoras*, surélevé de plusieurs marches et généralement très orné. De grands lustres de cuivre descendent des voûtes ; aux piliers et aux murailles

sont accrochés de larges réflecteurs en métal doré, surchargés d'ornements rituels. Partout des lions, des oiseaux, des cerfs, des corbeilles fleuries et des cornes d'abondance, des paysages de Jérusalem idéalisés. Tel intérieur de synagogue, comme celui de la « Rose d'Or » à Lemberg, donne une extraordinaire impression de somptuosité orientale et de mystérieuse richesse. Dès qu'on a franchi le seuil pour sortir, on retrouve l'humble muraille nue et la ruelle étroite qui tourne entre les maisons malodorantes...

*
* *

Il est très difficile à un étranger d'obtenir des informations exactes sur la vie, l'organisation, l'activité des Juifs en Pologne : tout ce qui est juif semble, dans ce pays, environné de mystère et de ténèbre. Les renseignements que j'avais recueillis de mon mieux en Galicie me semblent, à un examen plus attentif, invraisemblables et contradictoires. En Posnanie, il n'y aura tantôt plus de question juive; les coopéra-

tives catholiques sont en train de la résoudre pacifiquement, en supprimant peu à peu tous les intermédiaires commerciaux ; les Allemands partis, les Juifs, privés de leurs protecteurs, ont compris qu'ils ne leur restait plus qu'à quitter le pays. Reste l'ancien Royaume. Pour cette région, je dois à l'obligeance de M. le Dr Dickstein, professeur à l'Université de Varsovie, et de quelques-uns de ses amis une documentation statistique complète et toute une série d'observations très intéressantes. Plutôt que de me perdre dans des généralisations douteuses ou inexactes, je bornerai donc mon examen à l'ancienne Pologne russe.

En 1912, sur 12.776.000 habitants que comptait le royaume de Pologne, il y avait 1.722.000 juifs. La progression est remarquable ; les Juifs forment 9,3 °/₀ de la population en 1827, 10,1 °/₀ en 1834, 12,8 °/₀ en 1862, 13,9 °/₀ en 1890, et 14,5 °/₀ en 1905. A partir de 1893, l'élément israélite diminue un peu dans les villes, tandis qu'il augmente dans les villages, où il introduit le petit commerce. Néanmoins, dans les grandes

villes, la proportion de l'élément juif à la population totale reste considérable; elle est de 40 % à Varsovie (337.000 Juifs), de 19 % à Sosnowice, de 23 % à Lodz, de 29 % à Czenstochowa, de 30 % environ à Kalisz, à Lomza et à Kielce, de 32 % à Piotrkow, de 40 % à Radom, de 43 % à Plock, de 51 % à Lublin, de 52 % à Suwalki, de 55 % à Siedlce. L'accroissement naturel de la population, qui, en 1908, était encore en faveur des chrétiens, est aujourd'hui en faveur des Juifs : en 1914, leur nombre a augmenté de 17,6 %, tandis que celui des chrétiens n'augmentait que de 14 1/2.

La grande majorité des Juifs se livre au commerce ou à certaines industries spéciales, comme la confection des vêtements et des chaussures, la fabrication des cigarettes et des eaux minérales; les professions libérales en occupent un certain nombre. Sont Juifs 83,9 % des commerçants de toutes branches, 94 % des marchands de blé, 93 % des marchands de cuir, 91 % des colporteurs. En revanche, l'élément juif ne figure que pour 6 % dans l'industrie

céramique, pour 2,1 °/₀ dans les chemins de fer, pour 0,7 °/₀ dans les mines ; on ne le trouve pas dans l'agriculture. En résumé, les Juifs se tiennent à l'écart des métiers pénibles et encombrent les professions les plus douces et les plus lucratives. Dans les classes sociales plus élevées, ils représentent 24 °/₀ des médecins, 14,6 °/₀ des écrivains et publicistes, 5 °/₀ des administrateurs municipaux. Enfin l'élément israélite figure pour 30 °/₀ dans la mendicité et pour 27 °/₀ dans la prostitution.

Parmi les juifs orthodoxes, il n'y a pour ainsi dire pas un enfant qui ne sache lire et écrire. Les écoliers apprennent en même temps l'hébreu et le jargon, et se servent pour les deux langues de l'alphabet hébraïque. La plupart des journaux juifs en Pologne sont écrits en jargon, mais imprimés en caractères hébreux. Les écoles juives sont complètement distinctes des écoles polonaises ; le nombre des unes et des autres est à peu près égal, bien que les Juifs ne forment que 15 °/₀ environ de la population totale du royaume. En 1904, pour mille habitants, les juifs

avaient vingt-sept écoles, les Polonais un peu moins de cinq.

La plupart des écoles juives sont des écoles religieuses. Dans le *cheder* (école primaire), l'enfant, sous la direction d'un *melamed* souvent assez ignorant, apprend à lire, sans les comprendre, bien entendu, la Bible et le Talmud. Les *cheders* sont entretenus par la communauté; parfois les enfants payent un « écolage ». Dans les institutions d'enseignement secondaire, ou *jeshibots*, l'enseignement est un peu plus développé. Enfin les jeunes gens qui se destinent à l'exégèse, à la prédication ou au sacerdoce, complètent leur instruction dans les *Talmud-Thora*, où on leur enseigne l'histoire sacrée et la théologie.

Très peu d'enfants juifs fréquentent les écoles primaires polonaises : sur 460.000 écoliers, en 1917, on n'y trouvait pas tout à fait 9.000 Juifs. La proportion est un peuplus élevée dans les collèges secondaires, surtout depuis qu'on a ouvert, à l'usage particulier des Juifs, des établissements où l'instruction est donnée en langue polonaise

Enfin l'enseignement supérieur exerce, en Pologne comme partout ailleurs, un attrait singulier sur les israélites : en 1917-1918, il y avait à l'Université de Varsovie plus de 45 °/₀ d'étudiants juifs ; les juifs formaient 64 °/₀ des inscrits à la Faculté de médecine, 33 °/₀ à l'École de droit, environ 30 °/₀ à la Faculté de philosophie.

Les jeunes gens de race et de religion israélite qui suivent les cours des Universités sont, dans une certaine mesure, des assimilés ; le polonais est, — ou est devenu —, leur langue naturelle. Mais quelle infime minorité forment-ils, au regard de la grande masse de leurs coreligionnaires, qui ne pensent, ne parlent, ne lisent qu'en hébreu ou en jargon ! L'école juive est le plus puissant instrument du séparatisme et du nationalisme israélistes. Un savant polonais, qui est en même temps un exégète du premier mérite et un historien fort original, — il a passé sa vie à étudier le Talmud, d'abord dans son texte, puis dans son influence à travers les siècles et à travers le monde, — me faisait observer à ce propos :

« L'enseignement donné dans les *cheders* est, dit-on, exclusivement religieux. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Tout, pour les Juifs, n'est-il pas religieux ? Dans la Bible, dans le Talmud, ils ne trouvent pas seulement un dogme et une doctrine théologique, mais une morale et une politique, une méthode de pensée et une règle de vie. Écoutez ce que dit le Talmud :

Si jamais tu dois aller à la guerre,
Tâche de partir le dernier
Et de revenir le premier.

Et il dit encore :

Un Juif qui fait que l'argent d'un Juif
Passe dans la main d'un Goïn (chrétien)
Mérite d'être puni de mort.

« L'argent, pour le Juif, est une chose sacrée, religieuse. La loi, pour lui, c'est la loi juive : les lois chrétiennes ne sauraient l'obliger. Or le Talmud n'interdit au Juif ni le vol, ni la délation, ni la trahison, s'il les exerce aux dépens d'un

chrétien. Et voilà la morale qu'on enseigne à toute une partie de notre jeunesse, à des enfants qui seront citoyens polonais, soldats dans notre armée, fonctionnaires dans nos administrations publiques. Imbus de cette morale, ils deviennent tout à fait incapables d'en comprendre une autre. Tant que les Juifs auront en Pologne leurs propres écoles, et surtout leurs écoles primaires, aucune assimilation ne sera possible. Dans les classes supérieures de la société, beaucoup de Juifs se considèrent comme Polonais et sont en effet d'excellents citoyens. Mais ils perdent de ce fait toute autorité sur leurs coreligionnaires ; ils deviennent suspects, ils craignent. Les Juifs civilisés ont peur de la masse juive.

« On peut discuter sur le point de savoir si les Juifs constituent un groupe confessionnel ou une race. Mon avis est qu'ils forment, plutôt encore qu'une race, une *caste* séparée, caste internationale, ordinairement hostile aux nationalités parmi lesquelles elle vit, gardant jalousement ses usages, sa langue, sa croyance et sa loi. La caste juive a sa politique, qui n'est point favorable à

l'émancipation des nations chrétiennes. Lisez le livre que Siegmund Meyer a publié en 1917 : *les Juifs de Vienne* (*die Wiener Juden*) : vous y lirez, page 483, « que l'indépendance de la Pologne est le plus grand danger qui puisse menacer la Communauté israélite de Vienne » ; page 473, vous y trouverez énumérées les raisons pour lesquelles les Juifs autrichiens ont toujours été les alliés des Allemands contre les Tchèques, etc. Enfin la caste juive a sa « conception particulière du monde », *Weltanschauung ;* la philosophie des chrétiens est écrite au ciel ; celle des Juifs est écrite sur la terre ; leur royaume est de ce monde : c'est peut-être ce qui fait leur force, et notre malheur. »

*
* *

Jusqu'au début de ce siècle, il n'y eut pas à proprement parler de « parti politique juif » en Pologne. Les Juifs de l' « Intelligence » et de la bourgeoisie éclairée se sentaient Polonais ; leur principal organe, l'*Israélite* (*Izraelita*), militait

en faveur de l'assimilation. La presse polonaise, les savants, les littérateurs travaillaient dans le même sens. Le groupe des « Polonais de confession mosaïque », comme on les appelait alors, était très considéré par les chrétiens, et suffisamment respecté par les Juifs, qui n'avaient pas d'autres représentants, d'autres défenseurs auprès des pouvoirs publics. Les « orthodoxes », c'est-à-dire les Juifs religieux de moyenne ou de basse condition, constituaient une masse nombreuse, mais ignorante et inerte.

L'immigration des Juifs de Russie et de Lithuanie modifia profondément cette situation. Les « assimilateurs » perdirent beaucoup de leur influence ; la masse des « orthodoxes », habilement travaillée par les agents nationalistes, s'organisa, repoussa l'ancien idéal de l'égalité des droits et adopta avec ferveur l'idéal nouveau de la séparation. L'action juive ne s'exerce pas dans les cadres de la politique officielle ; à l'Assemblée nationale, on ne trouve que dix députés de confession mosaïque : trois sont inscrits au Club constitutionnel du travail (droite conservatrice),

un au parti national-démocrate, trois au parti socialiste. Quant à « l'Union des Polonais de confession mosaïque de tous les pays de la Pologne », qui s'est récemment constituée, ce n'est pas un parti politique, mais une société, dont les membres, appartenant aux groupes politiques les plus divers, sont unis par la communauté d'origine et de confession, et par l'opinion qu'ils professent à l'égard de la question juive en Pologne. « L'Union » défend de son mieux la thèse de l'assimilation ; seulement elle a désormais affaire, non plus à une masse inerte, mais à des partis fortement organisés. J'énumérerai les principaux, en définissant leur programme et leurs tendances.

L'organisation des *Orthodoxes* date des années de l'occupation allemande (1915-1918). Le mot servait jusqu'alors à désigner tous les Juifs attachés à la religion et à la tradition israélites, c'est-à-dire la grande masse des Juifs de Pologne. Toutes les classes de la société y étaient représentées ; mais la grande majorité était formée par les petits bourgeois, commissionnaires,

intermédiaires et marchands détaillants. A l'égard de la nation polonaise, ils étaient indifférents, mais loyaux. Leur conception politique était d'ailleurs très vague : dans le judaïsme, ils voyaient beaucoup moins une tradition nationale qu'une religion, dont ils respectaient scrupuleusement les formes et les préceptes. Dans la vie courante, ils se servaient du jargon allemand ; mais l'hébreu restait la langue de la prière et de l'enseignement.

C'est sur cette masse que s'exerça l'effort des orthodoxes allemands, dirigé par deux rabbins militaires, les docteurs Kohn et Karlebach. Une organisation fut créée sous le nom de *Szlomeh Emuneh Israël ;* elle ne compte dans ses rangs qu'un petit nombre d'intellectuels ; les chefs sont presque tous des rabbins, ou, plus exactement, des *Zadics* (prédicateurs). La population orthodoxe qui est restée en dehors de cette organisation demeure, comme par le passé, indifférente aux questions politiques. Le programme du parti peut se résumer ainsi : tolérance religieuse et économique (c'est-à-dire suppression du boycot-

tage) ; les communautés juives doivent rester séparées de la population chrétienne et conserver leurs institutions particulières : enseignement religieux, *cheders*, etc... L'organe officiel du parti est le journal *der Jud* (*le Juif*). Aux élections générales et administratives, les orthodoxes organisés ont recueilli de 20 à 40 °/₀ des suffrages israélites.

Les *Sionistes orthodoxes*, qu'on appelle aussi *Mizrachie* (orientaux), ont pour principe directeur la solidarité internationale des Juifs. Dans les questions politiques, ils sont entièrement soumis à la grande organisation *Mizrachie*, dont la diffusion et l'influence sont considérables en Hollande, en Allemagne et aux États-Unis. Ils se recrutent surtout parmi la bourgeoisie et le petit commerce. Aux élections, ils ont obtenu 8 °/₀ des voix juives.

L'*Organisation Sioniste de Pologne* est beaucoup plus importante ; elle réunit des Juifs de toute catégorie : grande et petite bourgeoisie, intellectuels et fonctionnaires, et son état-major garde soigneusement le contact avec la masse

populaire. Les deux articles essentiels du programme sont :

1° formation de l'État juif en Palestine ;

2° autonomie nationale personnelle des Juifs en Pologne.

C'est de cette seconde revendication que procèdent les plus graves malentendus entre Juifs et Polonais ; ceux-ci s'opposent de toutes leurs forces aux restrictions apportées à la souveraineté de l'État par le fameux « traité de Minorité », dont les sionistes furent les auteurs principaux. L'organisation sioniste de Pologne est très vigoureusement soutenue par le sionisme international et reçoit des Juifs d'Angleterre et des États-Unis d'importants secours matériels. Le parti a réuni de 35 à 45 °/₀ des suffrages et envoyé quatre députés à la Diète. Il défend exclusivement les intérêts juifs ; ainsi s'expliquent la popularité dont il jouit dans la masse juive et la répugnance qu'il inspire aux Polonais. Cependant il fait profession de loyalisme à l'égard de l'État, et, au moment de l'offensive bolcheviste, a voté les mesures de défense nationale.

Les membres de l'organisation ont choisi l'hébreu comme langue officielle : en pratique, beaucoup l'ignorent et se servent du jargon.

Le *Parti populiste Juif* (*Volkisten*) tient le programme de Palestine pour utopique et irréalisable. En Pologne, les Juifs sont des aborigènes ni plus ni moins que les Polonais : il faut donc qu'ils y restent. Mais ils doivent obtenir une autonomie nationale complète, faire reconnaître à leur jargon la qualité de langue officielle, exiger la création de tribunaux juifs, dont ils seront exclusivement justiciables, et le maintien des écoles juives, avec enseignement en hébreu ou en jargon à tous les degrés. Le parti se recrute chez les artisans et chez les marchands et représente les intérêts de la petite bourgeoisie. Il a deux députés à la Diète. Dans ces derniers temps, il a perdu beaucoup de son influence, au profit de l'organisation sioniste.

L'*Union Universelle des Ouvriers Juifs*, également connue sous le nom de *Bund*, est un parti socialiste, qui a simplement ajouté au programme ordinaire des socialistes la revendica-

tion de l' « autonomie de culture » pour le prolétariat juif. Les employés de commerce et les ouvriers des usines y sont généralement inscrits. Dans les conseils municipaux de l'ancien royaume les partisans du *Bund* représentent 3 °/₀ de l'ensemble des membres israélites. Lors des élections générales, ils se sont abstenus. Le *Bund* s'est rallié récemment à l'idéal communiste et a donné son adhésion à la troisième Internationale, celle de Moscou.

Les *Travailleurs de Sion* (*Poale Sion*) constituent un « parti socialiste juif ». Eux aussi appartiennent désormais à l'Internationale de Moscou et professent un communisme intransigeant. Mais en même temps, ils préconisent la fondation d'une république juive en Palestine.

Les *Vereinigte* sont des socialistes Sionistes. Mais ils se distinguent des travailleurs de Sion par leur « territorialisme » ; partisans d'une république socialiste israélite, ils n'exigent point qu'elle soit constituée en Palestine et la verraient volontiers, par exemple, en Angola ou en Ouganda. Les *Vereinigte* sont communistes jusqu'à

l'extrême limite ; mais leur influence est à peu près nulle.

Enfin un groupe restreint d'intellectuels et de bourgeois cultivés a formé une organisation de *Juifs indépendants.* Leur programme est modéré ; ils demandent l'égalité de droit et de fait entre tous les citoyens polonais, sans distinction de nationalité, ni de confession.

*
* *

Un fait résume toute la situation : il y a actuellement en Pologne quelques millions de citoyens qui vivent séparés du reste de la nation, qui s'en distinguent par la religion, par la langue, souvent par les usages et le costume, et qui prétendent transformer cette autonomie de fait en indépendance juridique et constituer un État dans l'État. Non contents de posséder leurs églises et leurs écoles, leurs organisations et leurs journaux, ils voudraient avoir leurs tribunaux, leurs finances, et jusqu'à leur Parlement. Des rapports officiels, sans parler des liens occultes,

les unissent étroitement à des organisations étrangères riches et influentes. La majorité des Juifs de Pologne est hostile au maintien d'un État polonais indépendant et favorable à une domination étrangère, celle des Allemands. En de telles circonstances, j'avoue que ce qui m'a surpris davantage, ce n'est pas l'antisémitisme, mais la tolérance des Polonais. Je laisse de côté l'antisémitisme politique des Démocrates-Nationaux ; ce n'est ni une doctrine, ni même un principe d'action ; c'est une tactique provisoire, un épisode ; à l'analyse, on y trouve moins de conviction que d'opportunisme.

L'antisémitisme économique est plus sérieux. Les Polonais, voyant presque tout leur commerce et une partie de leur industrie aux mains d'étrangers indifférents et souvent hostiles à leur cause nationale, ont eu conscience du danger qui les menaçait et ont essayé de le conjurer : ils ont boycotté les produits juifs et se sont interdit toute tractation avec les fabricants et les commerçants israélites. Cette mesure, dont l'application devait être bientôt interrompue par

la guerre, n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. J'ai indiqué plus haut la place qu'occupent encore aujourd'hui les Juifs de l'ancien royaume de Pologne dans les principales branches du commerce et de l'industrie : il faut ajouter que le commerce extérieur et les transports sont en grande partie entre leurs mains : rien de ce qui présente un caractère international n'échappe à leur contrôle. J'ai été frappé, au cours de mon voyage en Galicie, de constater que non seulement chaque bourg, chaque village a ses juifs, petits artisans, boutiquiers, usuriers ; mais que, dans les maisons polonaises les plus aristocratiques, à la ville ou aux champs, il n'est pas rare de trouver les fonctions d'intendant, de maître d'hôtel ou de factotum remplies par un juif ; on méprise les Juifs, mais on ne laisse pas d'utiliser leur savoir-faire. Enfin certaines traditions subsistent, même en Posnanie, qui sont à l'avantage des israélites. Par exemple, il ne viendrait pas à l'idée d'un Polonais que les œufs pussent être vendus, en gros ou en détail, par d'autres que par les Juifs.

Tous les moulins de Posnanie sont demeurés aux mains des israélites ; on dirait que la minoterie, industrie lucrative, n'est point à l'usage des chrétiens.

Les experts les plus compétents reconnaissent que le boycottage n'a pas amélioré beaucoup la situation économique, tandis qu'il a grandement contribué à exaspérer les jalousies et les haines entre chrétiens et israélites. Aussi recommandent-ils d'abandonner ce moyen et de recourir à celui qui a donné de si bons résultats en Posnanie : la coopération. Le jour où les producteurs, grands et petits, méthodiquement groupés, pourront entrer en relations directes avec les consommateurs, également organisés, et avec la plus grande exportation, les intermédiaires auront la vie très dure en Pologne. Comme la politique du gouvernement, pour des raisons toutes différentes, tend soit à établir des rapports directs entre la production et la consommation, soit à réserver la fonction d'intermédiaire à l'État, on peut espérer que cette nouvelle tactique produira quelques bons effets.

Le mouvement coopératif m'a paru être très actif dans l'ancien Royaume ; il est soutenu par plusieurs périodiques bien faits, dont le plus important est le *Solidarisme*.

Si l'inconvénient économique pouvait être écarté, resterait encore le danger politique, qui est assurément le plus grave. Les Polonais ne s'en étaient pas inquiétés, tant qu'ils n'avaient eu affaire qu'aux Juifs de Pologne : dans les classes éclairées, l'assimilation allait son train, et la masse ignorante ne semblait pas redoutable. Mais au cours des trente dernières années, trois nouveaux facteurs sont intervenus : l'invasion des Juifs de Russie, l'organisation des orthodoxes par les Allemands, la pénétration des idées communistes et bolchevistes dans la masse juive. Si je ne me trompe, c'est sur le terrain politique que la lutte s'engagera en Pologne entre chrétiens et israélites, et l'issue de cette lutte ne nous est pas indifférente.

Un professeur de l'Université de Lwow, qui n'est rien moins qu'un fanatique, me disait à ce sujet : « Le sentiment qui nous anime contre les

Juifs n'est inspiré ni par la différence de race, ni par la différence de religion. Notre ville a commencé d'être une tour de Babel au milieu du XIIIe siècle ; elle a accueilli les réfugiés de toutes races et de toute confession : marchands allemands et Juifs hérétiques (Karaïtes), Tatares, Sarrasins et Arméniens. La tolérance ethnographique et religieuse est chez nous une vieille tradition. Mais ce que nous ne devons pas supporter, c'est que des gens à qui nous avons donné asile travaillent chez nous pour nos ennemis. Les Juifs ont soutenu la cause des Allemands de Vienne, ils soutiennent aujourd'hui celle des Ukrainiens. Durant les dernières semaines, lorsque les troupes bolchevistes se sont avancées en Ukraine, qu'avons-nous vu ? dans chaque ville, dans chaque village, les gens de Moscou déléguaient leurs pouvoirs à des Juifs galiciens. On vient d'arrêter à Lublin et aux environs toute une bande d'agents bolchevistes : encore des Juifs. Nous ne nous faisons pas d'illusion : les Juifs se considèrent désormais comme supérieurs à nous, ils se sentent plus forts que

nous et aspirent à nous gouverner. Nous ne ferons pas de pogroms, nous ne nous abandonnerons pas, — comme disent quelques journaux anglais, — aux fureurs de l'antisémitisme. Mais nous nous défendrons. »

J'ai trouvé à Cracovie un état d'esprit analogue. « Nous avons vécu longtemps, — me disait un architecte de cette ville, — dans la persuasion que les Juifs, ou bien en se développant deviendraient Polonais, ou bien en s'immobilisant dans leur ignorance et dans leur misère, resteraient inoffensifs. Ce dilemme était faux ; les Juifs se sont civilisés et enrichis, mais ils ne se sont pas assimilés. Quand je me suis établi à Cracovie, aux environs de 1865, la population israélite était presque tout entière enfermée dans le ghetto. En trente ans, j'ai vu s'élever et changer de classe plus de mille familles juives, dont les chefs actuels sont avocats, médecins, banquiers, grands commerçants, entrepreneurs. Tout un quartier neuf, que j'ai vu bâtir, témoigne de ce progrès. Mon métier m'a fait entrer en contact avec plusieurs de ces Juifs

parvenus : je les ai trouvés généralement honnêtes, ponctuels, plus expéditifs et plus hardis en affaires que leurs collègues chrétiens. Ils se sentent appuyés, portés par une force qui s'exerce exclusivement en leur faveur et dont l'action dépasse de beaucoup les limites de notre pays. Dans une certaine mesure, nous profitons de cette activité et de ce développement. Mais pourrons-nous longtemps les canaliser à notre bénéfice ? une grande partie de l'effort juif n'échappe-t-elle pas dès à présent à notre contrôle ? »

*
* *

Enfin voici un dernier aspect de la question juive : l'aspect européen. J'ai montré, au cours de cette étude, que de la position prise par la Pologne vis-à-vis de ses deux voisines, l'Allemagne et la Russie, dépend non seulement l'avenir du nouvel État polonais, mais aussi le salut de l'Europe. Il faut que la Pologne puisse, un jour ou l'autre, se rapprocher de la Russie réorganisée, conclure avec elle un accord dura-

ble, et consacrer toutes ses forces à la protection de sa frontière occidentale, que l'Allemagne ne cessera point de menacer. Or, les Juifs de Pologne haïssent violemment la Russie, — qui les a persécutés, et sont forcément attachés à l'Allemagne, — qui les protège. Toute l'influence dont ils disposent, ils en useront pour favoriser les desseins allemands et pour rendre impossible un rapprochement entre Russes et Polonais. A la Pologne, si elle veut vivre, à l'Europe occidentale, si elle a le souci d'empêcher que l'Allemagne et la Russie ne dirigent bientôt contre elle leurs forces unies, de veiller à ce que l'élément israélite, par des moyens directs ou détournés, ne prenne point la haute main sur la politique polonaise.

Ce n'est pas sans dessein, soyons-en bien convaincus, que, durant les années d'occupation, les rabbins militaires allemands ont pris soin d'organiser la masse juive de Varsovie et de transformer les orthodoxes en nationalistes. Et ce n'est pas pour rien que les agents du gouvernement de Moscou, qui ont si souvent partie

liée avec ceux du gouvernement de Berlin, ont répandu, parmi les juifs de Pologne les idées communistes et bolchevistes au point d'amener certains groupes, comme le *Bund* et le *Poal Sion,* à en faire la base de leur programme. Les grands journaux d'Occident, y compris ceux de Londres, devraient donc y regarder à deux fois avant de reprendre à leur compte les informations dont nous inondent quelques agences suspectes, dans l'intention de soulever l'opinion publique contre les prétendus excès de l'antisémitisme polonais et en faveur des Juifs soi-disant opprimés. Qu'ils se défient, qu'ils aillent y voir ; leurs envoyés ne tarderont pas à se rendre compte que le danger le plus imminent n'est pas celui d'une persécution juive en Pologne.

Quant aux Polonais eux-mêmes, ils ne me semblent pas encore près de pouvoir résoudre la question juive, je ne dis pas à leur avantage, mais de manière à sauvegarder leur indépendance politique et économique, leur souveraineté et leurs intérêts. S'il leur était possible de rendre à la Russie le dangereux cadeau qu'elle leur a fait

il y a vingt-cinq ans, et de repousser vers l'Est et vers le Nord tous les Juifs russes et lithuaniens qui peuplent aujourd'hui les villes et les villages de la Pologne, le problème serait très simplifié; mais on ne voit pas bien comment cette « restitution » pourrait s'effectuer. Faute de pouvoir faire mieux et davantage, les hommes d'État polonais devront s'abstenir de revendiquer pour leur pays, au Nord et à l'Est, des territoires peuplés en grande majorité d'Israélites; ils veilleront à développer l'instruction primaire dans les villes et dans les campagnes, de manière à corriger le dangereux déséquilibre qu'on observe actuellement en Pologne, entre une population chrétienne qui compte à peu près 50 °/₀ d'analphabètes, et une population juive où l'enfant le plus pauvre sait lire et écrire... en jargon allemand. Enfin les Polonais se garderont de tou antisémitisme, même politique, — le bon droit est de leur côté : qu'ils s'y tiennent, — et ne renonceront point aux efforts si généreusement entrepris par leurs hommes d'État les plus éminents, si ardemment secondés par toute une élite

de professeurs, de savants et de publicistes israélites, en vue d' « assimiler » la masse juive et de l'amener progressivement à ne plus chercher ailleurs, que ce soit en Palestine, en Amérique ou en Allemagne, une patrie qu'elle doit s'estimer heureuse d'avoir, depuis des siècles, trouvée en Pologne.

CHAPITRE VII

NATIONALISME ET RELIGION

Le catholicisme en Pologne. — L'Eglise et l'Etat.— L'Eglise catholique et les nationalités : l'Uniatisme. — Questions d'Ukraine, de Lithuanie et de Russie-Blanche.

« Toute cérémonie religieuse est en Pologne une manifestation nationale. » Ce mot me fut dit à Rome par un diplomate russe, qui prenait quelquefois à tâche de me démontrer que le gouvernement du Tsar était beaucoup trop indulgent à l'égard de ses « sujets catholiques ». Il était alors profondément vrai, et il l'est encore aujourd'hui. Cause nationale et foi religieuse n'ont jamais été séparées dans l'esprit des Polonais, au temps où ils luttaient pour reconquérir leur indépendance ; elles n'y restent pas moins

unies à présent qu'ils l'ont recouvrée. Je n'ai pas encore oublié le spectacle que m'avait offert, en 1913, une messe du dimanche à Notre-Dame de Cracovie : La grande nef était pleine de paysans agenouillés à terre ; hommes et femmes en habits de fête, longues vestes de laine blanche, corsets de soie brodée d'argent et d'or ; leur prière était si fervente, que le va-et-vient des fidèles qui, en passant, heurtaient une botte ou accrochaient un fichu, ne détournait pas un instant leur regard immobile et comme extasié ; quelques-uns priaient à haute voix ; tout près des marches qui mènent au chœur, quelques femmes restaient prosternées, le visage collé aux dalles du parvis. Une heure après, je retrouvais tout ce monde au Musée National Polonais, parcourant les salles en silence, contemplant les tableaux d'histoire, s'arrêtant avec recueillement devant les reliques de Kosciuszko et de Mickiewicz...

Cette piété, religieuse et patriotique, éclate encore aujourd'hui dans toutes les solennités polonaises. A Cracovie, durant l'octave de la

Fête-Dieu, il y avait chaque jour une procession ; toute la ville y prenait part : personnages officiels, grands seigneurs en costumes d'autrefois, justaucorps de velours, longue rapière, manteau de fourrure et toque à aigrette ; bourgeois et paysans, chorales et musiques militaires ; au-dessus de la foule s'agitaient pêle-mêle les drapeaux aux couleurs nationales, les bannières des confréries et les pancartes couvertes d'inscriptions patriotiques. Le jeudi de l'octave, suivant une tradition séculaire, le cortège s'arrêta devant le palais Larisch ; une sorte de géant, habillé en Tatare, qui manœuvrait un cheval de bois, exécuta une danse étrange et violente, sans musique ; après quoi il rentra dans son cheval et la procession se remit en marche. A Lublin, messes militaires sur la grand' place, devant l'ancienne église russe, bénédiction des drapeaux, serment prêté sur l'autel par les soldats qui vont partir au front. A Varsovie, au temps de l'avance bolcheviste, cortèges religieux dans les rues, cérémonies religieuses dans les églises : nulle ne fut plus émouvante que la messe célébrée à la

cathédrale par le cardinal Kakowski, le 14 juillet, en présence du ministre de France et des officiers de notre mission militaire ; autour du chœur et le long des nefs, nos drapeaux se mêlaient aux drapeaux polonais ; à l'orgue, la Marseillaise retentit ; du haut de la chaire, un prélat criait l'angoisse de la Pologne, son espoir en la France alliée et sa volonté de vaincre.

La Pologne ressuscitée est toujours la « catholique Pologne » ; la foi religieuse, qui fut sa meilleure armure, sa plus ferme défense contre les assauts du Russe orthodoxe et de l'Allemand luthérien, ne reste pas seulement une tradition historique, elle est une force vivante ; son clergé, actif et influent, est à la tête du mouvement social et ne demeure pas étranger au mouvement politique. La Pologne veut être un état démocratique ; elle ne recule point devant les réformes les plus radicales et les plus hardies ; mais elle entend rester, essentiellement, un état catholique.

*
* *

Le projet de constitution désigne le catholicisme romain, non comme religion d'Etat, mais comme religion pratiquée par la grande majorité de la nation polonaise ; il reconnaît à l'Église catholique le droit d'exercer librement son culte en Pologne et de s'y régir selon les principes du droit canonique.

Beaucoup de questions restent à résoudre, entre autres celles des biens ecclésiastiques et du traitement des ministres du culte. La réforme agraire de M. Witos n'était pas votée, lorsque j'eus l'honneur de m'entretenir sur ce sujet avec le prince-évêque de Cracovie, Mgr Sapieha. L'air et les manières d'un grand seigneur d'autrefois, l'ouverture d'esprit et la tolérance large d'un homme d'aujourd'hui, tels m'ont paru être les deux traits dominants dans la figure du prince-évêque. Il n'a pas dépassé de beaucoup la cinquantaine,et l'extraordinaire vivacité de ses yeux noirs le fait paraître encore plus jeune.

Lorsque Mgr Sapieha apprend que j'arrive de Rome, où il a vécu longtemps, dans les milieux les plus influents de la Curie et dans la familiarité de Mgr della Chiesa, qui est aujourd'hui Benoît XV, c'est lui qui me pose mille questions sur le Vatican, sur les cardinaux romains de ses amis, puis sur la politique italienne, qu'il a toujours suivie avec attention. Tout en répondant de mon mieux, ai-je laissé percer quelque inquiétude ? Le fait est que le prince-évêque sourit et me donne licence d'interroger à mon tour. Je lui demande quelles conséquences peut avoir la politique agraire du gouvernement sur les conditions de l'Eglise de Pologne. « Mon Dieu ! — répond Mgr Sapieha, — c'est le moindre de nos soucis. Il est vrai que je suis, comme évêque de Cracovie, grand propriétaire foncier. Laissera-t-on à l'Eglise ses biens ? ou voudra-t-on les exproprier, contre le paiement d'une indemnité, qui serait distribuée sous forme de traitement aux ministres du culte ? Nous n'en savons rien encore. Notre seul désir — il se reprit pour dire : Notre seule volonté — est que les ministres du

culte ne deviennent pas des fonctionnaires, qu'ils restent parfaitement indépendants. En ce moment, si l'Etat voulait racheter nos biens, il devrait nous payer des sommes énormes ; ni la condition de ses finances ni la valeur actuelle du mark ne semblent lui recommander l'opération. Mais nous ne nous opposerons pas à ses desseins : qu'on nous laisse de quoi vivre, et la liberté : nous ne prétendons pas davantage.

— En ce qui concerne la nomination des évêques, Monseigneur, une décision a-t-elle été prise ?

— Elle ne pourra l'être que d'accord avec Rome, — répond le prince-évêque. Les négociations sont en cours et ne prendront une forme plus précise que lorsque notre Constitution, enfin votée, aura nettement défini les rapport entre l'Eglise et l'Etat. Plusieurs systèmes sont envisagés : on n'est pas ici très partisan de l'élection faite exclusivement par les chapitres. Mais les chanoines pourraient présenter une liste, sur laquelle soit les évêques de la province, soit tous les évêques de Pologne opéreraient leur choix.

Ce choix serait soumis à la ratification de l'autorité suprême de Rome. Le gouvernement serait pressenti, de manière à garantir à l'évêque une fois nommé une position convenable vis-à-vis du pouvoir civil, mais nous voudrions éviter la « présentation » des candidats au Saint-Père par le gouvernement. Vous savez d'ailleurs que nous entretenons avec le Vatican des rapports excellents. L'autorité romaine, qui admet les synodes provinciaux, ne se montre point favorable, généralement, aux assemblées nationales d'évêques. Cependant nous avons obtenu la permission de nous réunir, non pas, si vous voulez, en synode national, mais en assemblée générale. Il est vrai que la Pologne ne compte que dix-sept évêques, que ces réunions ont gardé un caractère privé, et qu'on n'y peut prendre aucune décision ayant force exécutoire. Nous nous réunissons à Poznan ou à Czenstochowa, comme les évêques allemands se réunissent à Fulda. Pour les affaires courantes, des rencontres plus fréquentes et plus intimes rassemblent à Varsovie les principaux évêques autour des deux cardinaux.

« Nos socialistes, dans ces derniers temps, se sont préoccupés de la nomination des curés. Le droit de présentation appartenait, suivant les régions, tantôt aux conseils municipaux, tantôt même aux grands propriétaires fonciers. Les socialistes ont eu raison d'exiger l'abolition de ce privilège ; mais ils vont un peu loin lorsqu'ils demandent que les curés soient élus par le peuple. Nous proposerons, pour notre part, que le droit de nommer les curés soit réservé aux évêques. »

Les choses étaient un peu plus avancées, lorsque j'arrivai en Posnanie. Le cardinal Dalbor, archevêque de Poznan et Gniezno, avait quitté la ville métropolitaine pour sa résidence d'été de Krobia (Kroeben). Je lui avais été présenté à Rome l'année dernière, lorsqu'il vint y recevoir le chapeau, et m'autorisai de cette circonstance pour lui demander la permission de lui rendre visite à la campagne.

Krobia est une petite ville de 5.000 habitants, située à quatre-vingts kilomètres au sud de Poznan. Le château fort qui la domine, aujourd'hui

ruiné, appartenait jadis à l'archevêque de Poznan, qui portait le titre de « premier prince de Pologne » et a conservé celui de « curé de Krobia ». A quelque distance, une agglomération de maisons neuves représente la « colonie » allemande installée dans le pays par la fameuse Commission. Les habitants de Krobia sont pour la plupart des agriculteurs, petits propriétaires ou bien ouvriers agricoles. Les paysans, ayant longtemps appartenu à l'évêque, sont encore aujourd'hui appelés *Biskupi* (de *Biskup :* évêque) par ceux des environs. A l'hospitalité peu sympathique des villes d'eaux allemandes, Mgr Stableski préféra la calme retraite de cette petite ville polonaise, où il se sentait chez lui ; il fit ajouter une aile au presbytère, et s'y installa pour l'été ; ses successeurs ont suivi la tradition.

Le cardinal Dalbor m'accueillit avec cette affabilité et cette bonne grâce souriante qui lui ont gagné à Rome l'amitié respectueuse de tous ceux qui l'ont approché. « Vous arrivez à point, — me dit-il, — car je pars demain matin pour Czenstochowa, où nous avons une assemblée. Les circons-

tances graves où se trouve notre pays exigent que nous nous mettions d'accord sur certaines décisions ». Je m'aperçus alors que les cheveux du Cardinal avaient légèrement blanchi et qu'une ombre de tristesse voilait son regard : cet ardent patriote dont toutes les tracasseries, toutes les persécutions prussiennes n'avaient pu, durant quatre années de guerre, abattre le courage ni même altérer l'humeur, était profondément ému du nouveau danger qui menaçait la Pologne. Il ne m'en invita pas moins à l'interroger sur tous les objets qui pouvaient m'intéresser, et nous parlâmes bientôt des nouvelles conditions faites par la réforme agraire à l'épiscopat et au clergé. « Les biens ecclésiastiques, — m'expliqua Mgr Dalbor, — vont être expropriés par l'Etat. Cette mesure affecte d'une manière différente l'épiscopat et le clergé des trois provinces. Dans l'ancienne Pologne russe, ni les évêques, ni les curés ne sont propriétaires fonciers. En Galicie au contraire, les uns et les autres possèdent de la terre. Ici tous les biens ecclésiastiques furent confisqués par la Prusse en 1812 ; puis intervint le

Concordat de 1821, qui ne rendit point aux évêques leurs anciens domaines, mais attribua à chaque curé la possession d'une certaine étendue de terrain ; elle est ordinairement de 70 hectares, et va parfois jusqu'à 130.

« Il nous paraît convenable que le traitement des évêques soit payé en argent par l'état polonais, comme il l'était par le gouvernement prussien. Pour les curés, nous demandons qu'à l'indemnité en espèces soit ajoutée l'attribution, à un titre quelconque, d'un terrain d'une dizaine d'hectares : c'est ce que chez nous on estime nécessaire pour l'entretien de deux chevaux. Nos paroisses sont extrêmement vastes ; souvent, rien qu'à les traverser dans leur longueur, on fait 25 kilomètres ; quelque vigoureux que soit le curé, il ne peut assurer le service du culte et celui des malades, s'il ne dispose pas de deux chevaux et d'une voiture.

« Le recrutement du clergé, devenu assez difficile dans certaines parties de la Pologne, ne me donne pas ici d'inquiétude. Le grand séminaire de Poznan compte actuellement 80 élèves. Pen-

dant la guerre. J'ai dû les envoyer poursuivre leurs études un peu partout ; il y en avait à Münster, aux universités du grand-duché de Bade et à celles de Bavière ; je n'aurais pu les destiner tous à la même Faculté, sans jeter la suspicion sur la faculté choisie. Aujourd'hui ils suivent tous ensemble les cours de l'Université de Poznan.

« Nos séminaristes sont des fils de petits bourgeois et surtout des fils de paysans. Ce recrutement est le meilleur que nous puissions souhaiter : le clergé est ainsi très près du peuple, il garde un esprit très démocratique, et il faut qu'il en soit ainsi. Lors des élections générales, nos syndicats d'ouvriers sont venus me demander la permission de choisir pour candidats deux de mes prêtres : tous les deux ont été élus.

— Votre Eminence, demandai-je, a-t-elle lieu de craindre pour son diocèse quelque résistance des éléments allemands, ou quelque entreprise destinée à maintenir l'influence allemande ?

— Non, répondit nettement Mgr Dalbor. Pour ce qui est de l'influence allemande, si elle avait

dù prévaloir, ce serait chose faite depuis longtemps. Au moment où les fonctionnaires prussiens quittaient notre pays, un de mes amis demanda à l'un d'eux, avec qui il avait entretenu des relations satisfaisantes : « Pourquoi nous avez vous-aussi constamment, aussi opiniâtrement maltraités ? » de quelle intention s'inspirait donc votre conduite envers nous ? » L'Allemand lui répondit : « Si nous ne vous avions pas tenus à l'écart, et même persécutés, c'est vous qui auriez assimilé, conquis nos fonctionnaires et nos immigrés. Votre civilisation est plus ancienne que la nôtre, et puis vous possédez le charme, qui nous manque. »

« Quant à la résistance des éléments allemands dans mon diocèse, je ne la redoute ni ne la prévois. Vous savez que la frontière politique déterminée par le traité de Versailles ne coïncide pas avec la frontière ecclésiastique : de sorte que je reste l'évêque d'environ 100.000 Allemands. Je confierai cette partie de mon diocèse à un administrateur, que je choisirai parmi les chanoines allemands des chapitres de Poznan et de

Gniezno ; les droits de ce fonctionnaire ecclésiastique seront définis d'accord avec le gouvernement de Berlin : je les conçois, pour ma part, identiques à ceux dont jouissent mes autres vicaires généraux, investis de fonctions analogues. La situation est évidemment délicate, mais elle n'a rien d'inquiétant.

— Oserais-je vous demander, Monseigneur, comment l'ex-roi de Prusse, comment le gouvernement prussien, connaissant vos sentiments, ont pu donner leur agrément à votre élection au siège de Poznan ?

— Je n'ai pas été élu, — répliqua le cardinal avec un sourire, — mais nommé par le Saint-Siège, et voici comment. Aux termes du concordat de 1821, les évêques de Posnanie étaient désignés au pape par le gouvernement prussien, qui les choisissait lui-même sur la liste dressée par le chapitre. Selon que les chanoines mouraient dans un mois pair ou dans un mois impair, le choix de leur successeur était attribué au Souverain Pontife ou au roi de Prusse. Lorsque la mort de Mgr Likowski amena la va-

cance du siège, au printemps de 1915, il se trouva que le chapitre était composé en grande majorité d'Allemands, les chanoines s'étant obstinés à mourir pendant les mois impairs, au plus grand profit du roi de Prusse. Si l'on s'en rapportait au choix du chapitre, l'élection d'un Allemand au siège de Poznan était certaine. Comment la population polonaise l'eût-elle acceptée? était-il opportun, en pleine guerre, de provoquer des résistances, et peut-être des désordres? on se le demanda à Berlin. Exceptionnellement, le roi renonça à sa prérogative et invita le Vatican à pourvoir lui-même le siège vacant. C'est ainsi que le 30 juin 1915, je suis devenu archevêque de Poznan et Gniezno. »

Le cardinal Dalbor ne me donna point congé avant de m'avoir fait remettre des lettres d'introduction pour quelques écclésiastiques de son diocèse et de m'avoir montré lui-même sur la carte la route que je devais suivre pour gagner un domaine agricole voisin, dont on m'avait recommandé la visite. En m'éloignant de Krobia, je songeais avec admiration au rôle joué durant

la domination allemande par ces archevêques de Poznan, par le cardinal Ledochwski, qui, au temps du Kulturkampf, s'était laissé traîner en prison plutôt que d'abdiquer ses droits et sa dignité, par Mgr Stableweski, dont ni Hohenlohe ni Bülow n'avaient pu vaincre la fière et calme résistance, par leurs successeurs... L'énergie tour à tour héroïque et prudente de ces grands prélats avait déjoué les efforts de la propagande prussienne et de l'esprit luthérien ; ils avaient conservé intact l'héritage sacré des ancêtres polonais et catholiques ; du haut de la vieille tour de Krobia, ils avaient vraiment fait bonne garde, les « premiers princes de Pologne ».

*
* *

La ville de Lwow a le privilège, que je crois unique en Europe, de posséder trois évêques en communion avec le Siège romain : un archevêque catholique latin, un archevêque ruthène, du rite uniate, et un évêque arménien. On m'a raconté que le roi de Bavière qui, passant par

Lwow, s'était fait présenter les autorités de la ville, ne put s'empêcher, lorsqu'on introduisit auprès de lui un troisième personnage épiscopal, de murmurer dans sa barde : « Encore un ! »

L'évêque arménien-catholique de Lwow est Mgr Teodorowicz, qui fut élu député à l'Assemblée Nationale et que mes lecteurs ont déjà rencontré à l'Institut Marie[1]. Orateur éloquent et grand patriote, il était, au temps de l'occupation de Varsovie par les Allemands, l'objet d'une surveillance toute particulière : un agent du gouvernement militaire sténographiait ses sermons. Un jour qu'il avait prêché sur ce texte : « Or le démon s'approcha de Jésus et le tenta », Mgr Teodorowicz s'entendit menacer du conseil de guerre. Il demanda quel était son crime : on lui fit comprendre que le Satan de son sermon ressemblait étrangement à l'empereur Guillaume II. « Tant pis pour eux — répliqua le prélat, — s'il ont vu la ressemblance ; je ne l'y avais pas mise exprès. » Mgr Teodorowicz gouverne à Lwow quelques milliers d'Arméniens-catholiques, des-

1. V. chap. II, p. 62 et suiv.

cendant de ceux qui, au XIVe siècle, vinrent chercher asile auprès des princes ruthènes. Il y a longtemps que ces réfugiés sont devenus polonais, mais ils sont restés fidèles à leur rite. L'église arménienne de Lwow ne compte guère que des citadins, pour la plupart riches et instruits. Aucune difficulté ne s'est jamais élevée entre eux et les catholiques latins.

On n'en peut pas dire autant des Uniates Ruthènes, qu'une inimitié séculaire sépare des Polonais. Leur magnifique cathédrale, Saint-Georges, s'élève sur la colline boisée où les moines basiliens étaient venus s'établir à la fin du XIIe siècle. Un prince ruthène y fit construire en 1280 une chapelle en bois, qui, successivement agrandie et embellie par les archimandrites, fut enfin remplacée, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, par la monumentale église baroque, dont on voit surgir de très loin les clochetons, les lanternes et la procession d'apôtres aux draperies mouvementées. L'architecte de Witte l'édifia, sur l'ordre du métropolite Athanase Szeptycki. Autour de l'église, il disposa, dans une

ordonnance un peu théâtrale, le palais de l'archevêque et les maisons des chanoines. De la haute terrasse ménagée devant la façade principale, la vue s'étend sur toute la ville et sur les collines qui l'entourent. Un gigantesque saint Georges à cheval, campé au sommet de l'attique, domine l'architecture et le décor.

C'est encore un Szeptycki, basilien comme son ancêtre, qui gouverne aujourd'hui l'église ruthène de Lwow. Quand j'ai passé par cette ville, Mgr Szeptycki se trouvait à Varsovie, auprès de son frère le général, malade ou blessé ; je fus reçu par un vieux chanoine, qui me parla fort peu des Uniates et beaucoup du Visiteur Apostolique que le Saint-Père avait désigné pour l'Ukraine, dont on annonçait l'arrivée depuis trois mois, et qui n'arrivait point. Je fis observer au chanoine que ce retard était sans doute plutôt imputable aux événements politiques et militaires qu'à la mauvaise volonté du Saint-Siège ou de son visiteur ;et je redescendis la colline de Saint-Georges pour me rendre chez l'archevêque latin.

Mgr Bilczewski voulut bien me donner quelques détails sur la situation religieuse de son diocèse. « Nous avons beaucoup souffert de la guerre, — me dit-il. Soixante de mes prêtres sont morts, la plupart terrassés par le typhus, six tués par les Ukrainiens. Nos paroisses, très étendues, demanderaient des curés jeunes et vigoureux. Malheureusement le clergé latin est aussi rare que le clergé ruthène est nombreux. En fait, les fidèles vont à l'église la plus proche et demandent les sacrements au premier pasteur qu'ils rencontrent, sans trop s'inquiéter de la différence de rite.

« Dans les années qui ont précédé la guerre, les relations étaient devenues meilleures entre Polonais et Ukrainiens, les mariages mixtes étaient fréquents ; les garçons suivaient alors la religion du père, les filles celle de la mère. Vous imaginez les querelles, souvent sanglantes, que la guerre a fait éclater dans toutes ces familles. Les prêtres ruthènes, qui s'occupent beaucoup de politique et exercent une grande influence sur leurs fidèles, ont tout fait pour envenimer le

conflit. Pour moi, j'invite mon clergé à se tenir à l'écart de la lutte et à réserver son activité pour les œuvres sociales, que nous ne multiplierons jamais assez. Que de malades, dans mon diocèse, qui succombent faute de soins, que d'enfants rendus orphelins par la guerre, qui n'ont pas encore été recueillis ! Notre devoir est tout marqué : réparer les ruines et adoucir les souffrances : les prêtres latins s'y emploient de toutes leurs forces. »

Belle et touchante figure d'ecclésiastique, que celle de l'archevêque latin. On dirait qu'en les évoquant, il contemple douloureusement les ruines matérielles et morales que la guerre a laissées dans son diocèse. Mais aucun découragement ne perce sous cette tristesse. Lwow en a vu bien d'autres ! Ville frontière entre deux mondes, sans cesse foulée par les invasions, son histoire n'est qu'une longue suite de sièges, d'incendies et de pillages. Et pourtant, elle a su garder de beaux restes. Un sourire éclaire le visage pâle de Mgr Bilczewski, lorsqu'il me parle de sa cathédrale, moins somptueuse que l'église

Saint-Georges, mais plus religieuse, et trois fois vénérable, puisque les fondements en furent établis par le roi Casimir le Grand.

La question des Uniates ruthènes et de leurs démêlés avec les Polonais latins est une de celles qui préoccupent très justement le pape Benoît XV. Les Uniates, comme l'indique leur nom, sont unis à l'Église Romaine par leur croyance ; ils se rapprochent de l'Église grecque orthodoxe par leur rite et par leur discipline : les prêtres uniates ont licence de se marier ; seuls les moines et les évêques, issus des monastères, sont tenus au célibat. L'église uniate constitue en Ukraine un groupement important et assez compact ; il n'en va pas de même en Russie-Blanche, où la plupart des fidèles furent convertis de force à la religion orthodoxe, entre 1863 et 1905. Lorsque le gouvernement russe promulgua le décret sur la liberté des cultes, beaucoup de ces convertis retournèrent directement au catholicisme latin. Ces perpétuels changements ne pouvaient manquer de laisser quelque trouble dans des populations qui sont par ailleurs timides et

ignorantes. « Plaise à Dieu, — me disait une grande dame polonaise, fervente catholique, — que nos paysans se laissent ramener une bonne fois à la communion latine, et qu'il y demeurent. Oui, je sais bien qu'à Rome, il y a des partisans de l'uniatisme : il forme, dit-on, entre le catholicisme latin et l'église orthodoxe un trait d'union, un pont qu'il ne faut pas couper. L'uniatisme en effet est un pont, mais un pont qu'on passe et repasse, dans les deux sens, suivant les événements. Pour l'avoir passé trop souvent, nos pauvres paysans finissent par ne plus savoir eux-mêmes s'ils sont catholiques ou orthodoxes, et si le prêtre marié qui leur distribue la communion sous les deux espèces, est un curé ou un pope. »

Je me suis longuement entretenu de la question uniate à Varsovie avec le père Genocchi, Visiteur Apostolique d'Ukraine, si impatiemment attendu par les chanoines de Saint-Georges, et avec le nonce, Mgr Ratti. Ce dernier a bien voulu me faire connaître sur ce point les intentions du Saint-Père. « Avant tout, — m'a dé-

claré Mgr Ratti, — le pape tient à ce que la volonté et la conscience de chacun soient scrupuleusement respectées. Que ce soit en Ukraine ou en Russie-Blanche, la population ruthène semble assez divisée sur la question des rites ; l'Intelligence préfère en général le catholicisme latin ; le peuple, plus attaché au détail des cérémonies extérieures, incline au contraire vers l'uniatisme. Eh bien ! dit le Saint-Père, que l'Intelligence soit latine et le peuple uniate : il n'importe guère, pourvu que l'Intelligence et le peuple restent catholiques. »

J'avais le dessein, pour étudier d'un peu plus près les problèmes politiques et religieux qui se posent en Lithuanie et en Russie-Blanche, de m'arrêter quelques jours à Wilna et à Kowno, et de pousser à l'est jusqu'à Minsk et Mohilew : les bolchewiks en disposèrent autrement. J'espérais du moins obtenir de personnes compétentes, à Varsovie ou ailleurs, une documentation sérieuse et impartiale sur ces questions : j'ai dû également y renoncer. Trop de passion, des deux côtés, se mêle aux raisonnements, à l'évocation

des précédents historiques, et jusqu'à l'interprétation des chiffres. De tout ce que j'avais observé à Rome, au cours des vingt dernières années, il m'était resté l'impression que les Polonais avaient une tendance à traiter les Lithuaniens et les Blancs-Russiens comme ils étaient traités eux-mêmes par les Russes, et qu'en particulier le clergé de Pologne, entraîné par son ardeur patriotique, n'avait pas eu toujours assez d'égard pour la nationalité, les traditions, la langue de populations douces, religieuses et ignorantes. C'est par les missionnaires catholiques que la Pologne pénétra d'abord en Lithuanie ; c'est grâce à eux que le polonais y devint la langue officielle de l'église, puis celle de l'école. Des évêques passionnés comme Krasinski, Zylinski, Charles Hrymiewcki, allèrent jusqu'à nier l'existence de la langue lithanienne, ou à la qualifier de « langue de païens ».

En 1900, lors de la célébration du jubilé, le Pape Léon XIII voulut qu'au moment où il ouvrirait à Rome la Porte Sainte, les Lithuaniens entendissent dans la cathédrale de Wilna

un sermon prêché, des cantiques chantés dans leur langue nationale. Une relation détaillée de la cérémonie fut reçue au Vatican : en entendant pour la première fois depuis tant de siècles la langue et les chants lithuaniens résonner dans leur église, les gens de Wilna pleuraient de joie. Une souscription fut ouverte entre les fidèles en vue d'ériger à Saint-Nicolas une croix jubilaire, accompagnée d'une inscription en lithuanien. Le curé s'y prêta volontiers ; mais l'évêque ayant eu connaissance de ce projet, s'y opposa et donna l'ordre de placer dans l'église une croix portant l'inscription en langue polonaise.

On rapportait encore à Rome que l'instruction religieuse était donnée en polonais aux enfants du diocèse de Minsk, où la population des campagnes ne parle et n'entend que le Blanc-Russien, et l'on prêtait à l'évêque de Minsk ce propos singulier : « Plutôt que de permettre qu'on enseigne aux enfants le catéchisme dans une autre langue que le polonais, j'aime mieux qu'ils ignorent le catéchisme. » Encore une fois, ce ne sont là que des impressions, des souvenirs, recueillis dans un

milieu qui était alors peu favorable à la cause de la Pologne ; c'est pourquoi j'aurais voulu en contrôler sur les lieux l'exactitude ou la vraisemblance. N'ayant pu le faire, je m'abstiendrai de tout jugement sur ces questions délicates. J'ai déjà dit ce que je pense de la « théorie varsovienne » des vastes annexions et des plébiscites en pays mixtes : les annexions me semblent dangereuses et les plébiscites trompeurs, dans des régions où les habitants, dépourvus de toute instruction, subissent avec une égale docilité des nfluences contradictoires. Ceux qui auront à résoudre ces problèmes ne devront pas oublier que la religion en est probablement le facteur principal, et qu'avant de demander aux paysans de Wilna et à ceux de Minsk s'ils veulent être Lithuaniens, Polonais ou Russes, il faudra leur assurer une liberté qui paraît bien être pour eux l'essentielle : celle d'aller prier Dieu dans une église de leur culte et de faire enseigner à leurs enfants la doctrine religieuse dans un idiome qu'ils comprennent, c'est-à-dire dans leur langue nationale.

Le clergé polonais a joué un rôle important et admirable dans la longue lutte engagée par trois gouvernements iniques contre une nation qui ne voulait pas mourir. Ce rôle n'est pas terminé. Dans un pays profondément religieux comme la Pologne, l'action des évêques et des prêtres est toujours efficace, souvent décisive. Je ne l'ai jamais mieux compris qu'en ces terribles journées de juillet, alors que les Bolchewiks triomphants formaient autour de Varsovie un cercle toujours plus étroit et que, dans certains milieux, la confiance commençait à fléchir. Le matin du 16 juillet, j'allai voir le cardinal-archevêque, Mgr Kakowski : pendant une heure, il m'entretint de la situation, des mesures prises par l'épiscopat, des prières ordonnées dans les églises, des appels aux armes adressés du haut de la chaire à la jeunesse des villes et des campagnes ; et, de temps en temps, ces paroles, prononcées d'une voix ferme, un peu rauque, revenaient comme un refrain : « J'ai confiance, notre peuple vaincra. »

L'après-midi du même jour, je rencontrai à la

Diète Mgr Teodorowicz. Il me communiqua la première rédaction du magnifique appel adressé par les évêques de Pologne à l'épiscopat de toute la chrétienté. Je n'ai pas vu que ce texte important eût encore été publié dans la presse française, et ne me tiens point d'en rapporter ici les parties essentielles : « Nous nous adressons à vous dans une heure grave, — écrivaient les évêques polonais, — dans une heure où l'ennemi, massé devant les marches de notre patrie, menace de la subjuguer et de la détruire. Nous vous demandons de nous aider à sauver la Pologne. L'Univers n'a pu accueillir avec joie la résurrection de notre pays, l'accomplissement de la justice divine à travers les siècles, pour contempler ensuite d'un cœur insensible son effondrement. Le miracle qui a permis à la Pologne de secouer ses chaînes n'aurait-il donc servi qu'à la faire retomber, abandonnée de tous, dans un esclavage mille fois pire que le premier ?

« Cette guerre a été imposée à la Pologne, elle ne l'a pas provoquée ; et ce n'est pas avec le peuple russe que lutte notre peuple, mais bien avec

cet élément qui a foulé aux pieds la Russie, qui a sucé le sang de ses veines, bu son âme, et qui, insatiable, se rue aujourd'hui à de nouvelles conquêtes. Ce n'est pas nous seuls que le danger actuel menace. L'ennemi qui veut nous détruire, loin de voir dans la Pologne la limite extrême de ses conquêtes, la considère comme une étape, et se servira d'elle comme d'un canal pour inonder l'univers. Car c'est l'univers que le bolchevisme veut conquérir...

« En élevant la voix aujourd'hui pour la Pologne, nous plaidons la cause du monde entier. En parlant de nous, Frères Vénérés, c'est aussi bien à vous que nous pensons, à l'Europe, à l'Univers. Car, à supposer même que le monde demeure indifférent au sort de l'Eglise, à la vie spirituelle, à l'esprit chrétien, il ne saurait se désintéresser de la ruine totale d'une civilisation, à laquelle le Christianisme l'a initié. Aussi est-ce à vous, Vénérés Frères, que nous adressons notre demande de secours. Ce que nous demandons, ce n'est ni de l'argent, ni des munitions : non, rien de tout cela, car nous ne sou-

haitons pas la guerre, mais la paix, à condition que cette paix n'ait point pour conséquence un nouveau démembrement de notre patrie et ne constitue point pour le monde entier une nouvelle menace. Ce que nous demandons, c'est un assaut de prières montant de la terre vers le ciel pour implorer le salut de la Pologne. Souvent déjà le monde catholique a sû unir ses prières en faveur de notre patrie : jamais ses supplications n'auront été plus opportunes qu'à l'heure présente. »

« Verrons-nous l'Europe — disaient encore les évêques —, après avoir solennement refusé de nouer aucune relation avec le pouvoir bolcheviste, faire soudain volte-face et s'humilier aux pieds de son plus implacable ennemi ? Il y a peu de temps encore, ses hommes d'état repoussaient toute négociation avec le bolchevisme et l'isolaient, comme on met en quarantaine un malade suspect : et voici qu'aujourd'hui ils recherchent eux-mêmes les moyens de faire rentrer les bolchevistes dans le concert des nations ! Après avoir sacrifié son or et son sang pour

arrêter le fléau destructeur, fourni tant d'armes et de munitions pour combattre le bolchevisme, l'Europe contemple aujourd'hui d'un œil froid la mêlée inégale où saigne la Pologne tout entière. Notre espoir est dans la prière, qui ramènera l'âme humaine à la vérité, anéantira le sophisme et le mensonge, ressuscitera la conscience de l'univers et animera d'un nouvel élan ses forces généreuses. »

Le principe invoqué en termes émouvants par les évêques de Pologne, ce n'est rien de moins que la vieille et féconde idée de « chrétienté », si glorieusement et si utilement mise en œuvre par Charles Martel et par Charlemagne, par Henri IV et par Richelieu. C'est à la chrétienté menacée que la Pologne, sur la Narew et sur le Bug, comme autrefois sous les murs de Vienne, servait d'héroïque rempart ; et c'est la chrétienté que l'épiscopat de Pologne adjure de ne point abandonner ceux qui défendent à la fois leur cause et la sienne. On sait comment la France répondit à l'appel de la Pologne, et avec quelle délicatesse toute française le général Weygand,

organisateur de la victoire, répondit aux acclamations du peuple de Varsovie en glorifiant l'armée polonaise et en s'inclinant devant la bannière où était brodée l'image de la Vierge de Czenstochowa.

CHAPITRE VIII

LA VIE INTELLECTUELLE ET LES UNIVERSITÉS

Le rôle des Sociétés Savantes en Pologne durant la domination étrangère. — La jeunesse universitaire et ses tendances. — L'université polonaise et l'influence allemande. — L'influence française en Pologne.

Avec la religion, l'instrument le plus efficace de la résistance polonaise a été la tradition nationale, jalousement entretenue dans les familles par l'usage de la langue, dans les Sociétés Savantes par des recherches constantes sur l'histoire de la Pologne, sa littérature, son art, sa philosophie, son ancien droit. Tandis que la jeunesse polonaise était obligée de suivre, dans les gymnases et dans les Universités, des leçons profes-

sées en russe ou en allemand, la haute culture nationale trouvait un refuge dans ces académies, dans ces Sociétés des Amis des Sciences, qui malgré d'énormes difficultés et au prix de grands sacrifices, poursuivaient leurs travaux, leurs publications, leur œuvre scientifique et patriotique. A Poznan, la *Société polonaise des amis des Sciences* fait paraître, pendant la domination prussienne, 56 volumes d'annales ; à Torun (Thorn) la *Société scientifique*, fondée en 1876, assure deux publications périodiques, les « Annales » et les « Notices » et commence à recueillir les sources de l'histoire locale (*Fontes*). A Lwow, la *Société pour l'avancement des sciences* et *l'Union littéraire-scientifique* publient des études et des mémoires. A Plock, à Pabiannice, à Przemysl, on trouve des organisations analogues, avec leurs bibliothèques et leurs bulletins régulièrement édités.

Mais le centre de tout ce mouvement était, est encore à Cracovie : c'est la *Société des Amis des Sciences* devenue, depuis 1873 *l'Académie des Sciences*, et actuellement présidée par un

latiniste éminent, le professeur Casimir Morawski. L'Académie de Cracovie est divisée en trois sections ; histoire et philosophie, philologie, sciences mathématiques, physiques et naturelles. A la veille de la guerre, elle avait publié trois cents volumes de mémoires et de comptes rendus, et près de deux cents recueils de documents d'archives et de monographies scientifiques. L'Académie entretenait des missions d'études à Paris, à Rome et à Constantinople. J'imagine que celle de Paris est déjà rétablie. Celle de Rome fut rattachée jusqu'en 1915 à l'Institut historique autrichien et n'affirmait guère sa relative autonomie que par le caractère de ses travaux, ordinairement consacrés à l'histoire des rapports entre la Pologne et le Saint-Siège. La mission d'études polonaise à Rome sera prochainement rétablie, cette fois dans sa pleine indépendance. Pour commencer, des conditions financières temporairement difficiles ne permettront à l'Académie ni d'envoyer des étudiants nombreux ni de les installer grandement ; mais si, dans les premières années, les jeunes histo-

riens polonais se sentent un peu dépourvus, je sais à Rome une Bibliothèque et une Ecole où les instruments de travail, le cordial accueil des élèves et les conseils d'un savant illustre ne leur feront jamais défaut.

J'ai demandé au président de l'Académie des Sciences de Cracovie quelques indications touchant le mouvement intellectuel, la production scientifique et la réorganisation de l'enseignement en Pologne. « La guerre, — m'a répondu le professeur Morawski, — a beaucoup ralenti notre activité scientifique, dans tous les domaines ; des soins plus pressants, des nécessités plus immédiates absorbaient les esprits. Nous souffrons encore aujourd'hui du manque de papier, du prix très élevé de l'impression, et nous ne publions presque plus rien. Les universités de Cracovie et de Lwow ont dû céder quelques-uns de leurs meilleurs professeurs aux universités nouvellement crées à Lublin, à Poznan et à Wilna. Afin de pourvoir aux besoins de ces fondations nouvelles, on a dû nommer professeurs des jeunes gens de grand mérite, mais de courte

expérience. Nous avons peu d'étudiants : toute la jeunesse est aux armées. Par contre, les étudiantes sont très nombreuses : suivent-elles les cours par mode, par désœuvrement, ou par un désir louable de s'instruire ? je n'en sais rien ; mais j'observe qu'en général elles travaillent peu, et je me demande avec quelque inquiétude quel usage elles feront de ce qu'elles auront appris. Mais voyez-vous, — ajouta en souriant M. Morawski, — je suis vieux, peu enclin à l'optimisme et je regarde désormais notre jeunesse avec des yeux toujours bienveillants, mais un peu étonnés : ses inclinations, ses goûts me semblent si différents de ce qu'avaient été les nôtres ! Vous savez ce que furent pour les hommes de ma génération nos grands poètes polonais ; ce que nous cherchions dans leurs ouvrages, ce n'était pas seulement une impression de beauté, mais un réconfort pour notre courage, un aliment pour notre espérance, des raisons d'aimer plus passionnément la Pologne et de croire plus fermement en ses destinées. Mon fils m'a avoué qu'en lisant nos poètes, il n'avait rien

trouvé de tout cela. Ce qui était pour nous rêve et espoir est devenu pour nos enfants réalité ; désormais leur patriotisme se nourrit d'action, et ils appliquent leurs facultés de comprendre et de sentir à des objets nouveaux, qui n'étaient pas à la portée des nôtres. »

Le professeur Rostworowski, ancien recteur de l'Université de Cracovie, tout en reconnaissant les difficultés de l'heure présente, envisage l'avenir avec une entière confiance. « Il nous manque des maîtres, — m'a-t-il dit — et beaucoup de ceux qui naguère se consacraient tout entiers à l'enseignement doivent réserver aujourd'hui une partie de leur temps à la politique, à l'administration, aux travaux des commissions dont il font partie. Mais nos jeunes professeurs s'efforcent d'acquérir ce qui leur manque et de se rendre dignes de leurs anciens : plusieurs d'entre eux continuent de suivre des cours à Cracovie et viennent y obtenir un diplôme d'agrégation auquel ils attachent un grand prix : ainsi Cracovie reste pour la Pologne le grand centre d'études et l'Université-mère.

« La période agitée et passionnée que nous venons de vivre était peu propice à la production scientifique. Aucun historien nouveau ne s'est encore révélé ; les quelques ouvrages publiés récemment ont un caractère marqué de polémique ou de propagande : ce sont des œuvres de circonstance, ce n'est pas de l'histoire. Rien non plus de très nouveau au théâtre. Par contre, nous voyons le roman renaître sous une forme toute jeune et très réjouissante. Vous savez à quel point nos écrivains subissaient, jusqu'à ces dernières années, l'influence des romanciers russes. Le pessimisme qui, chez ces derniers, est une nature, une conséquence directe du fatalisme oriental, apparaissait chez nous comme l'expression de nos longues infortunes et le triste témoignage d'une confiance ébranlée. Nos jeunes romanciers ont secoué allègrement cette obcure mélancolie, si contraire à notre tempérament national, et l'on voit éclater depuis peu dans la littérature polonaise un renouveau de confiance saine et joyeuse. Notre poésie s'inspire, comme toujours, de la tradition nationale et du patrio-

tisme ; les vers naïfs et vigoureux de quelques légionnaires sont à retenir ; mais, chez nous aussi, les « chansons de tranchée » ont été trop souvent écrites par des guerriers en chambre. Enfin les lettres vivent. On n'en peut malheureusement pas dire autant de la recherche scientifique qui, dans la plupart de nos centres universitaires, se trouve complètement arrêtée par la destruction des laboratoires. Ici, comme à Lwow, comme à Poznan. tous les instruments ont été confisqués, volés ou brisés ; et il nous faudra quelque temps pour réparer tous ces dommages. »

Cependant les Polonais riches, fidèles à une des plus belles traditions de leur pays, n'ont pas attendu qu'on fît appel à leur générosité pour subvenir aux besoins les plus urgents des grandes écoles. On sait combien de « bibliothèques polonaises », combien d'instituts scientifiques ont été fondés et sont entretenus par des particuliers. C'est encore à l'initiative privée que l'Université libre de Lublin doit son origine. M. Jaroszyski a consacré une partie de sa fortune à doter la Pologne d'un nouvel institut d'enseignement

supérieur. L'université de Lublin est organisée sur le modèle de celles de Louvain et de Fribourg : c'est une grande école catholique, où l'enseignement de la théologie et du droit canon tient une place importante, mais qui comporte aussi des facultés de droit, de sciences politiques, de lettres et de philosophie. Le corps enseignant est composé d'ecclésiastiques et de laïques. Les programmes sont ceux de l'enseignement officiel et les grades que confèrent les facultés sont reconnus par l'Etat. Fondée en 1918, l'Université compte déjà 700 étudiants et possède 50.000 volumes dans sa bibliothèque. En attendant que les immeubles qu'on lui destine soient complètement aménagés,elle s'est installée dans les locaux du Séminaire ; c'est là que j'ai été reçu par le recteur, Mgr Radziszewski, qui avait réuni à mon intention quelques professeurs.

Les maîtres de l'Université de Lublin m'ont fait le plus grand éloge de leurs élèves et, en général, de la jeunesse polonaise, qui a pleine conscience des difficultés de l'heure présente et de la lourde tâche qu'elle aura mission d'accom-

plir. « Je trouve nos étudiants plus sérieux, moins insouciants que nous ne l'étions nous-mêmes, — m'a dit le vice-recteur, professeur Chylinski. Mais aussi comme ils sont plus heureux ! Pour échapper à la honte de s'inscrire, en terre polonaise, à une Université russe, ceux d'entre nous qui en avaient les moyens allaient étudier à Pétersbourg. Le gouvernement russe ne tolérait pas que les étudiants formassent entre eux des groupes nationaux, mais il admettait les sociétés d'études. C'est ainsi que je pus fonder un club littéraire, qui réunit bientôt tous les étudiants polonais de l'Université de Pétersbourg. Lorsque j'eus pris mes grades, je demeurai en Russie, rentrai à Pétersbourg comme professeur d'histoire ancienne et continuai à m'occuper de nos étudiants. Les tracasseries russes n'avaient pas de limite ; le club littéraire, où se réunissaient les étudiants polonais, possédait une petite bibliothèque, composée d'ouvrages de toutes langues ; on avait exigé que le catalogue, dont l'administration devait avoir une copie, fût rédigé en russe. Un brave homme de censeur nous rappela à

l'ordre, par ce qu'un certain nombre de noms d'auteurs et de titres de livres n'étaient pas libellés en caractères russes : on eut grand peine à lui faire comprendre qu'il s'agissait d'auteurs et d'ouvrages étrangers...

« Enfin nous sommes libres, et nos jeunes gens peuvent suivre en Pologne les leçons de maîtres polonais enseignant dans la langue nationale. Mais ce ne sont plus des sociétés littéraires qui groupent aujourd'hui les étudiants, ce sont de véritables clubs politiques. Il y a dans les Universités presque autant de partis qu'à la Diète : ici nous avons des conservateurs et des libéraux, des radicaux et même quelques socialistes, mais pas de bolchevistes. Ailleurs il arrive que les étudiants juifs gagnent aux idées communistes quelques Polonais ; ce danger n'existe pas à l'Université de Lublin, où les israélites ne sont pas admis. Par contre, un certain nombre de luthériens sont inscrits à nos facultés ; mais l'entente est parfaite entre eux et les catholiques : la politique fait l'objet de discussions passionnées entre les étudiants, mais les questions confession-

nelles sont toujours laissées en dehors du débat ».

Parmi les professeurs de Lublin, se trouve un dominicain français, le R. P. Lacrampe, chargé du cours de théologie dogmatique. Le père Lacrampe m'apprend qu'un certain nombre de jeunes filles suivent assidûment ses leçons. « L'intelligence des Polonais, — me dit-il — est naturellement encline à la spéculation ; elle excelle à l'analyse des idées pures ; dans les disciplines expérimentales, elle est beaucoup moins à l'aise. » Un autre savant, polonais celui-là, m'avait déjà fait la même observation : « Nous sommes des spéculatifs, des *littéraires*, — me disait-il — ; c'est notre tradition ; nous croyons à l'influence des idées, à l'action bienfaisante de la haute culture. Les Allemands ont montré qu'ils connaissaient bien notre faible, lorsque, à peine entrés à Varsovie, ils ont fait ouvrir l'Université. On nous a reproché d'avoir commencé par réorganiser l'enseignement universitaire, alors que tant d'autres réformes pouvaient sembler plus urgentes. On nous a opposé l'exemple des Tchèques, qui s'empressaient d'ouvrir des

écoles techniques, commerciales et industrielles, tandis que nous augmentions, peut-être à l'excès, le nombre de nos instituts d'enseignement supérieur. Les Tchèques suivent leur tempérament, nous suivons le nôtre. La Pologne, sans ses universités, ne serait pas la Pologne. »

C'est la vérité ; mais ce n'est pas, me semble-t-il, toute la vérité. J'ai trouvé à Varsovie et à Lwow deux Ecoles Polytechniques d'une organisation très moderne et fréquentées par un grand nombre d'étudiants. La nécessité, vivement ressentie par la jeunesse polonaise, de mettre en valeur sans tarder toutes les richesses du pays, de développer l'industrie, le commerce et les transports, ne manquera pas de pousser beaucoup de jeunes hommes à l'étude des sciences appliquées. Enfin l'esprit démocratique qui domine en Pologne aura peut-être pour effet, sinon de diminuer le prestige de l'enseignement universitaire, qui garde partout un certain caractère aristocratique, du moins de lui susciter des concurrents, en relevant l'importance de l'enseignement technique.

J'ai voulu savoir dans quelle proportion les diverses classes sociales contribuent à fournir la clientèle des universités et des grandes écoles. Les circonstances présentes, qui retiennent aux armées une grande partie de la jeunesse, ont rendu l'enquête difficile. Le seul fait qui s'en dégage avec certitude, et qui m'a semblé remarquable, c'est l'attrait que l'Université continue d'exercer sur les paysans polonais. Le tout petit propriétaire, s'il a mis quelque argent de côté, envoie un de ses fils à l'Université. On m'a assuré à Cracovie que ces fils de paysans sont généralement les étudiants les plus sérieux et les plus ardents au travail ; tantôt une certaine lenteur d'esprit et le manque de toute culture antérieure les empêche de s'élever au niveau de leurs condisciples bourgeois ; parfois au contraire, ils les dépassent comme d'un seul bond et se forment, à leur manière, qui n'est pas traditionnelle, mais originale, un ensemble de connaissances tout à fait remarquable. Quelques-uns sont aujourd'hui professeurs d'université. M. Morawski m'a raconté l'histoire d'un de ses jeunes collègues, qui ne

manque jamais aux vacances d'automne de labourer lui-même les champs de son père. A la rentrée dernière, il le vit arriver à l'Université avec un large emplâtre sur le visage : un bœuf de charrue, qui s'était dégagé du joug, avait déchiré d'un coup de corne la joue du professeur-paysan. Voilà encore un argument propre à confirmer les théories politiques de M. Witos, lequel compte d'ailleurs parmi ses partisans un certain nombre de professeurs et d'étudiants.

*
* *

Les grands éducateurs de la jeunesse polonaise n'ont pas cessé de puiser leur inspiration à deux sources : l'antiquité classique et la tradition nationale, complétant et corrigeant au besoin l'une par l'autre. A ce sujet, je trouve très caractéristique la dispute engagée naguère entre M. Casimir Morawski et quelques professeurs allemands. M. Morawski s'était permis de reprocher aux Allemands le culte immodéré qu'ils professent pour leur ancien vainqueur Jules César, et

pour ses *Commentaires*. « Comme lettré, j'admire sans réserve l'ouvrage de César, disait le savant latiniste de Cracovie ; comme éducateur, je trouve dangereux un livre dont chaque page est une glorification de la force, une apologie du succès. » Les pédagogues allemands lui répondirent qu'ils ne souhaitaient point pour leur jeunesse de meilleur maître que César, ni de morale politique plus édifiante que celle qui se dégage des *Commentaires*. Rien ne fait mieux ressortir la différence entre deux manières de penser et de sentir, entre deux cultures, entre deux traditions.

Mais si les qualités de l'âme nationale se révèlent dans la doctrine des professeurs polonais, on les retrouve plus malaisément dans leurs méthodes : ici, semble-t-il, c'est l'esprit allemand qui triomphe encore, comme naguère il triomphait chez nous. « L'influence allemande — m'expliquait Mgr Radziszewski, recteur de l'Université de Lublin, — s'est exercée directement en Galicie et en Posnanie, indirectement dans le Royaume, par l'intermédiaire des Russes,

qui étaient tous imbus des systèmes allemands. A l'Université de Pétersbourg, on ne reconnaissait aux Français la maîtrise qu'en un seul domaine : la philologie, la littérature et l'histoire du Moyen-Age ; le prestige de votre Gaston Paris était considérable, mais unique. Pour toutes les autres sciences, et surtout pour la philologie classique, on ne s'en rapportait qu'aux Allemands. Nous vivons encore ici sous l'influence de ce préjugé. »

Le R. P. Woroniecki, professeur à la même université, m'a exposé dans ses grandes lignes le projet de réforme de l'enseignement élaboré par une commission d'universitaires sur l'ordre du gouvernement polonais. A côté de quelques idées entièrement nouvelles, comme celle d'une éducation nationale fondée, non plus sur la culture classique, mais sur les mathématiques, on ne trouve guère dans ce projet qu'une application scrupuleuse, presque servile, des méthodes allemandes : systèmes allemands d'enseignement, de recherche scientifique, de cycles d'études, d'examens ; manie allemande de choisir les pro-

fesseurs, non pas à cause de leurs aptitudes pédagogiques, mais en considération du nombre et du volume des ouvrages qu'ils ont publiés. « Cette prépondérance de l'influence germanique s'explique facilement, observait le père Woroniecki. Au point de vue intellectuel, nous avons été jusqu'à présent les élèves des Allemands ; nos meilleures universités, celles de Cracovie et de Lwow, étaient en somme des universités allemandes. C'est à peine si nous connaissions les méthodes françaises d'enseignement. Savez-vous où les adversaires de l'influence française allaient puiser leurs arguments? dans l'ouvrage de Demolins sur la « supériorité des Anglo-Saxons ». Ce livre, écrit par un Arménien complètement étranger à votre vie intellectuelle, et dont l'engouement d'une partie de l'opinion française a déterminé le succès, vous a fait plus de tort en Pologne que les efforts, souvent maladroits, de la propagande allemande.

« Enfin c'est en Allemagne que nous allons chercher nos instruments de travail, nos éditions classiques, nos manuels scolaires. A Lu-

blin, comme à Varsovie, à Cracovie et à Lwow, les principales maisons de librairie sont allemandes. C'est un libraire luthérien, excellent homme d'ailleurs, qui fournit à notre faculté de théologie catholique tous les ouvrages spéciaux dont elle a besoin. Nul n'ignore chez nous que les meilleurs manuels de théologie dogmatique, de morale, d'Ecriture-Sainte et d'histoire de l'Eglise ont été composés par des auteurs français. Mais la tradition est établie, et la difficulté de faire venir des livres français, leur prix très élevé pour nous en raison du change, contribuent certainement à la maintenir. J'ai souvent pensé que si une maison française d'édition, et particulièrement une maison catholique, ouvrait une succursale à Lublin, pour toute la Pologne, elle nous rendrait un très grand service et ne ferait pas elle-même une mauvaise affaire. »

*
* *

On lit dans quelques vieux récits de voyage qu'à la frontière de Pologne, le maître de postes

qui accueillait l'étranger, le saluait d'abord en polonais, puis, s'il voyait qu'il n'était pas compris, continuait de parler en latin. J'ignore si les modernes chefs de gare et commissaires des douanes sont demeurés fidèles à cette noble tradition, n'ayant pas osé tenter moi-même l'expérience ; mais je pense que s'ils y revenaient aujourd'hui, ils perdraient généralement leur latin, tout autant que perdent leur polonais les porteurs de bagages et les cochers de fiacre, qui déploient en l'honneur de l'étranger une éloquence aussi abondante et aussi cordiale, semble-t-il, que leurs collègues italiens. Si l'on ignore le polonais, c'est encore en allemand qu'on se fait le plus aisément comprendre des employés, des hôteliers, des commerçants ; les prélats et gens d'église parlent et entendent souvent l'italien; le français est resté la langue de la haute société. J'ai assisté, durant les quelques semaines que j'ai passées à Varsovie, à une petite révolution curieuse : à mon arrivée, j'ai trouvé dans les principaux hôtels et restaurants de la capitale le menu libellé en deux langues : polonais

et français ; huit jours après, la précieuse traduction française avait disparu. Ainsi en avait décidé, — m'assura un maître d'hôtel, — le syndicat des garçons d'hôtel et de restaurant. Il ne m'a point paru que cette mesure simplifiât leur service ; car d'ordinaire, le client étranger, après s'être escrimé quelque temps sur le texte, rendu encore plus sibyllin par les bavures violettes de la polycopie, priait le garçon de le lui traduire en quelque idiome occidental.

Tous comptes faits, on parle français en Pologne dans les milieux universitaires et dans ce qu'on est convenu d'appeler la bonne société. Assurément, c'est déjà beaucoup. Mais je crains, si nous n'y prenons pas garde, qu'il ne se passe bientôt en Pologne ce que j'ai vu, eu moins de vingt années, se produire en Italie : à la fin du siècle dernier, dans les salons de Rome, de Florence et de Milan, on n'entendait guère parler que le français. Cet usage qui nous faisait tant d'honneur s'est perdu peu à peu, d'abord par l'invasion des héritières américaines, qui ont essayé d'imposer l'anglais, puis par le dévelop-

pement d'un esprit nationaliste très légitime, qui a consacré définitivement le triomphe de l'italien.

Que la langue française continue de régner en maîtresse dans les salons de Cracovie et de Varsovie, ou qu'elle cède insensiblement le pas à la polonaise, la question me semble secondaire : elle n'intéresse guère que notre amour-propre. Ce qui serait un grand malheur, c'est que le français ne fût plus compris en Pologne de l'élite — je ne dis pas mondaine, mais sociale, économique, politique, de ceux qui gouvernent le pays et de ceux qui déterminent les principales directions de sa vie morale et intellectuelle. C'est par la constante pénétration des idées françaises, de l'esprit français que la Pologne, en dépit des influences russes et allemandes, est restée essentiellement une nation occidentale. Si ce courant venait à s'interrompre, ou même à se ralentir, quelle que soit la force de résistance d'une longue tradition, c'en serait bientôt fait de l'*occidentalisme* des Polonais.

J'ai déjà dit qu'il entrait dans le dessein

politique des empires centraux d'isoler le plus complètement possible la Pologne des pays d'occident, auxquels la rattachent ses affinités naturelles et les plus glorieuses traditions de son histoire : pendant les quatre années de la guerre, cet « internement moral » fut absolument réalisé. Avec quelle joie profonde, avec quelle ardeur enthousiaste la Pologne redevenue libre a tendu les bras vers ses défenseurs d'hier, vers ses amis de toujours ! Mais quoi ! pas de frontière commune, des communications longues et incertaines, des relations économiques difficiles à établir, et que dire des relations intellectuelles ?

Des professeurs, des hommes politiques, des journalistes polonais, qui aiment et admirent l'esprit français pour sa clarté, sa vigueur et son extraordinaire puissance de pénétration, m'ont exprimé tour à tour leurs inquiétudes et leurs désirs. Le recteur de l'Université de Lublin préconise, entre la Pologne et la France, un échange de professeurs analogue à celui qu'un accord récent a stipulé entre la France et l'Italie : le système serait appliqué, non seulement aux

universités, mais encore aux lycées des deux pays. A Varsovie, le professeur Askenazy m'a demandé s'il ne serait pas possible d'établir, entre les étudiants et les collégiens de France et de Pologne, des correspondances familières, propres à éveiller la curiosité et la sympathie des uns pour les autres ; il avait entendu dire que les lettres échangées pendant la guerre entre jeunes gens français, anglais et américains, avaient donné les plus heureux résultats. On souhaite encore que les savants, les lettrés, les hommes politiques français viennent donner des conférences en Pologne, tandis que des Polonais de même qualité seraient invités à en donner en France, à la condition toutefois que les uns et les autres s'élèvent au-dessus des questions trop particulières à leur pays et à leur milieu, et traitent, dans un langage simple, des sujets suffisamment généraux pour que leur auditoire en saisisse l'intérêt. Il est parfaitement inutile qu'un chroniqueur, même spirituel, vienne révéler à Varsovie les menus faits de la vie parisienne, les préférences artistiques de nos « hommes du

jour » et les manies de nos grands comédiens, ou qu'un député expose en long et en large au public polonais un problème de politique intérieure ou de tactique parlementaire qui n'aurait pas en Pologne son équivalent. Les conférences vaudront ce que valent les conférenciers.

Mais c'est surtout par le livre que nos idées peuvent se répandre en Pologne et que notre influence doit s'y fortifier. Or partout où je me suis arrêté, j'ai entendu les mêmes doléances ; partout les Polonais m'ont dit : « Nous n'avons plus de livres français. » L'ancien volume à 3 fr.50, qui vaut aujourd'hui chez nous 5 et 6 francs, est vendu en Pologne 80 et 90 marks ; mieux vaut dire qu'il n'y est pas vendu du tout. Quelques libraires de Cracovie, de Lwow et de Varsovie ont remis en montre leurs vieux fonds de boutique, et dans la vitrine réservée aux ouvrages français, j'ai eu le plaisir médiocre de voir figurer, à des prix relativement accessibles, les romans de Paul Féval, ceux de Paul de Kock, l'histoire du colonel Ramollot et quelques « parfaits secrétaires ». Par contre, les dernières

productions de la science, de l'histoire et de la littérature allemande s'étalaient partout. Questions de change, dira-t-on ; donc inconvénient temporaire. Il y a en effet la question du change, il y a celle de la publicité et de l'envoi plus ou moins régulier des catalogues ; il y a enfin la force de l'habitude. Si nous attendons, pour faire rentrer nos livres en Pologne, que les conditions du change se soient modifiées, nos livres n'y rentreront plus, et nos idées pas plus que nos livres. Au point de vue économique, nos auteurs et nos éditeurs, faute de consentir, pour quelques années, des tarifs de faveur et de s'imposer un sacrifice momentané, perdront définitivement une clientèle importante ; au point de vue moral, et même politique, j'ai à peine besoin de marquer les conséquences qu'entraînerait une complète interruption des rapports intellectuels entre les deux pays.

« Si encore, faute de pouvoir acheter vos meilleurs livres, nous pouvions les traduire ! — me disait un journaliste de Cracovie, excellent lettré et grand ami de notre pays. — Mais les

tarifs imposés par la Convention de Berne sont actuellement prohibitifs pour la Pologne. Personne, chez nous, n'osera entreprendre la traduction d'un ouvrage français, même notoire, s'il doit payer en francs les droits d'auteur. Qu'on nous autorise, au moins pour quelque temps, à acquitter les droits fixés en marks polonais. » Je signale ces problèmes aux auteurs et au public, plutôt qu'à la librairie française, qui s'en est déjà inquiétée ; je crois savoir qu'une de nos grandes maisons d'édition a étudié les moyens de fabriquer en Pologne même le papier et le livre, de manière à pouvoir livrer le produit à un prix qui ne décourage point l'acheteur. Nous ne saurions trop nous hâter pour susciter une concurrence à l'Allemagne sur un terrain qui n'est pas seulement économique : c'est le marché des idées qu'il s'agit de conquérir.

Nos grandes revues sont devenues en Pologne aussi rares que nos livres. Je ne parle pas des revues purement littéraires, dont les abonnés, cercles, bibliothèques, cabinets de lecture, ou simples particuliers, sont pour la plupart res-

tés fidèles. Dans plusieurs maisons ou châteaux de Pologne, j'ai trouvé la collection complète de la *Revue des Deux-Mondes,* depuis l'année de sa fondation jusqu'à ces derniers mois. Mais je pense à nos grandes annales scientifiques, à nos revues de philologie et de linguistique, de philosophie, d'histoire et de géographie, de mathématiques, de droit et de médecine, à tous les recueils où s'enregistrent périodiquement les efforts, les progrès et les découvertes de la pensée française. Dans la plupart des bibliothèques municipales ou universitaires, comme dans celles des grandes écoles et des Sociétés Savantes, les collections de ces revues s'arrêtent à une date fatidique, celle de la guerre : elles n'ont pas été complétées depuis lors. Un professeur de droit de l'Université de Varsovie m'a dit : « Jamais vos admirables recueils de jurisprudence, « Codes Annotés », Sirey, Dalloz, ne nous auraient été plus utiles qu'en ce moment, où nous élaborons toute une législation nouvelle. Mais depuis la guerre, ces publications ne nous parviennent plus ; c'est à peine si nous connaissons vos lois

les plus récentes, et nous ignorons tout de vos derniers travaux juridiques. Il en résultera que les nouveaux codes polonais seront rédigés presque exclusivement sous l'influence de la science et de la jurisprudence allemandes ; et peut-être ce résultat sera-t-il d'autant plus difficile à éviter que les professeurs de Cracovie et de Lwow, généralement partisans des méthodes germaniques, forment la majorité dans la commission chargée d'unifier la législation de nos trois provinces. »

Cependant nos meilleurs amis s'ingénient. Aucun ouvrage littéraire important ne paraît en France sans que le professeur Jablonowski, député à la Diète et critique influent, ne le signale tout au moins dans la *Gazette de Varsovie*, s'il n'a pas les moyens d'en faire l'analyse. A Cracovie, le fin lettré qui se cache sous le nom de « Boy » s'est remis à étudier les textes polonais du Moyen Age et de la Renaissance, afin de traduire plus fidèlement, et dans une langue contemporaine, les meilleures poésies de Villon et les plus belles pages de Montaigne.

*
* *

Avec son Académie et son Université, ses musées et ses bibliothèques, ses expositions d'art moderne et le charme de ses salons, Cracovie reste la capitale intellectuelle de la Pologne. L'ancienne résidence des Jagellons est une des rares villes où la vie d'aujourd'hui n'empêche pas de respirer celle d'autrefois : entre les objets qu'on voit et les souvenirs qu'on évoque, il n'y a pas désaccord brutal, mais facile harmonie. Remparts et château, places et rues, églises et palais, tout est vivant, présent, et tout exhale le parfum des siècles disparus. Les réunions mondaines, les conversations semblent offrir même mélange, même accord tranquille entre les idées nouvelles de gens cultivés et curieux, et les formes anciennes, un peu cérémonieuses — nous dirions dans le meilleur sens du mot, un peu provinciales — dont ils ont le bon goût de ne se pas départir...

Il est à Cracovie deux lieux sacrés : l'an-

cienne Université et la colline du Wawel. Une porte basse en ogive, dans une petite rue silencieuse ; on fait quatre pas sous une voûte et l'on débouche dans une cour gothique, exquise et simple. Deux étages d'arcades sobrement ornées, un portique et une galerie ; au centre, une fontaine de pierre et de fer forgé, que surmonte la statue en bronze de Copernic. Les salles qui s'ouvrent sur la galerie renferment aujourd'hui la bibliothèque de l'Université. A l'heure où se ferme la bibliothèque, la petite cour reste ouverte et l'on n'y entend plus d'autre bruit que parfois celui d'une corneille, qui après avoir longtemps tournoyé, vient se poser sur le fleuron de pierre d'une arcade ou sur la sphère de l'astronome méditant.

L'enceinte du Wawel renferme l'ancien château des rois de Pologne et la cathédrale où ils ont leur sépulture. La dernière fois que j'étais monté sur la colline, c'était au printemps de 1913 : église et château disparaissaient à moitié dans un encombrement de bâtisses déshonorantes, lazarets ou casernes, qu'y avaient instal-

lés les Autrichiens. Je voulais revoir le Wawel purifié, rendu à sa grandeur, comme la Pologne à la liberté. M. Thadée Stryenski s'offrit à m'y conduire ; il est le frère de ce Casimir Stryenski, que Paris a connu et aimé. Architecte de talent et archéologue érudit, il connaît l'histoire de toute les briques de Cracovie. Après avoir visité quelques églises et fait le tour du quartier juif, nous nous dirigeâmes vers le Wawel. Tout en gravissant la rampe qui mène à l'entrée de la citadelle, mon guide me racontait avec bonne humeur, comment aux heures difficiles il avait soutenu la confiance ébranlée de ses compatriotes. « Je n'ai jamais pu comprendre, me disait-il, le désespoir ni le doute ; croiriez-vous qu'aujourd'hui encore, il y a ici des gens pour douter et pour gémir ? — Nous faisons la guerre depuis six ans, — soupirait l'autre jour devant moi un jeune homme. Je lui ai répondu : « Comment ? tu fais la guerre, et tu te plains ? et ton grand-père, qui fut chassé de son pays ? et ton père, qui, après avoir vécu cinquante ans en exil, est mort sans avoir jamais vu

la Pologne ? Songe à leur sort, et bénis le tien. »

Je ne reconnaissais plus le Wawel. La haute terrasse crénelée qui domine la Vistule, et le long de laquelle on circulait à grand'peine, s'élargit maintenant jusqu'au mur du château. Rasés, les casernes autrichiennes, les lazarets, les magasins et autres baraques sordides ; il ne reste sur la colline que les édifices que les rois de Pologne ont bâtis, et quelques-uns des arbres qu'ils ont plantés. Je veux revoir, dans la cathédrale, les hauts sarcophages de marbre et de porphyre abrités sous leurs baldaquins, la magnifique plaque de bronze où le cardinal Frédéric Jagellon est représenté deux fois, agenouillé devant la Vierge, et étendu, mort ou endormi, dans ses habits pontificaux ; la chapelle italienne du roi Sigismond et ce curieux monument de style français dont on ne connaît pas l'auteur.

Mais mon guide m'entraîne vers le corps principal du château, construit au temps de Sigismond Ier. Le portique à voûte cintrée qui

y conduit me rappelle, par son ornementation, celui du Palais Farnèse : on reconnaît la main des architectes que Bona Sforza, duchesse de Bari, amena avec elle à la cour de Pologne. Lorsqu'on arrive au *Cortile,* on se trouve en pleine Renaissance italienne : noble proportion des deux colonnades superposées, élégance de l'ornement, simplicité harmonieuse du décor. Le long de l'architrave qui sépare les deux ordres, court une frise peinte où sont représentés les fastes de l'ancienne Pologne. M. Stryenski, qui est membre de la commission chargée de diriger les travaux de restauration, m'explique son dessein : « Cette frise, — dit-il, — ne s'étend que sur deux côtés du *Cortile* ; nous laisserons un intervalle, par respect pour les ancêtres, et nous complèterons le cortège, en groupant les personnages les plus caractéristiques de notre récente histoire. »

Dans un appartement du rez-de-chaussée sont exposés deux projets de restauration, élaborés par le même architecte. Le premier est une reconstitution aussi exacte que possible de l'ancien

Wawel, tel que le révèlent les antiques fondations, les documents écrits et les estampes. Le second est une simplification hardie, mais heureuse : les grands édifices demeurent seuls debout ; le vaste terre-plein qui les sépare est entouré d'un portique bas et devient un *Campo-Santo* national, où se trouveront réunis les reliques et les symboles de toutes les gloires polonaises. Dans les deux projets, le corps principal du Château abrite un musée, une bibliothèque et des archives ; dans le premier, les écuries et les anciennes cuisines, qui forment des bâtiments séparés, sont transformées en appartements pour le chef de l'Etat et en ateliers pour une école de Beaux-arts, tandis que dans le second, le *Campo-Santo* reste seul sur la colline, avec le Château et la Cathédrale. Si j'étais membre de la commission, mon suffrage irait à ce second projet, moins respectueux du détail ancien, mais plus conforme à la pensée de ceux qui bâtirent la citadelle et dorment aujourd'hui sous les plaques de bronze ou les dalles de porphyre. N'élevèrent-ils point le Wawel

pour la défense de la Pologne, et pour sa gloire ? Comment remplir leur intention plus fidèlement, qu'en rassemblant, entre leur palais et leur tombe, les restes mortels ou les images de tous ceux qui, pour défendre la Pologne et pour la glorifier, dépensèrent leur génie, répandirent leur sang, ou laissèrent couler de leur âme pleine d'angoisse et d'espoir des vers immortels ou de divines musiques ?

Tandis que je rêvais aux pompes qui se dérouleront demain sur le Wawel pour célébrer la victoire et que j'imaginais, le long de la route montante, la procession des aigles et des bannières, le cortège où les légionnaires bleus de Joseph Haller se mêlent aux cavaliers d'argent, dont les ailes héroïques battent le flanc des montures, mes yeux tombèrent sur l'autre colline, ce mont Kosciusko, que les gens de Cracovie firent de leurs propres mains, toute la population apportant la terre pendant trois ans, afin d'élever au héros le monument grand et simple que méritait sa vertu. Quelle histoire magnifique et quel éloquent symbole ! Ainsi

verrons-nous bientôt, ainsi voyons-nous déjà s'élever entre l'Orient et l'Occident, une Pologne forte, prospère et glorieuse, bâtie par l'effort unanime et persévérant de toute la nation.

Rome, août-octobre 1920.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN

A LA MÊME LIBRAIRIE

Polonais et Russes, par K. Waliszewski. Un vol. in-16. 3 fr.

La Juste Paix *ou la Vérité sur le traité de Versailles*, par Raphaël-Georges Lévy, de l'Institut. Un vol. in-16 . . . 7 fr.

Le Traité de Versailles du 28 juin 1919, par Gabriel Hanotaux, de l'Académie française. Un vol. in-8 . . . 12 fr.

Histoire politique. *Chroniques de quinzaine* (15 mars-15 septembre 1920), par Raymond Poincaré, de l'Académie française. Un vol. in-16 . . . 7 fr. 50

Les Nouvelles Frontières de l'Allemagne, par Ch. [illegible] de [illegible]. Un vol. in-16 avec cartes . . . 6 fr.

L'Intervention de la France dans la question du Slesvig du Nord, par F. de Jessen. Un vol. in-16 . . . 5 fr.

Au Pays de la démence rouge. *La Révolution russe* (1917-1918), par Serge de Chessin. Un fort vol. in-16 . . . 7 fr.

Les Intrigues germaniques à Athènes, par Demetra Vaka. Traduit de l'anglais par P. [illegible]. Un vol. in-16. Prix . . . 5 fr.

M. Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin, par Raymond Recouly. Un vol. in-16 . . . 5 fr.

Intrigues et diplomaties à Washington (1914-1917), par H. Lechartier. Un fort vol. in-16 avec portraits, gravures. Prix . . . 7 fr. 50

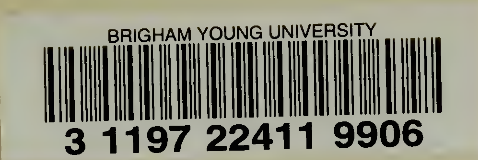
Les Origines de la guerre mondiale, par [illegible]. Un vol. in-16 . . . 6 fr.

L'Offre de paix séparée de l'Autriche, par le prince Sixte de Bourbon. Un vol. in-8 avec fac-similés . . . [illegible]

Mémoires militaires de Joseph Grabowski, officier à l'état-major impérial de Napoléon Ier (1812-1813), publiés par M. Waclaw Gasztowtt, traduits du polonais par MM. Jan V. Chelminski et le commandant A. Malibran. Un vol. in-16 avec un portrait . . . 5 fr.

Marysienka. *Marie de La Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski* (1641-1716), 4e édition, par K. Waliszewski. Un vol. in-8 avec un portrait en héliogravure . . . 10 fr.

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — [illegible]


BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22411 9906

